

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
OCTOBRE 2016
N°164

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

SOMMAIRE
RAA OCTOBRE 2016

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS *(Conseil du 25 octobre 2016)* **3**

PARTIE 2 : DECISIONS *(Conseil du 25 octobre 2016)* **245**

PARTIE 3 : ARRETES **381**

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

HORS COMMISSION	9
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	30
AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION	33
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE	42
CULTURE	55
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	64
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	127
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	149
FINANCES	153
LOGEMENT	159
RESSOURCES HUMAINES	188
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	202
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	218
TRANSPORTS ET MOBILITE	225
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	234

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
14133	Hors Commission - Territoires de démocratie sanitaire - Consultation de l'Agence Régionale de Santé - Avis sur la délimitation de ces territoires	10
14134	Hors Commission - Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges - Adoption	13
14137	Hors Commission - Organismes extérieurs - Syndicat Hérault Énergie (SHE) - Représentants de la Métropole - Élection	17
14138	Hors Commission - Organisme extérieur - Syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault "Hérault Transport" - Représentants de la Métropole - Élection	20
14202	Hors Commission - Déplacement à Madrid - Espagne du 03 au 04 novembre 2016 - Participation à la rencontre des villes pour une gestion publique de l'eau (Encuentro de ciudades por el agua publica) - Approbation	23
14203	Hors Commission - Association Face Hérault - Actions en faveur de l'Insertion par l'économique et de la Politique de la Ville sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention cadre - Subvention - Autorisation de signature	25
14204	Hors Commission - Commissions du Conseil de Métropole - Composition	28
N°DELIB	ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	PAGES
14180	Fourniture des services de Télécommunications fixes, mobiles et prestations annexes - Commande auprès de l'UGAP - Approbation - Autorisation de signature	31
N°DELIB	AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE	PAGES
14165	Convention de partenariat avec Montpellier Sup Agro, l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) et le CIRAD - Approbation - Autorisation de signature	34
14166	Création des conditions d'une gouvernance collaborative - Mise en valeur des initiatives agroécologiques et alimentaires territoriales - Plateforme numérique, protection des données, licences creative commons - Approbation	39
N°DELIB	COHESION SOCIALE	PAGES
14176	Politique de la ville - Approches territoriales intégrées - Programme FEDER 2014 -2020 - Convention entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	43
14177	Contrat de ville - Attribution de subventions complémentaires aux associations œuvrant dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) pour l'année 2016 - Conventions - Autorisation de signature	46
14178	Association Informatique Plus - Chantier d'insertion Web@work - Subvention - Convention - Autorisation de signature	49
14179	Chantier d'insertion et d'utilité sociale "Remise en état de berges fluviales du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole" - Attribution de subvention	52
N°DELIB	CULTURE	PAGES
14185	Culture - Manifestation "La Métropole fait son cirque" - Affectation de subventions - Approbation - Conventions de partenariat - Autorisation de signature	56
14186	Culture - Réseau des médiathèques - Convention de coopération avec la commune de Grabels pour la mise en place du passeport multimédia - Autorisation de signature	58

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DELIB	CULTURE	PAGES
14187	Culture - Rénovation du Théâtre du Hangar - Approbation du programme fonctionnel et technique détaillé, de l'enveloppe financière prévisionnelle - Autorisation du lancement d'un appel d'offres pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre et de consultations pour les prestations annexes	61
N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	PAGES
14145	Port Marianne Portes de la Méditerranée - Montpellier - Concession d'aménagement avec la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Avenant n°11 à la concession d'aménagement - Avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie - Autorisation de signature	65
14146	Parc d'activité Charles Martel - commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Avenant n° 5 prorogeant la durée de la concession - Approbation - Autorisation de signature	69
14147	Concession ZAC Garosud et Garosud Extension - Communes de Montpellier et de Lattes - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Avenant n° 3 à la convention d'avance de trésorerie et avenant n° 8 au traité de concession - Approbation - Autorisation de signature	72
14148	Concession Parc 2000, Parc 2000 extension et VEAS - Commune de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Approbation	75
14149	Concession Parc 2000 2ème extension - Commune de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Approbation	78
14150	Concession Z.A.C. Descartes - Commune de Lavérune - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Approbation	81
14151	Concession Z.A.C. Euromédecine II - Aménagement et biopôle - Communes de Montpellier et de Grabels - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Approbation	84
14152	Village d'entreprises artisanales et de services (VAES) et restructuration du secteur du frigoulet - Cournonsec - Concession d'aménagement - Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale - Approbation	88
14153	Parc d'activités du Salaison - Vendargues - Mandat d'études et de réalisation pour la requalification du parc d'activités du Salaison confié à la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Avenant n°3 - Autorisation de signature	91
14154	Concession d'aménagement Parc Eureka - Communes de Castelnau-le-lez et de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Approbation - Convention d'avance de trésorerie - Autorisation de signature	94
14155	ZAC Hippocrate - Commune de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Avenant n°1 à la concession d'aménagement - Approbation - Autorisation de signature	98
14156	ZAC Odysseum Est - Commune de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Approbation	101
14157	Parcs d'activités Marcel Dassault 1° extension - Saint Jean de Védas - Concession d'aménagement - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Avenant n°11 - Approbation - Autorisation de signature	103
14158	Parcs d'activités Marcel Dassault 2° extension - Saint Jean de Védas - Concession d'aménagement - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de signature	106

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	PAGES
14159	Projet d'aménagement concerté de la "Lauze Est" - Commune de Saint Jean de Védas - Objectifs et modalités de concertation - Modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact - Approbation	109
14160	Convention type tripartite entre Montpellier Méditerranée Métropole, Enedis et un opérateur de télécommunications relative à l'usage des réseaux publics de distribution d'électricité aériens - Approbation - Autorisation de signature	113
14161	Marché n°4445RI16 de mise en place d'un système de billetterie avec contrôle d'accès pour les piscines et l'ensemble des établissements culturels et sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	116
14162	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	119
14163	Développement International - Mission Russie - Changement de date - du 4 décembre au 9 décembre 2016	122
14164	Développement International - Mission Finlande - du 29 novembre au 3 décembre 2016 - Participation au Congrès SLUSH - Mission exploratoire - Autorisation de la mission	124
N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	PAGES
14139	Commune de Saint-Brès - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Justification de l'ouverture à l'urbanisation du secteur d'entrée de ville	128
14140	Modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Commune de Pérols - Approbation	131
14141	Projet Urbain Partenarial NG PROMOTION - Avenue de L'Agau - Commune de Lattes - Convention de reversement - Approbation - Autorisation de signature	134
14142	Action foncière pour le développement économique - Commune de Montpellier - Secteur Sud Zénith - Convention d'anticipation foncière avec l'Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon - Autorisation de signature	137
14143	Ecocité - Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Avenant n°3 à la concession d'aménagement - avenant n°3 à la concession d'avance de trésorerie	139
14144	Secteur de la Mogère - concession d'aménagement de la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - avenant n°4 - Convention d'avance de trésorerie - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature	145
N°DÉLIB	ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	PAGES
14195	CIVIGAZ - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, GRDF et FACE Hérault - Autorisation de signature	150
N°DÉLIB	FINANCES	PAGES
14135	Reversement de taxe d'aménagement aux communes au titre de l'exercice 2016 – Approbation	154
14136	Taxe d'aménagement - Conventions de reversement des communes à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'exercice 2016 – Approbation	156

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DÉLIB	LOGEMENT	PAGES
14167	Logement - Engagement de la démarche d'élaboration du Programme Local de l'Habitat 2019-2024	160
14168	Logement - Construction de 744 logements sociaux - Garantie globale des emprunts mobilisés par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations entre le 30 novembre 2016 et le 31 mai 2018 - Autorisation de signature	164
14169	Logement - Construction de 5 logements sociaux - Résidence « Intérieur Cour » - 384/404 route de Mende - Montpellier - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	167
14170	Logement - Construction de 5 logements sociaux - Résidence « Intérieur Cour » - 384/404 Route de Mende à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	170
14171	Logement - Construction de 15 logements sociaux - Résidence « Un Jardin Confidentiel », 51 rue de la Méditerranée à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	173
14172	Logement - Construction de 12 logements sociaux - Rue des Bouissettes à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	176
14173	Logement - Construction de 42 logements sociaux - ZAC "Domaine de Caylus", lot M2 à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	179
14174	Logement - Construction de 17 logements en location-accession - ZAC Ovalie, lot 3Cb à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	182
14175	Logement - Construction de 21 logements en location-accession - ZAC du Renard, lot n°160 à Beaulieu - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	185
N°DÉLIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
14181	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Création d'un service commun du Secrétariat général - Convention - Autorisation de signature	189
14182	Modification du tableau des emplois et des effectifs	192
14183	Régime indemnitaire - Modalités d'attribution de la part complémentaire - Approbation	197
14184	Marché n°4476RH16 d'acquisition de titres restaurant pour le personnel de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signer le marché	199
N°DÉLIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
14190	Convention de recherche-développement avec le BRGM - Amélioration des connaissances de la source du Lez préalablement à la révision de la DUP - Autorisation de signature	203
14191	Projet collaboratif de Recherche et Développement - Observatoire de l'occupation des sols et des risques liés à l'utilisation de produits phytosanitaires - Application locale test à l'aire d'alimentation de la source du Lez - Convention de partenariat avec Envilys Dev - Autorisation de signature	206
14192	Régie de l'Eau Brute - Opérations d'affectation de l'actif et du passif - Dotation initiale – Approbation	209

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DÉLIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
14193	Schéma Directeur d'Assainissement - Intercepteur Est Avenue de la Pompignane - Marché de travaux n°3402EA13 - Protocole transactionnel - Autorisation de signature	212
14194	Schéma Directeur D'Assainissement - Intercepteur Est Amont - Marché n°1459 de maîtrise d'œuvre - Avenant n°3 - Autorisation de signature	215
N°DÉLIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGES
14188	Sports et traditions sportives - Attribution de subvention - Fonds spécial Sport - Convention d'attribution - Autorisation de signature	219
14189	Sports et traditions sportives - Réseau des piscines - Réhabilitation du Centre Nautique Neptune - Validation du programme, du budget et du planning - Autorisation de lancer le concours de maîtrise d'œuvre - Autorisation de signature	222
N°DÉLIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
14196	Tramway et Déplacement - Marché de Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de l'extension de la 1ère ligne de tramway vers la nouvelle gare - Autorisation de signature	226
14197	Convention d'exploitation et de correction des données du fichier national des accidents corporels de la circulation - Autorisation de signature	229
14198	Tramway deuxième ligne - Avenant n°9 au marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°379T0 pour l'étude et la réalisation de la deuxième ligne de tramway - Autorisation de signature	231
N°DÉLIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
14199	Voirie, Espace Public - Stratégie de commande publique portant sur la voirie - Convention de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier - Travaux et maintenance de la voirie métropolitaine - Autorisation de signature	235
14200	Voirie, Espace Public - Stratégie de commande publique portant sur la voirie - Lancement de la consultation et autorisation de signer les marchés de travaux et de maintenance de la voirie métropolitaine	238
14201	Voirie, Espace Public - Conventions de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Beaulieu, Laverune, Prades-le-Lez, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques - Autorisation de signature	241

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – TERRITOIRES DE DÉMOCRATIE SANITAIRE - CONSULTATION DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ - AVIS SUR LA DÉLIMITATION DE CES TERRITOIRES

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a fait de la santé l'un de ses principaux piliers de développement. A travers le projet Capital Santé, la Métropole souhaite mobiliser et engager les acteurs de l'écosystème santé pour développer sur le territoire de nouveaux projets, au bénéfice du développement économique de la filière et du bien-être des citoyens.

Dans ce contexte stratégique, Montpellier Méditerranée Métropole a fait le choix de la santé comme thématique pour son Pacte Métropolitain d'Innovation avec l'Etat, qui sera signé début 2017 et qui permettra de financer des projets d'innovation en santé sur le territoire de la Métropole et du Pôle Métropolitain.

La stratégie nationale de santé définie dans la loi de modernisation de notre système de santé (LMSS) publiée le 26 janvier 2016 a pour objectif de mobiliser fortement les acteurs autour d'une ambition forte : refonder le système de santé. Cette refondation s'appuie sur trois axes parmi lesquels un axe visant à approfondir la démocratie sanitaire et renforcer l'animation territoriale conduite par les Agences Régionales de Santé (ARS).

Après l'installation de la nouvelle Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie à l'échelle de la Grande Région le 30 juin dernier, une nouvelle étape du renforcement de la démocratie est franchie avec la définition des territoires de démocratie sanitaire précisés dans le décret n°2016-1024 du 26 juillet 2016.

Cette définition s'inscrit dans le cadre d'une procédure de consultation qui amènera l'ARS à arrêter les territoires de démocratie sanitaire.

A cet effet, l'ARS Occitanie a saisi pour avis Montpellier Méditerranée Métropole le 6 septembre dernier.

L'avis de l'assemblée délibérative doit être transmis deux mois à compter de la publication de l'avis de consultation au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région Occitanie. Il peut être accompagné de toutes observations, remarques ou propositions.

Vers un nouvel espace de démocratie sanitaire

La politique régionale de santé est menée en concertation avec des instances de démocratie sanitaire qui réunissent tous les acteurs du système de santé : usagers, professionnels de santé, établissements hospitaliers et médico-sociaux, élus, institutions, acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé...

Les territoires de démocratie sanitaire permettront la mise en cohérence des projets de l'ARS, des professionnels et des collectivités territoriales. Ils permettront également la prise en compte de l'expression des acteurs du système de santé et notamment celle des usagers.

A terme, le territoire de démocratie sanitaire retenu par l'ARS constituera l'assise géographique des futurs Conseils Territoriaux de Santé, qui remplaceront les actuelles Conférences de territoire.

L'ARS soumet deux scénarios géographiques pour la délimitation des territoires de démocratie sanitaire sur le territoire régional. L'un à l'échelle du département, l'autre basé sur le regroupement de certains départements limitrophes.

Pour ce qui concerne l'Hérault, les propositions de l'ARS sont :

1) A l'échelle départementale : le territoire de démocratie sanitaire se cantonnerait aux frontières du département de l'Hérault. Chaque département disposerait alors de son propre territoire de démocratie sanitaire, l'ARS devrait se reposer sur treize instances.

2) Le regroupement de plusieurs départements : le territoire de démocratie sanitaire serait constitué des départements de l'Hérault et de l'Aveyron (les regroupements proposés par l'ARS pour les autres territoires sont : Gard et Lozère ; Aude et Pyrénées-Orientales ; Ariège et Haute-Garonne ; Gers et Hautes-Pyrénées ; Lot, Tarn et Tarn-et-Garonne).

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renforcer la solidarité entre les territoires sur la base d'une vision partagée du développement économique. Le second scénario s'inscrit dans cette

perspective. Il serait de nature à favoriser la mutualisation des expériences et enrichir la réflexion des acteurs, compte tenu de la diversité des situations rencontrées dans ces deux départements.

Ce découpage s'inscrit également dans la logique du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) qui regroupe neuf établissements hospitaliers Est-Hérault et Sud-Aveyron, dont le CHU de Montpellier.

Dans cette logique de solidarité entre les territoires, un groupe de travail « coopérations territoriales » a été mis en place entre les EPCI du pôle métropolitain (Alès, Montpellier, Nîmes et Sète) pour la construction de projets communs dans le domaine de la santé. Dans ce cadre, une troisième hypothèse de délimitation du territoire de démocratie sanitaire concernant l'Hérault pourrait également inclure le Gard.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner un avis favorable au deuxième scénario (regroupement de l'Hérault et de l'Aveyron) pour la délimitation du territoire de démocratie sanitaire,
- proposer une alternative incluant le Gard dans la délimitation de ce territoire de démocratie sanitaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1133655-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences importants s'accompagnant de transferts de charges.

Des attributions de compensation ont été fixées par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) du 22 septembre 2015 afin d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences et de déterminer le niveau des moyens dont la Métropole disposerait pour exercer ces compétences. Ces attributions de compensation ont été adoptées par le Conseil du 30 septembre 2015 suite à leur adoption à l'unanimité des conseils municipaux.

Elles ont été complétées par la CLETC du 19 janvier 2016 sur les évaluations relatives à la Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité, aux emprunts affectés à 100% à une compétence transférée et aux emprunts relatifs aux constructions d'ouvrage.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation provisoires a été notifié aux communes le 1^{er} février 2016, après délibération du Conseil de Métropole du 27 janvier 2016.

D'autres évaluations avaient été convenues dans le rapport de la CLETC du 22 septembre 2015, portant en particulier sur des correctifs à apporter aux données individuelles des communes, la prise en compte du transfert du produit des amendes de police. A cela s'ajoute le transfert de la manifestation de la Comédie du Livre de la Ville de Montpellier à la Métropole.

A ce titre, les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges se sont réunis le 25 octobre 2016 afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation des charges nettes liées à ces transferts devant être intégrées dans les attributions de compensation définitives. La CLETC a émis un avis favorable sur l'évaluation des transferts à l'unanimité des membres présents.

Délibération n° 14134

Conformément au projet de rapport de CLETC joint au présent rapport pour information, les attributions de compensation définitives s'établissent comme suit :

Communes	Attribution de Compensation définitive 2016	Attribution de Compensation définitive 2016
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	468 847,05	
Beaulieu	153 702,50	
Castelnau-le-Lez	2 124 752,83	
Castries	248 530,55	
Clapiers	593 518,42	
Cournonsec	83 194,28	
Cournonterral	529 943,27	
Le Crès	992 957,65	
Fabrègues		141 005,71
Grabels	659 604,87	
Jacou	739 985,75	
Juvignac	1 922 733,69	
Lattes	479 561,04	
Lavérune		602 203,79
Montaud	97 022,86	
Montferrier-sur-Lez	633 851,82	
Montpellier	41 005 378,07	
Murviel-lès-Montpellier	163 643,08	
Péroles	1 596 997,66	
Pignan	419 033,23	
Prades-le-Lez	719 184,29	
Restinclières	195 080,82	
Saint-Brès	194 590,17	
Saint-Drézéry	169 363,27	
Saint-Geniès-des-Mourgues	190 097,43	
Saint-Georges-d'Orques	298 476,35	
Saint-Jean-de-Védas	485 036,64	
Saussan	168 057,65	
Sussargues	237 608,33	
Vendargues		1 404 512,12
Villeneuve-lès-Maguelone	493 460,84	
TOTAL	56 064 214,43	2 147 721,61

Attribution de Compensation définitive 2016 versée par la Métropole de Montpellier aux Communes	2 147 721,61
Attribution de Compensation définitive 2016 versée par les Communes à la Métropole de Montpellier	56 064 214,43
Attribution de Compensation globale 2016	53 916 492,81

Compte tenu des méthodes de calcul validées par la CLETC, les AC définitives devront être adoptées par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres intéressées statuant à la majorité simple.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant des attributions de compensation définitives des 31 Communes de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2016,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Certifié Exécutoire
Publié le : 03/11/2016
Déposé En Préfecture
Le : 03/11/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161025-lmc1133698-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SYNDICAT HÉRAULT ÉNERGIE (SHE) - REPRÉSENTANTS DE LA MÉTROPOLE - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Syndicat Mixte Hérault Energie exerce à titre principal la compétence d'autorité organisatrice des missions de service public afférentes au développement et à l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et à titre optionnel plusieurs compétences directement liées aux domaines de l'énergie.

Vingt-quatre communes de la Métropole adhèrent à ce syndicat. Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article L 5217-2 du Code général des collectivités territoriales disposant de la compétence concession de distribution d'électricité, représente désormais ces 24 communes.

Le Comité Syndical du Syndicat mixte Hérault Energie (SHE) a défini un nombre de siège au sein de l'assemblée délibérante, proportionnel à la population des communes adhérentes, membres de Montpellier Méditerranée Métropole qui dispose donc de 6 délégués titulaires et 6 délégués suppléants.

En séances du Conseil de Métropole des 31 mars et 12 novembre 2015, il a été procédé à l'élection des représentants conformément à l'article 7 des statuts du Syndicat et de l'article L 5711-1 du Code général des collectivités territoriales.

Les membres suivants ont été élus :

Représentants titulaires :

Laurent JAOUL,
Jackie GALABRUN-BOULBES,
Stéphanie JANNIN,
Isabelle GUIRAUD,
Jean-Luc MEISSONNIER,
Michelle CASSAR.

Représentants suppléants :

Eliane LLORET,
Régine ILLAIRE,
Pierre BONNAL,
Carole DONADA,
Michel TEISSIER, Adjoint au Maire de Cournonterral,
Guillaume BUREL, Conseiller municipal de Clapiers.

A la suite du souhait exprimé par Madame Carole DONADA de ne plus siéger au sein du Comité Syndical, il est proposé, de procéder à l'élection d'un nouveau délégué suppléant. Le choix du Conseil de Métropole peut porter sur l'un de ses membres ou tout conseiller municipal d'une commune membre. Et par ailleurs, au regard des évolutions récentes des délégations des Vice-Présidents, le Président propose à l'Assemblée les modifications suivantes :

- Monsieur Meissonnier suppléant à la place de Mme Donada ;
- Mme Miralles titulaire sur la poste laissé vacant par M Meissonnier ;
- Mme Lloret titulaire et Mme Cassar suppléante.

Les représentants seraient donc :

Titulaires :

Laurent JAOUL,
Jackie GALABRUN-BOULBES,
Eliane LLORET,
Stéphanie JANNIN,
Isabelle GUIRAUD
Patricia MIRALLES.

Suppléants :

Michelle CASSAR,

Délibération n° 14137

Régine ILLAIRE,
Pierre BONNAL,
Jean-Luc MEISSONNIER,
Michel TEISSIER (commune de Cournonterral)
Guillaume BUREL (Commune de Clapiers).

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est décidé de ne pas procéder à une désignation à bulletins secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Mme Miralles et Mme Lloret en qualité de représentante titulaire et Mme Cassar et Monsieur Meissonnier en qualité de représentant suppléant de la Métropole au sein du Comité Syndical du SHE et confirmer les autres délégués représentants de la Métropole ;
- les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 03/11/2016
Déposé En Préfecture
Le : 03/11/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161025-lmc1133430-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT "HÉRAULT TRANSPORT" - REPRÉSENTANTS DE LA MÉTROPOLE - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault créé par arrêté préfectoral n°2003-I-2762 du 29 juillet 2003 a deux missions principales :

- gérer un réseau de transport interurbain dénommé Hérault Transport ;
- et gérer le transport scolaire sur l'ensemble du territoire départemental.

Le Conseil, réuni en séance du 19 mai 2014, a procédé à l'élection de représentants de la Métropole au sein du Comité Syndical du Syndicat.

Six représentants titulaires et six représentants suppléants ont ainsi été élus :

<ul style="list-style-type: none">- Isabelle GIANIEL- Laurent JAOUL- Abdi EL KANDOUSSI- Jean-Luc MEISSONNIER- Stéphanie JANNIN- Pierre BONNAL	<ul style="list-style-type: none">- Carole DONADA- Jean-François AUDRIN- Arnaud MOYNIER- Jean-Marc LUSSERT- Jean-Pierre GRAND- Noël SEGURA
--	---

A la suite du souhait exprimé par certains élus, il est proposé au Conseil de procéder à une nouvelle élection des conseillers pour mettre à jour la liste des représentants de la Métropole au sein du Comité Syndical.

Le Président propose les candidatures suivantes :

Jean-Pierre Rico en qualité de représentant titulaire à la place de Madame Ganiel ;
et Titina Dasylyva en qualité de représentante suppléante à la place de Madame Donada.

La liste des représentants seraient donc composées ainsi :

Titulaires :

- Jean-Pierre RICO
- Laurent JAOUL
- Abdi EL KANDOUSSI
- Jean-Luc MEISSONNIER
- Stéphanie JANNIN
- Pierre BONNAL

Suppléants :

- Titina DASYLVA
- Jean-François AUDRIN
- Arnaud MOYNIER
- Jean-Marc LUSSERT
- Jean-Pierre GRAND
- Noël SEGURA

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est décidé de ne pas procéder à une désignation à bulletin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 14138

- procéder à l'élection de nouveaux représentants au sein du Comité Syndical du Syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault "Hérault Transport", conformément aux dispositions statutaires et du Code général des collectivités territoriales ;
- autoriser les représentants ainsi désignés à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- confirmer les autres représentants ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/10/16

Déposé En Préfecture

Le : 27/10/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1133432-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/10/2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – DÉPLACEMENT À MADRID - ESPAGNE DU 03 AU 04 NOVEMBRE 2016 - PARTICIPATION À LA RENCONTRE DES VILLES POUR UNE GESTION PUBLIQUE DE L'EAU (ENCUENTRO DE CIUDADES POR EL AGUA PUBLICA) - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis quelques années, une stratégie d'internationalisation reconnue, se résumant par l'accroissement de l'attractivité du territoire sur plusieurs axes majeurs, dont l'eau.

Par délibération n°12901 en date du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce contexte dynamique, contribue à la notoriété des compétences de notre territoire dans le domaine de l'eau. Le savoir-faire de Montpellier Méditerranée Métropole s'opère également au sein de France Eau Publique (FEP) qui regroupe des collectivités et opérateurs publics adhérents à la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies) et engagés dans une démarche de partage de connaissances et d'expériences, de renforcement mutuel et de promotion de la gestion publique de l'eau, prolongée au sein du réseau européen Aqua Publica Europea (APE).

A l'initiative de Mme Manuela Carmena Castrillo, Maire de Madrid, et en collaboration avec Red Agua Publica (association qui rassemble différents mouvements sociaux, institutions et individus qui promeuvent une vision de l'eau comme un bien commun et public), le Conseil municipal de Madrid organise une rencontre des villes européennes sur le thème de la gestion publique de l'eau.

Dans cette optique, Mme le Maire de Madrid invite les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole à participer aux débats qui vont animer la « ENCuentro de Ciudades por el Agua Publica », du 03 au 04 novembre 2016.

Il s'agirait donc pour un élu, de valoriser lors des tables rondes, l'expérience acquise par Montpellier Méditerranée Métropole dans le domaine de la gestion publique de l'eau et de promouvoir auprès des acteurs présents, originaires de nombreux pays, les savoir-faire de notre collectivité dans ce domaine. Le coût prévisionnel de la mission est estimée à 600 euros, comprenant les frais de transport, de restauration et d'hébergement du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole. La prise en charge des frais de déplacement de la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'un déplacement à Madrid Espagne, du 03 au 04 novembre 2016,
- approuver la participation d'un élu,
- approuver la prise en charge financière de la mission, estimée à 600 euros,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2016 de la Métropole, chapitre 935,
- autoriser M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1133638-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BRÉYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – ASSOCIATION FACE HÉRAULT - ACTIONS EN FAVEUR DE L'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CONVENTION CADRE - SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le pilier développement économique et emploi du Contrat de Ville 2015-2020 s'appuie sur le Podem (Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain), un dispositif innovant et expérimental de coordination et d'animation de politiques locales d'emploi et d'insertion. L'enjeu majeur du Podem est de développer une politique locale de l'insertion et de l'emploi renouvelée, selon les grands principes suivants :

- Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique autour de cette politique, en s'appuyant sur les besoins des entreprises et en les mobilisant autour de projets d'emploi et d'insertion,
- Organiser des parcours d'insertion vers l'emploi, adaptés et durables, en maillant les actions d'insertion, de formation et d'emploi sur le territoire,
- Coordonner et mettre en synergie des acteurs publics et privés, dans le respect des compétences de chaque acteur concerné, autour d'une politique concertée et co-construite de l'emploi et de l'insertion.

Dans ce cadre, la Métropole souhaite s'appuyer sur des partenaires œuvrant en faveur de la mobilisation des entreprises pour développer une véritable politique de responsabilité sociétale sur son territoire, et actionner de nouvelles initiatives en faveur de l'emploi et de l'insertion.

A cet effet, la Métropole soutient les interventions du club d'entreprises « Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE) Hérault » dans le cadre de ses actions en faveur des publics des quartiers prioritaires et des entreprises du territoire Métropolitain.

Le partenariat entre l'association Face Hérault et la Métropole s'inscrit pleinement dans le plan d'action du contrat de ville, dans l'ambition de l'accompagnement vers l'emploi et de la mobilisation de l'écosystème économique.

En 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a soutenu Face Hérault pour la mise en œuvre d'actions autour de l'animation des entreprises de la Zone Franche Urbaine – Territoire Entrepreneur et de l'analyse des métiers en tension pour un montant de 15 000 €.

Par ailleurs au titre sa compétence « Politique de la Ville », Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité soutenir le lancement de l'école du numérique Up To dont Face Hérault est un des animateurs avec Dell et Simplon, pour un montant de 22 500 €.

Pour l'exercice 2016, il est proposé de renouveler ce partenariat et signer une première convention-cadre entre la Métropole et Face Hérault, incluant un soutien financier à hauteur de 26 000 €

Les axes de travail proposés au titre de cette convention sont les suivants :

- la mobilisation et l'accompagnement des entreprises : animation de réseaux d'entreprises, mobilisation autour de la RSE en faveur des habitants des quartiers prioritaires (animation des réseaux d'entreprises des quartiers ZFU, animation de la charte entreprise et quartiers...),
- la cohésion sociale (accompagnement des habitants des quartiers en rénovation urbaine, accompagnement à la recherche de stages...),
- l'emploi et l'insertion professionnelle (partenariat pour les rencontres pour l'emploi organisées par la Métropole, Diagnostic métiers / filières en tension, Face énergie sport ...).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le versement d'une subvention de 26 000 euros à l'association FACE Hérault au titre de l'exercice 2016,
- approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association FACE Hérault,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14203

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. HART.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132742-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

**HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ –
COMPOSITION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la création de la commission Sécurité en séance du 28 septembre 2016, et après recensement des vœux émis par chacun des membres du Conseil de Métropole et des désignations des Maires des communes membres, il convient d'approuver la composition de la commission Sécurité et d'acter la mise à jour de la composition des autres commissions.

Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition de la commission Sécurité et la mise à jour de la composition des autres commissions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132685-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET
AFFAIRES JURIDIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
FOURNITURE DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS FIXES, MOBILES ET
PRESTATIONS ANNEXES - COMMANDE AUPRÈS DE L'UGAP - APPROBATION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Pour assurer la fourniture de services de télécommunications dans les divers bâtiments métropolitains, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé un appel d'offre arrivant à échéance au 31 décembre 2016 (marché n°2863MG12). À ce jour, le parc de téléphonie fixe s'étend sur 75 sites et représente environ 200 lignes téléphoniques, celui de la téléphonie mobile est constitué d'environ 480 lignes.

Après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun économiquement de recourir à l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP) qui propose une gamme de services et d'équipements adaptés aux besoins de la Métropole.

Ainsi pour la fourniture de services de communications « fixes » et prestations annexes, la commande sera effectuée directement auprès de l'UGAP, pour un montant estimatif de 58 000 € HT par an et pour une durée estimée à 28 mois, cela représente une réduction de 27,5% par rapport à notre marché actuel (80 000 € HT/an), soit une économie annuelle de 22 000 € HT.

Concernant la fourniture de services de communications « mobiles » et prestations annexes, l'UGAP met à disposition un dossier de marché subséquent issu d'un accord cadre relatif à cette prestation. Cette mise à disposition se formalise par la signature d'une convention et le paiement de droits d'entrée d'un montant de 6 042€ HT.

Le montant estimatif pour cette fourniture de services est de 15 000€ HT par an, ce qui représenterait un écart de 70% par rapport au marché actuel, soit une économie annuelle de 35 000 € HT. La durée initiale du marché subséquent est de 24 mois, renouvelable une fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'une commande à l'UGAP pour la fourniture de services de communications « fixes » et « mobiles » et prestations annexes tel qu'exposé ci-dessus,
- approuver la signature d'une convention pour la fourniture de services de communications « fixes »,
- approuver la signature d'une convention et le paiement de droit d'entrée pour la fourniture de services de communications « mobiles » et prestations annexes tels qu'exposés ci-dessus,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de la commande sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132895-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – POLITIQUE AGROÉCOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC MONTPELLIER SUP AGRO, L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA) ET LE CIRAD - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se construit autour de sept piliers stratégiques pour l'avenir, vecteurs de développement économique, territorial et humain. Parmi eux, le pilier « Agro-écologie et Alimentation » vise à répondre à cinq finalités :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre,
- Soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire,
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles,
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique,
- Favoriser la cohésion sociale en soignant le lien avec la nature et celui entre ville et campagne.

Montpellier Méditerranée Métropole fait face à des défis multiples qui impliquent directement le monde agricole :

- Assurer le renouvellement des générations de producteurs par une relève qualifiée d'entrepreneurs et de salariés,
- Maintenir le potentiel et la qualité (dont biologique) de la production locale alors que les marchés (local, export,...) sont en demande,
- Nourrir convenablement une population urbaine, dont 20% sont aujourd'hui en situation de précarité sociale et bien souvent alimentaire,
- Préserver, valoriser et promouvoir son patrimoine paysager et environnemental, qui contribue au bien vivre des habitants, à l'identité et à l'attractivité de notre territoire,
- Produire durablement tout en s'adaptant au changement climatique.

Début 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé l'élaboration d'un projet de territoire intitulé « **Montpellier Métropole Territoire** », avec l'ambition de concevoir un grand projet intégré pour aménager un territoire de référence au plan national en matière de développement durable et renforcer son attractivité en s'appuyant et en déclinant spatialement les sept piliers stratégiques de la Métropole. Cette démarche trouvera notamment sa traduction dans le SCoT et le PLU intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 Communes.

La préservation des espaces naturels et agricoles y est ainsi posée comme enjeu incontournable. Il apparaît ainsi indispensable d'intégrer ces espaces comme composante vitale du projet de territoire et pour ce faire favoriser et accompagner une filière agricole et alimentaire durable.

Ainsi face à ces enjeux et à ces objectifs la politique Agroécologique et Alimentaire se décline en six axes opérationnels :

1. Consolider le tissu des fermes agro-écologiques en vente directe,
2. Favoriser l'approvisionnement durable de la ville, en particulier de la restauration collective,
3. Mobiliser les citoyens en faveur de la transition agro-écologique,
4. Soutenir les entreprises innovantes agroalimentaires et de services à l'agriculture,
5. Promouvoir la diversité des produits emblématiques du territoire et développer l'agri et l'œnotourisme,
6. Construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans les projets d'aménagement.

L'institut National de la Recherche Agronomique (INRA) est le premier institut de recherche agronomique en Europe et le deuxième en sciences agricoles dans le monde. L'INRA a notamment pour mission de contribuer, par la valorisation de ses compétences, de ses savoir-faire et des résultats de la recherche, à la conception d'innovations technologiques et sociales ainsi que d'organiser l'accès libre aux données scientifiques et aux publications conformément à la réglementation française et européenne sur l'ouverture des données publiques et le libre accès aux publications scientifiques.

L'Institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier, Montpellier SupAgro, est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) placé sous la tutelle conjointe du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Doté du statut de « grand établissement » au sens de l'article L. 717-1 du Code de l'éducation, il dispose d'une large autonomie dans l'exercice de ses missions d'enseignement, de recherche, de transfert, de valorisation des connaissances issues de la recherche, d'appui à l'innovation, de création d'entreprises et de diffusion de la culture scientifique et technique.

Les missions statutaires de Montpellier SupAgro sont les suivantes :

- dispenser principalement des formations d'ingénieur dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la gestion durable des ressources naturelles et des territoires ;
- exercer dans ces domaines, des activités de formation initiale et continue, de recherche, de diffusion des connaissances, d'expertise et d'appui à l'innovation et à la création d'entreprise ;
- exercer des missions d'appui à l'enseignement technique agricole ;
- concourir à la coopération scientifique, technique et pédagogique internationale, notamment avec les pays des zones méditerranéennes et tropicales ;
- délivrer les titres et diplômes nationaux pour lesquels il a été accrédité par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, seul ou conjointement avec d'autres établissements d'enseignement supérieur. Il peut également délivrer des diplômes qui lui sont propres.

Le **CIRAD** est l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes. Etablissement public à caractère industriel et commercial, le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) est placé sous la double tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère chargé des Affaires étrangères.

En partenariat avec les pays du Sud dans leur diversité, le CIRAD produit et transmet de nouvelles connaissances, pour accompagner leur développement agricole et contribuer au débat sur les grands enjeux mondiaux de l'agronomie. Organisme de recherche finalisée, le CIRAD établit sa programmation à partir des besoins du développement, du terrain au laboratoire, du local au planétaire. Ses activités relèvent des sciences du vivant, des sciences sociales et des sciences de l'ingénieur appliquées à l'agriculture, à l'alimentation et aux territoires ruraux. Le CIRAD s'engage au plus près des hommes et de la Terre sur des défis complexes et évolutifs : sécurité alimentaire, gestion des ressources naturelles, inégalités et lutte contre la pauvreté.

Des stratégies collaboratives

Dans le cadre de l'élaboration de la **Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)** de la Métropole et de son déploiement opérationnel, le territoire agricole métropolitain se fait creuset de projets économiques, au sein d'un espace collaboratif d'expérimentation. Dans cet esprit, elle entend, via une gouvernance territoriale concertée et force de propositions, favoriser les synergies et les projets concertés entre acteurs publics du territoire, entreprises, acteurs de la recherche, et centres de formation et d'enseignement supérieur. INRA, Montpellier Sup Agro et CIRAD sont des membres actifs de cette gouvernance territoriale.

Depuis 2014, des démarches collaboratives ont été engagées entre la Métropole et ces organismes, dans le cadre de leurs compétences respectives. En effet, dès l'automne 2014, la Métropole a sollicité un collectif de chercheurs – géographes, sociologues, agronomes issus des trois organismes partenaires - pour un appui à la définition d'une politique agricole et alimentaire sur son territoire. Ceux-ci ont animé deux ateliers au cours desquels élus et agents de la Métropole et des communes ont été invités à réagir à un portrait du territoire et à la présentation d'expériences pionnières. Les débats ont permis aux participants de commencer à s'approprier un vocabulaire commun et une vision partagée de la mosaïque agricole et alimentaire territoriale. Ils ont fait émerger réflexions et pistes d'actions possibles pour une future politique agroécologique et alimentaire et ont confirmé l'impérieuse nécessité de continuer de l'élaborer conjointement avec la Recherche.

Pour répondre aux défis présents et futurs de l'agriculture sur le territoire, les parties reconnaissent qu'à l'échelle du territoire métropolitain, trois enjeux majeurs concernent l'avenir agricole et alimentaire :

- L'enjeu économique : favoriser le développement d'une agriculture de proximité permettant de créer un avantage compétitif pour les producteurs et de garantir leur juste rémunération ;
- L'enjeu environnemental : préserver la qualité des paysages, la biodiversité, la qualité des sols et des nappes phréatiques, et lutter contre le changement climatique en adaptant les pratiques culturelles et les modes de distribution ;
- L'enjeu social : apporter une offre de produits locaux diversifiée et de qualité, accessibles à tous les citoyens, créer des emplois durables dans les filières et services (agritourisme,...) agricoles, et rechercher la cohabitation harmonieuse entre agriculteurs et citadins.

Au regard des enjeux et sur ces trois volets, l'apport de la recherche est fondamental dans l'élaboration, la conduite opérationnelle et le suivi évaluatif de la politique publique. Dans la suite logique des travaux engagés depuis 2014, l'INRA, Montpellier Sup Agro, le CIRAD et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent s'engager à présent sur une convention cadre de partenariat sur trois ans, courant sur la période 2016-2018.

Sur la base des problématiques et des enjeux identifiés, les quatre partenaires mettent en commun leurs moyens (expertise, animation, communication, budget...) afin de mettre en œuvre leur plan d'actions et leurs recherches sur trois axes :

1. Approvisionner et nourrir la ville plus durablement

- 1.1. Consolider l'activité agricole
- 1.2. Améliorer l'alimentation des populations précaires
- 1.3. Lutter contre le gaspillage et encourager la valorisation des biodéchets
- 1.4. Augmenter la part de produits locaux dans les achats locaux

2. Soutenir l'innovation et renforcer l'attractivité du territoire

- 2.1. Consolider le tissu d'entreprises innovantes
- 2.2. Développer la transformation alimentaire locale
- 2.3. Faciliter le transfert des innovations vers le territoire

3. Construire une gouvernance alimentaire active et collaborative

- 3.1. Rendre visibles les projets portés par les partenaires
- 3.2. Contribuer à l'élaboration de la politique publique
- 3.3. Professionnaliser les acteurs locaux

Considérant que les projets proposés par l'INRA, Montpellier Sup Agro, le CIRAD s'inscrivent pleinement dans les objectifs de la politique Agroécologique et Alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de verser à ces trois organismes, pour l'exercice 2016, une subvention d'un montant total de 15 000 €, à hauteur de 5 000 € chacun. .

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention cadre 2016-2018,
- approuver le versement d'une subvention annuelle de 15 000 € aux bénéficiaires pour l'exercice 2016,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat et tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme I. TOUZARD.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Délibération n° 14165

Certifié Exécutoire
Publié le : 03/11/2016
Déposé En Préfecture
Le : 03/11/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161025-lmc1132964-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – POLITIQUE AGROÉCOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE - CRÉATION DES CONDITIONS D'UNE GOUVERNANCE COLLABORATIVE - MISE EN VALEUR DES INITIATIVES AGROÉCOLOGIQUES ET ALIMENTAIRES TERRITORIALES - PLATEFORME NUMÉRIQUE, PROTECTION DES DONNÉES, LICENCES CREATIVE COMMONS - APPROBATION

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

Dans le cadre sa politique agroécologique et alimentaire, et conformément à la stratégie de développement économique de la Métropole dont le premier objectif stratégique est de stimuler et développer les écosystèmes territoriaux, la Métropole propose de construire les conditions de la coopération, afin que tous ceux qui sont motivés pour agir en faveur de l'agroécologie et de l'alimentation saine et locale travaillent ensemble à mettre en valeur et développer ce qui existe déjà et à faire émerger de nouvelles actions.

Les initiatives citoyennes locales en matière d'alimentation et d'agroécologie sont en effet très nombreuses et souvent remarquables. La Métropole en a déjà identifié plus de 400 à ce jour et estime que nombreuses sont celles qui, parce qu'elles ne concernent qu'une échelle infra-quartier, ne sont pour l'instant pas recensées. Pour autant, elles n'ont guère de visibilité et génèrent des retombées économiques, sociales et environnementales qui pourraient être beaucoup plus importantes si elles étaient mises en lien, éventuellement mutualisées et dotées de moyens supplémentaires.

L'objectif : rendre visibles et valoriser les initiatives agroécologiques et alimentaires

Co-construite avec les acteurs territoriaux de l'agroécologie et de l'alimentation, la démarche collective vise à :

- favoriser l'appropriation du message agroécologique sur le territoire, en faisant du lien entre les gens déjà investis sur le sujet et militants, mais aussi en touchant progressivement des publics moins convaincus *a priori* par l'agroécologie et l'alimentation locale,
- faciliter le passage de l'idée (« j'aimerais bien jardiner mais je ne sais pas... ») au projet (« je jardine ! »), en permettant à chacun de savoir vers qui se tourner pour apprendre comment faire ici, maintenant. Les acteurs du territoire sont nombreux, actifs et mobilisés pour contribuer à « l'agroécologisation » de la Métropole.

Un premier projet commun : une collecte participative des initiatives agroécologiques et alimentaires

La Métropole souhaite ainsi mettre en place, avec les acteurs locaux de l'agroécologie et de l'alimentation, une « collecte » participative des initiatives agroécologiques et citoyennes, sur une plateforme internet collaborative, rendant visibles les initiatives existantes, favorisant le partage d'expériences, et éventuellement le changement d'échelle, l'essaimage, ou la mutualisation entre initiatives similaires ou complémentaires.

Une telle cartographie des initiatives permettrait à chacun de trouver celles qui se trouvent autour de chez lui ou de son lieu de travail, de diffuser le message agroécologique auprès des jardiniers amateurs, de donner à voir la multiplicité des initiatives citoyennes. En premier lieu, la plateforme permettrait d'identifier facilement les lieux où s'approvisionner en produits locaux (dont ceux issus de l'agroécologie) tels que les points de vente collectifs, les paniers, les marchés de plein vent, les primeurs...

Elle donnerait également davantage de visibilité aux jardins collectifs, aux formations/initiations en rapport avec l'agroécologie et l'alimentation (techniques de jardinage, de compostage, de récupération des eaux de pluie...), aux animations pour le jeune public, aux événements et conférences, aux composteurs de pied d'immeubles, etc.

L'action vise ainsi à favoriser la transition agroécologique, par exemple : à limiter l'utilisation d'engrais chimiques dont les jardiniers amateurs sont les plus fervents utilisateurs, à sensibiliser les

consommateurs à l'origine et la qualité des produits alimentaires qu'ils consomment, de façon à réorienter une partie de leurs achats vers les fermes locales et notamment vers celles qui produisent en agroécologie.

La plateforme rassemblerait ainsi les contributions des habitants, associations, agriculteurs, instituts de recherche, collectivités et groupements (dont la Métropole...) et constituerait ainsi un **guide interactif des pratiques agroécologiques de proximité**, y compris :

- des articles sur l'agroécologie et l'alimentation ;
- une liste géolocalisée des initiatives citoyennes et professionnelles ;
- un agenda des événements en lien avec l'alimentation et l'agroécologie sur le territoire.

C'est de cette plateforme que pourrait être extrait un 'guide des circuits courts alimentaires de proximité' publié par la Métropole, et au fil de l'eau des 'paquets' d'initiatives à mettre en valeur dans les outils de communication de la Métropole.

Les moyens : une démarche co-construite, dans le respect des apports de chacun

Le **comité de pilotage** comprend pour l'instant : la Chambre d'Agriculture, le collectif INPACT (INItiatives pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale), Terre et Humanisme, les Colibris, Alternatiba Montpellier, l'association BEDE (Biodiversité Echanges et Diffusion d'Expériences, réseau des semences paysannes) et l'association Semeurs de jardins. Il est appelé à s'étoffer au fil du projet.

L'esprit coopératif dans lequel le projet est élaboré requiert d'apporter un soin particulier aux **conditions juridiques** concernant la propriété des contenus postés. Une charte rédigée par les parties prenantes permettra de déterminer les contenus acceptables ainsi que les modalités de gestion de ces contenus.

Il est proposé notamment de privilégier la **licence Creative Commons BY-SA1** qui autorise l'utilisateur à partager et adapter l'œuvre, pour toute utilisation, y compris commerciale, dans les mêmes conditions c'est-à-dire avec la même licence avec laquelle l'œuvre originale a été diffusée et en créditant l'œuvre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la démarche collaborative avec les acteurs territoriaux de l'agroécologie et de l'alimentation,
- approuver la création de la plateforme collaborative,
- approuver la protection des contenus postés sous licence Creative Commons CC by SA,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 03/11/2016
Déposé En Préfecture
Le : 03/11/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161025-lmc1132914-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

COHÉSION SOCIALE – POLITIQUE DE LA VILLE - APPROCHES TERRITORIALES INTÉGRÉES - PROGRAMME FEDER 2014 -2020 - CONVENTION ENTRE LA RÉGION OCCITANIE ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

La démarche ATI (Approche Territoriale Intégrée) telle que prévue initialement en Languedoc Roussillon, doit permettre, à partir d'un projet global structurant pour les quartiers de la politique de la ville, de mobiliser des fonds européens (FEDER - FSE) pour la réalisation d'actions prédéfinies, réalisées dans les quartiers, au bénéfice de leurs habitants et ce pour la période 2014 - 2020.

Cette démarche ATI s'inscrit donc en complémentarité et dans la logique du Contrat de ville dont le contrat cadre a été signé le 10 juillet 2015 et son avenant opérationnel le 8 juillet 2016.

Montpellier Méditerranée Métropole a répondu à l'appel à projets lancé le 23 décembre 2014 par la Région, le dossier de candidature ayant été déposé le 31 juillet 2015 selon le planning imposé. Ce dossier comprend 20 fiches projets pour les quartiers de la politique de la ville, réalisables dans la période 2015 à 2020. Ces projets représentent 30 millions d'investissements prévus sur les 5 ans par les collectivités et les bailleurs et 9,3 millions d'euros étaient sollicités au titre des crédits européens. Ils s'inscrivent dans la continuité du travail engagé sur les quartiers de la politique de la ville qui consiste à mettre en œuvre une stratégie de proximité visant à améliorer le quotidien des habitants en rééquilibrant le développement territorial. Ceci passe par la réparation et le réinvestissement des quartiers existants et des actions en faveur de la cohésion sociale.

Les objectifs retenus dans le dossier de candidature ATI sont les suivants :

- Garantir l'accès de tous aux services grâce au numérique,
- Mettre le projet de Cité Intelligente au service des habitants,
- Promouvoir l'emploi dans les quartiers,
- Agir sur le cadre de vie,
- Permettre l'insertion professionnelle des habitants,
- Lutter contre la précarité énergétique,
- Inclure les habitants des quartiers dans la dynamique métropolitaine.

Les actions présélectionnées s'inscrivent dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER - FSE et répondent plus précisément aux axes suivants :

- Axe I « Investir durablement dans la croissance intelligente »

Objectif thématique 3 « Améliorer la compétitivité des PME »

- Axe V « Favoriser une approche urbaine intégrée »

Objectif thématique 4 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans l'ensemble des secteurs »,

Objectif thématique 9 « Promouvoir l'inclusion sociale, lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination »,

En septembre 2016, un projet de convention de délégation de tâches, sans subvention globale, a été adressé à la Métropole. Il précise les éléments suivants :

- Montpellier Méditerranée Métropole est désignée comme organisme intermédiaire de l'autorité de gestion qu'est la Région.
- Le montant FEDER mobilisé pour les 12 quartiers de la politique de la ville de Montpellier représentant plus de 50 000 habitants est de 2 052 997 euros.
- Au regard des forts enjeux en matière de politique de la ville sur la Métropole et compte tenu notamment du poids démographique des douze quartiers concernés, l'Autorité de gestion et l'organisme intermédiaire pourront réétudier le montant de l'enveloppe théorique lors de la révision à mi-parcours du Programme Opérationnel au regard des réalisations et de la consommation effective des crédits dédiés à l'axe urbain du PO FEDER-FSE-IEJ 2014-2020 (article 6-3 de la convention)

Délibération n° 14176

- Un bilan d'étape sera réalisé chaque année d'application de la convention, par la Région. Après échange en comité de pilotage, la stratégie pourra être adaptée et un ajustement de l'enveloppe ou des cibles financières réalisé.

La convention prendra fin le 31 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de délégation de tâches, sans subvention globale, entre la Région et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132736-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

COHÉSION SOCIALE – CONTRAT DE VILLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLÉMENTAIRES AUX ASSOCIATIONS ŒUVRANT DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE (QPV) POUR L'ANNÉE 2016 - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Le Conseil de Métropole du 28 juin dernier a voté l'attribution de subventions à des associations ayant déposé des dossiers dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de ville 2015-2020 et ce au titre de l'année 2016 (délibération n°2016/234 pour la Ville et n°13890 pour la Métropole) pour un montant global de 172 100 €, correspondant à 64 dossiers pour la Métropole (sur les 310 dossiers déposés). Les projets soutenus par la Métropole, en cohérence avec la Ville, s'inscrivent dans les fiches opérationnelles du Contrat de ville et plus précisément dans les thèmes suivants :

- L'insertion et le développement de l'emploi,
- La maîtrise de la langue française dans un objectif de socialisation, d'accès à l'emploi et aux droits,
- L'accompagnement au logement,
- Le développement d'actions à visée de développement durable (jardins partagés...),
- L'accès à la culture,
- La jeunesse.

A l'issue d'une instruction complémentaire s'agissant notamment de projets pour lesquels il était attendu des précisions de la part des porteurs, il est proposé de soutenir financièrement des projets qui s'inscrivent dans les orientations du Contrat de ville telles que rappelées ci-dessus (4 dossiers) ainsi que dans le domaine plus large de la cohésion sociale (3 dossiers), pour un montant total de 24 000 €.

Les propositions de cofinancement par la Métropole sont les suivantes :

Au titre du Contrat de ville volet cohésion sociale (5 000 €):

CEREGARD	Accompagnement à la structuration des offres linguistiques de proximité de 3M	2 000 €
CGPME - LR	Tremplin objectif passeport pour la PME	2 000 €
GSC	Je cherche un stage	1 000 €
TOTAL		5 000 €

Au titre du contrat de ville volet insertion - emploi : (15 000 €)

MLJ3M	Commissions d'insertion	15 000 €
TOTAL		15 000 €

Au titre plus globalement de la cohésion sociale (4 000 €)

ECDC	Le train des mots	1 500 €
L'accorderie	Réseau d'entraide de services Pas du Loup – Val de Croze	1 500 €
Union sportive grabelloise	Animation sportive	1 000 €
TOTAL		4 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme M. DRAY-FITOUSSI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1133181-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

COHÉSION SOCIALE – ASSOCIATION INFORMATIQUE PLUS - CHANTIER D'INSERTION WEB@WORK - SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « Politique de la Ville » et « Insertion par l'économique » en lieu et place des communes membres, en partenariat avec l'Union Européenne, l'Etat et les collectivités départementale et régionale. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole favorise notamment l'accompagnement, le soutien, le développement et le renforcement des actions d'insertion par l'économique permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emplois.

L'association Informatique Plus, créée en avril 2002, a pour objet social de faciliter l'insertion socioprofessionnelle des personnes en recherche d'emploi dans les métiers de l'informatique.

La présente convention a pour objet de définir les rapports et les obligations respectives de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'association Informatique Plus dans le cadre de la mise en place par cette dernière d'un nouveau chantier d'insertion et d'utilité sociale « Web@Work » qui s'inscrit pleinement dans un des objectifs opérationnels du Projet pour le développement de l'emploi métropolitain (Podem) du Contrat de Ville.

Aussi est-il souhaité que ce chantier puisse particulièrement cibler des jeunes issus des quartiers de la politique de la ville tout en préservant une mixité dans les profils des bénéficiaires de l'action.

Au travers de ce chantier d'insertion Web@Work, l'association Informatique Plus souhaite permettre aux bénéficiaires d'activer et de compléter des compétences dans le domaine du Web :

- Multimédia (image, son, vidéo),
- Création de sites internet,
- Référencement,
- Mise en ligne maintenance,
- Community management,
- Conception de CV vidéo.

Ce domaine, en évolution permanente, semble susceptible de pouvoir ouvrir aux autodidactes non diplômés sans expérience, des opportunités d'emplois dans différents secteurs.

Le support du chantier d'insertion consistera à créer, développer et mettre à jour des sites Web, simples et efficaces, destinés à des artisans, TPE, associations, collectivités, auto entrepreneurs, etc. Ce nouveau chantier vise à permettre de se réconcilier avec son environnement socioprofessionnel au travers d'un projet réaliste et réalisable sur le marché de l'emploi.

Ce chantier permettra de créer 12 postes de travail destinés à un public jeune et adulte, rencontrant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle et habitant le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. 5 postes au minimum seront réservés à des jeunes de moins de 26 ans habitant un des 12 quartiers de la politique de la ville du territoire.

L'Association Informatique Plus assure la maîtrise d'œuvre de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer à hauteur de 15 000 euros sur un budget de 294 444 euros sous réserve de l'accord du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Économique, de l'engagement des cofinanceurs et de l'équilibre du budget.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

Délibération n° 14178

- 172 444 € de la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi),
- 15 000 € Etat (FDI),
- 20 000 € de la DDSC (Direction Départementale de la Cohésion Sociale,
- 20 000 € du Département de l'Hérault,
- 42 000 € du FSE,
- 15 000 € de Montpellier Méditerranée Métropole,
- 10 000 € de prestations de services.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Association Informatique Plus, une subvention de 15 000 euros pour mener à bien ce chantier d'insertion et d'utilité sociale " Web @ Work ", sous réserve de l'accord du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Économique et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2016, chapitre 936 ;
- approuver les termes du projet de convention tels que définis ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1131287-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

**COHÉSION SOCIALE – CHANTIER D'INSERTION ET D'UTILITÉ SOCIALE
"REMISE EN ÉTAT DE BERGES FLUVIALES DU TERRITOIRE DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ" - ATTRIBUTION DE SUBVENTION**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « insertion par l'économique » en lieu et place des communes membres. A ce titre, la Métropole favorise notamment l'accompagnement, le soutien, le développement et le renforcement des actions d'insertion par l'économique permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emplois.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole soutient l'action du chantier d'insertion et d'utilité sociale "remise en état de berges fluviales du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole à la suite des intempéries violentes qui ont frappé le territoire en 2014". Ce chantier se réalise en concomitance avec des travaux spécialisés commandités par les communes et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de sa compétence « lutte contre les inondations ».

La structure retenue, pour mener à bien ce chantier, a été financée par l'Etat et les collectivités territoriales. Elle a pour mission d'accueillir un public jeune et adulte en difficulté d'insertion professionnelle et sociale et de lui proposer des actions de type chantier d'insertion ou formation de pré-qualification.

L'action "remise en état de berges fluviales du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole à la suite des intempéries violentes qui ont frappé le territoire en 2014", consiste à effectuer des missions de travaux d'entretien des berges du fleuve le Lez et de son affluent la Mosson, notamment sur les secteurs touchés par les dernières inondations. Il s'agit de réaliser des opérations d'abattage d'arbres, de levées d'embâcles et de nettoyage des berges.

La nature précise des travaux ainsi que les zones concernées par ces travaux ont été définies en fonction de priorités fixées entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE), en concertation avec les communes traversées par le Lez et la Mosson.

Cette opération a pour objectif de pré-qualifier, dans les métiers de technicien de rivière, de technicien de protection du patrimoine naturel, des jeunes et adultes en insertion habitant la Métropole, recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de 8 mois.

L'Association Le Passe Muraille assure le développement de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer à hauteur de 38 000 euros, dans le cadre de sa compétence « lutte contre les inondations », sur un budget prévisionnel total de 316 156 euros, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Le Passe-Muraille une subvention de 38 000 euros pour mener à bien le chantier d'insertion « remise en état de berges fluviales du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole à la suite des intempéries violentes qui ont frappé le territoire en 2014 » sous réserve de l'engagement des co-financeurs et de la signature d'une convention,
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal 2016 de la Métropole, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 03/11/2016
Déposé En Préfecture
Le : 03/11/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161025-lmc1132462-
DE-1-J

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – MANIFESTATION "LA MÉTROPOLE FAIT SON CIRQUE" - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - APPROBATION - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Fort du succès des éditions précédentes, Montpellier Méditerranée Métropole organise en partenariat avec les associations mentionnées ci-dessous, du 25 novembre au 12 décembre 2016, la 6^{ème} édition de la manifestation « La Métropole fait son cirque », auparavant dénommée « La Métropole en fêtes ».

La Métropole fait son cirque 2016 développera un programme de spectacles, d'animations et d'ateliers couvrant différents lieux du territoire métropolitain : médiathèques métropolitaines (Emile Zola à Montpellier, Albert Camus à Clapiers et La Gare à Pignan), médiathèques municipales de Juvignac, Saint-Brès et Saint Jean de Védas, et Chai du Terral à Saint Jean de Védas. En outre, Juvignac et Le Crès accueilleront cette année le chapiteau de l'Ecole de cirque Balthazar pour des ateliers scolaires et des spectacles, et Saint-Brès un chapiteau d'une compagnie présentée par La Verrerie d'Alès/Pôle cirque d'Occitanie.

En soutien aux activités développées dans le cadre de cette manifestation, il est proposé d'affecter les subventions aux associations suivantes :

Associations	Montant
Pôle Cirque - Alès	40 000 €
Ecole de cirque Balthazar - Montpellier	20 000 €
Ecole de cirque Zepetra – Castelanu-le-Lez	5 000 €
Ecole de cirque Kerozen et Gazoline – Saint Jean de Védas	4 000 €

L'affectation de ces subventions se formalisera par la conclusion de conventions de partenariats précisant les obligations des parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions aux associations susmentionnées, tel que précisé ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat correspondantes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1133172-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - CONVENTION DE COOPÉRATION AVEC LA COMMUNE DE GRABELS POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMÉDIA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait de l'intercommunalité une coopérative d'action publique au service des communes et mène une politique de développement de la lecture publique et de la culture à l'échelle de son territoire.

Une des manifestations concrètes de cet engagement a été d'élargir l'accès des médiathèques métropolitaines à d'autres médiathèques communales sur le territoire de la Métropole, via une carte dite « Passeport multimédia », qui vient compléter la carte spécifique donnant accès à l'ensemble des équipements métropolitains de lecture publique.

Sans changer le fonctionnement technique, informatique et administratif des différentes bibliothèques, ce dispositif vise à faciliter la circulation des usagers entre les différents établissements. Il a donné lieu en 2005 à la signature d'une première convention pour la mise en place du Passeport multimédia entre Montpellier Méditerranée Métropole et deux communes du territoire, Saint-Jean-de-Védas et Villeneuve-lès-Maguelone.

Depuis 2012, le Conseil a approuvé sept nouvelles conventions avec les communes de Murviel-lès-Montpellier, Cournonterral, Cournonsec, Fabrègues, Lattes, Prades-le-Lez et Saint Drézéry par les délibérations respectives du 24 mai 2012, du 19 juillet 2012, du 8 octobre 2012, du 24 septembre 2013, du 29 octobre 2013, du 27 novembre 2013 et du 30 juin 2016.

Il est proposé aujourd'hui d'adopter une nouvelle convention, qui met en partenariat le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Grabels.

Elle porte sur la mise en place d'un dispositif permettant aux abonnés inscrits dans l'une des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole ou dans les structures partenaires ayant conventionné avec la Ville de Grabels et œuvrant dans le domaine de la lecture publique, du multimédia et des jeux, d'accéder aux ressources de l'ensemble des équipements concernés sans droits d'inscription supplémentaires.

Le dispositif de passeport commun est rendu possible par l'harmonisation préalable des tarifs d'inscription.

La convention pour la mise en place du « Passeport multimédia » renforce la dynamique de coopération et prend la mesure des enjeux territoriaux en matière de service public de lecture et d'accès à la culture.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération pour la mise en place du passeport multimédia avec la commune de Grabels,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 03/11/2016
Déposé En Préfecture
Le : 03/11/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161025-lmc1132153-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – RÉNOVATION DU THÉÂTRE DU HANGAR - APPROBATION DU PROGRAMME FONCTIONNEL ET TECHNIQUE DÉTAILLÉ, DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE - AUTORISATION DU LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES POUR L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE ET DE CONSULTATIONS POUR LES PRESTATIONS ANNEXES

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le théâtre du Hangar a été aménagé au cœur du quartier Boutonnet en 1998. Il est à ce titre déjà fortement identifié comme lieu de pratique et de diffusion de spectacles d'arts vivants.

Après une première phase de travaux de mise aux normes accessibilité/sécurité/sûreté en 2015, il accueille actuellement une partie des activités d'enseignement de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre du projet de construction du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional et de la nouvelle organisation des enseignements afférente, il est destiné à accueillir également les activités d'enseignement d'Art dramatique du CRR. Le théâtre du Hangar bénéficie d'une situation stratégique en cœur de ville et d'un véritable potentiel en termes d'espaces aménageables pour des activités de formation, de création et de diffusion.

Relativement aux besoins des activités de l'ENSAD et du CRR, l'aménagement actuel reste très sommaire d'un point de vue fonctionnel, technique et globalement de confort d'accueil des élèves, des professeurs et du public.

La présente opération vise à la rénovation et la remise en service totale du théâtre, de façon à lui offrir une dynamique nouvelle lui permettant de s'inscrire avec force dans la logique culturelle de la Métropole, en tirant profit de son potentiel et de sa situation stratégique en cœur de ville.

Avec une surface exploitable de plus de 1 000 m², comprenant une grande salle de diffusion de 320 m² de configuration modulable (capacité de 150 à 300 personnes), une salle de diffusion et création de 150 m² (capacité 150 personnes) et une salle de pratique théâtrale de 160 m², le Théâtre du Hangar rénové deviendra un pôle incontournable d'enseignement et de diffusion de l'Art dramatique en France à l'échelle nationale, au sein d'un vrai Théâtre en activité.

Sur la base du programme fonctionnel et technique détaillé, le montant des travaux est évalué à 1 800 000 € H.T., pour un budget prévisionnel global estimé de l'opération de 2 500 000 € H.T. (valeur septembre 2016). La livraison prévisionnelle du bâtiment et son ouverture au public interviendront en fin d'année 2018.

En outre, il convient d'engager la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre de l'opération, en application des articles 25.I.1°, 66 à 68 et 90.II.1°.a du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Compte tenu du montant prévisionnel des travaux, de la complexité de cette opération, des taux de rémunération habituellement pratiqués sur ce type de prestations, la rémunération du marché de maîtrise d'œuvre devrait représenter environ 16% du montant des travaux. Il s'agira d'une mission de maîtrise d'œuvre de base complétée par des missions complémentaires dont notamment les missions d'OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination des travaux), de CSSI (coordination en matière de Système de Sécurité Incendie), de SYN (Synthèse) et d'EXE partielle (études d'exécution partielle pour les lots de finitions), conformément à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi "MOP") et ses décrets d'application.

De la même manière, il convient de lancer les procédures de consultation relatives à la passation des divers marchés d'études, d'assistance à maîtrise d'ouvrage et prestations annexes nécessaires à la mise en œuvre de la présente opération (diagnostics, études géotechniques, études de sécurité-sûreté, contrôle technique, coordination sécurité et protection de la santé, etc...).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme, le planning et l'estimation du budget de l'opération de rénovation du Théâtre du Hangar, à Montpellier,
- autoriser le lancement d'un appel d'offres pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre,

Délibération n° 14187

- autoriser le lancement de procédures de consultation pour l'attribution des marchés d'études, d'assistance à maîtrise d'ouvrage et prestations annexes liés à la présente opération,
- dire que les crédits relatifs aux études opérationnelles sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser les demandes de subventions au taux le plus large possible auprès de l'État, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault, en soutien à l'opération de rénovation du Théâtre du Hangar,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer le marché de maîtrise d'oeuvre à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution du marché, y compris, le cas échéant, sa résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132480-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PORT MARIANNE PORTES DE LA MÉDITERRANÉE - MONTPELLIER - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT AVEC LA SERM - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°11 À LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - AVENANT N° 2 À LA CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La ZAC Port Marianne-Portes de la Méditerranée, créée le 27 juin 1996 et étendue par délibération n°6416 en date du 19 avril 2005, couvre une superficie d'environ 50 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités, d'équipements et de services privés et publics, sièges sociaux et commerces dans le cadre d'un ensemble réunissant un complexe de loisirs urbain et un pôle commercial de niveau régional intégrés au projet d'extension planifié du centre-ville historique et bénéficiant d'excellentes dessertes.

L'opération ayant été déclarée d'intérêt communautaire, les modalités du transfert ont été fixées par délibérations respectives de la Ville et de la Métropole en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a confié à la SERM par un avenant n°5 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°6367 du 15 mars 2005, la réalisation et l'exploitation provisoire du pôle ludique 2 d'une surface de plancher d'environ 28 000 m² et porté l'échéance de la convention d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2012.

Par un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°7252 du 26 septembre 2006, le périmètre de la ZAC a été étendu. La SERM s'est vue confiée par un avenant n°7 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°7430 du 22 décembre 2006, les études, les acquisitions et la réalisation des travaux de construction d'un parking d'échange tramway de 1 700 places.

Par délibérations n°7497 et n°7495 en date du 13 février 2007, la Métropole a approuvé le programme des Equipements Publics de la ZAC Port Marianne-Portes de la Méditerranée ainsi que son dossier de réalisation. Par délibération n°7775, en date du 23 juillet 2007, le Conseil a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, prorogeant la durée de la mission de l'aménageur jusqu'en 2016. Parallèlement, les projets de réalisation des activités se sont poursuivis : construction de l'aquarium Mare Nostrum, du Pôle Ludique 2, ouverture de restaurants, ouverture du magasin « Décathlon » en 2008, inauguration du Centre Commercial, du prolongement de la ligne 1 du tramway, et du parking d'échange Circé à l'automne 2009.

Par avenant n°9 en délibération du Conseil n°10321 du 28 juillet 2011, la Métropole a approuvé le montant prévisionnel de la participation de la collectivité fixé à 4 320 000 € H.T. affectée à la réalisation de la place du XX^{ème} siècle.

Par avenant n°10 en date du 8 septembre 2014 reçu en Préfecture le 24 septembre 2014 (délibération du Conseil du 31 juillet 2014) la prolongation de la durée de la concession jusqu'en 2025, a été approuvée.

Par délibération du 19 juillet 2012, reçue en Préfecture le 25 juillet 2012, le Conseil a approuvé une convention d'avance de trésorerie, signée le 13 août 2012.

Par délibération du 19 décembre 2013, reçue en Préfecture le 23 décembre 2013, le Conseil a approuvé une convention d'avance de trésorerie, signée le 20 décembre 2013 et reçue en Préfecture le 26 février 2014.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération d'aménagement pour l'exercice 2015 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels et du plan de trésorerie.

ZAC Portes de la Méditerranée – infrastructures

Au 31 décembre 2015, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 55 887 000 € H.T. dont 1 409 000 € H.T. réalisés en 2015 correspondant aux travaux de finitions des voiries et réseaux de la ZAC ainsi qu'à la rémunération de l'aménageur et à des frais financiers.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2015 s'élève à 54 607 000 € H.T. avec 6 720 000 € H.T. correspondant à la cession du lot n°9 accueillant le programme @7center.

Un urbaniste le cabinet Bruno FORTIER a été retenu pour une mission d'études urbaines pour le développement du secteur dit « Grand périmètre Odysseum » couvrant le périmètre des opérations Odysseum, Odysseum Est, Hippocrate et leurs environnants (A9 à requalifier notamment).

Cette mission permettra de promouvoir les opportunités et proximités, et intensifier le développement de chaque entité composant ce périmètre étendu. Requalification de l'A709, échangeur Odysseum et prolongation du tramway poseront les bases du développement des opérations.

Le CRAC prend en compte :

- la cession du macrolot 9/9bis au groupement FDI/Tissot pour la réalisation du projet @7 CENTER (32.920 m² sdp) représentant 350 K€ de recettes perçues en 2014 (acompte sur compromis) et 6.650 K€ perçus à la signature de l'acte T2 2015,
- le projet d'extension d'IKEA, représentant une recette attendue de 482 K€ en 2017,
- Une convention de participation sur la parcelle BAUSH LOMB (18 000m² sdp à 232€HT/m²) soit 4.3M€ de recettes en 2025.
- une commercialisation prévisionnelle du lot 2 (2 964 m² SdP) en 2016, représentant 444 K€ de recettes,
- une commercialisation prévisionnelle du lot 6 (6 000 m² SdP maxi) escomptée en 2018, représentant 1,8 M€ de recettes.

Pour faire face à l'évolution de la trésorerie de l'opération. Montpellier Méditerranée Métropole a consenti :

- en 2012 une avance de 6 000 K€ à l'opération remboursable en 2025
- en 2013 une avance de 2 000 K€ remboursable en 2025,
- en 2014 une avance de 4 000 K€ remboursable en 2025

Le CRAC précédent prévoyait le remboursement à la Métropole en 2016 des avances consenties, soit 12 M €, Les négociations engagées avec Klépierre concernant le solde à percevoir de la cession du Pôle Ludique 2 et les droits à construire non honorés arrivés à échéance (parcelle SL 134 et volume 27) n'étant pas terminées, le CRAC prévoit l'échelonnement prévisionnel de remboursement calé sur les propositions en cours de discussion : 1 M € restitué fin 2016, 5 M € restitués en 2018, 1 M € en 2019 et 3 M€ en 2025. Cet échéancier sera recalé, dans l'objectif poursuivi d'un remboursement maximum des avances consenties au plus tôt, dès formalisation des accords en cours de négociations par la SERM avec Klépierre.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 59 051 000 € H.T. en dépenses. Il prend en compte la baisse des dépenses liées aux acquisitions non réalisées et des recettes correspondantes ainsi que des dépenses liées à l'achèvement de la ZAC et recettes futures dans le périmètre de la ZAC.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération s'établit à 62 457 000 € H.T. en recettes.

ZAC Portes de la Méditerranée – superstructures : Pôle Ludique 2

Au 31 décembre 2015, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 31 278 000 € H.T. Les recettes s'élèvent en 2015 à 24 856 000 €. H.T. correspondant au 1er règlement de 21 277 000 € H.T. par l'investisseur Icade Klépierre de l'achat du pôle ludique (le montant total s'élevant à 29 000 000 € H.T. le solde restant à verser en 2016, acte signé fin 2010) et aux loyers perçus. Du fait des difficultés de commercialisation du pôle ludique, un risque sur cession de 1 741 000 €HT a été provisionné en 2016. Pour préfinancer la construction du pôle ludique 2, la SERM a mobilisé trois emprunts de 6 000 000€ chacun, dont 15 000 000 € en 2007 et 3 000 000 € en 2008.

Quinze millions d'emprunts sont arrivés à échéance fin 2012 dont douze remboursés sur l'année 2012, 6 M € en 2014.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération s'établit à 32 641 000 € H.T. en dépenses et 30 368 000 € H.T. en recettes.

ZAC Portes de la Méditerranée – superstructures : Parking d'échanges Odysseum

Au 31 décembre 2015, le cumul des dépenses réalisées correspondant aux acquisitions foncières, aux honoraires d'études et aux travaux, s'élève à 25 989 000 € H.T. dont 4 000 € H.T. ont été réalisés en 2015. Le montant des recettes réalisées est de 24 856 000 € H.T. à fin 2015.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 25 989 000 € H.T. en dépenses et 24 856 000 € H.T. en recettes, le solde de 1 130 000€HT restant à la charge de la ZAC.

L'ouvrage a été inauguré et mis en service en septembre 2009 et acquis définitivement par la Métropole en décembre 2009.

ZAC Portes de la Méditerranée – Bilan consolidé

L'opération d'Odysseum est une opération économiquement équilibrée à son terme (2025), sous réserve du versement par le groupe Klepierre du solde de cession du Pôle Ludique 2 (négociations en cours) et de la réalisation de son programme d'aménagement dans son ensemble, le foncier restant aménageable représentant environ 80.000 m² y compris le macro-lot FDI/Tissot commercialisé dans l'exercice 2014.

Le bilan augmente légèrement consécutivement à une augmentation des charges foncières liée à l'augmentation de SDP du programme @7center.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération consolidée s'établit à 113 907 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

Il est proposé de modifier la convention d'avance de trésorerie tel que précisé ci avant, par un avenant n°2. De même l'avenant n°11 à la concession d'aménagement entérine les conditions de prélèvement des acomptes concernant la rémunération due au concessionnaire au titre des opérations de liquidation et ce compte tenu de la nécessaire anticipation de certaines tâches à effectuer dans le cadre de la mission de clôture de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Port Marianne-Portes de la Méditerranée à Montpellier présenté par la SERM pour l'exercice 2015,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'infrastructures de la ZAC, de la construction du pôle ludique 2, et du parking d'échange Odysseum ainsi que le bilan consolidé de l'opération d'aménagement,
- approuver l'avenant numéro 11 à la concession d'aménagement,
- approuver l'avenant numéro 2 à la convention d'avance de trésorerie,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les avenants précités ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132691-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARC D'ACTIVITÉ CHARLES MARTEL -
COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - COMPTE RENDU ANNUEL À LA
COLLECTIVITÉ - AVENANT N° 5 PROROGANT LA DURÉE DE LA CONCESSION -
APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°5312 en date du 23 juillet 2003, le Conseil a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM.), la réalisation du Parc d'Activités Charles Martel dans le cadre d'une convention publique d'aménagement (procédure du lotissement). Situé dans le prolongement du parc d'activités communal du Larzat à Villeneuve-lès-Maguelone, Charles Martel est destiné à l'accueil d'activités industrielles, artisanales et de services aux entreprises. Ce parc couvre une superficie totale de 7 hectares dont 5 hectares cessibles.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2015 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2015, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 1 952 000 € H.T. dont 55 000 € H.T. pour l'année 2015, correspondant à quelques travaux d'entretien. L'ensemble du foncier est maîtrisé par la SERM.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2015 s'élève à 2 138 000 € H.T. dont 93 000 € H.T. correspondant à la signature de l'acte de vente (lot 6 de 1800 m²) avec la SAS AG3M (SCI CASYL qui exerce le métier d'imprimeur).

Seul le lot 16 reste à commercialiser. Ce lot sera redécoupé (3 649 m²) et commercialisé ultérieurement afin de permettre la réalisation de la voie de connexion vers la future extension du secteur d'activités (Z.A.C. Charles Martel Extension). En effet, alors que l'accès au parc d'activités Charles Martel s'effectue actuellement par une voie en impasse sur près d'un kilomètre, à terme, cette voie de connexion qui sera réalisée ultérieurement dans le cadre de l'aménagement de la Z.A.C. permettra un bouclage viaire entre la RD 185 et la RD 612 via la future extension.

Seuls des petits travaux d'entretien et de remise en état du bassin de rétention restent à réaliser dans le cadre de la concession. Les dépenses liées à cette voie de connexion ne seront pas affecté à la présente concession mais à la ZAC Charles Martel Extension.

Afin de permettre la commercialisation du lot 16, il apparaît nécessaire de proroger la durée de la concession de trois ans, à savoir, jusqu'au 31 décembre 2019 (avenant n°5).

Alors qu'aucune participation financière ne sera versée par Montpellier Méditerranée Métropole, le bilan financier prévisionnel actualisé s'établit à 2 123 000 € H.T. en dépenses et à 2 338 000 € H.T. en recettes soit un résultat d'opération excédentaire de 215 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Parc d'Activités Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone, présenté par la S.E.R.M. pour l'exercice 2015,
- prendre acte de la cession du lot 6 (1800 m² à la SAS AG3M) réalisée durant l'exercice 2015,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération,
- autoriser la signature de l'avenant de prorogation de la durée de la concession (avenant n°5),

Délibération n° 14146

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1131487-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION ZAC GAROSUD ET GAROSUD EXTENSION - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N° 3 À LA CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE ET AVENANT N° 8 AU TRAITÉ DE CONCESSION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération du 23 février 2000, le Conseil a approuvé le dossier de réalisation modificatif sur le nouveau périmètre de Z.A.C. créée par délibération n°2931 du 24 avril 1997. Les travaux et acquisitions foncières ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 2 juin 2000.

L'avenant n°2, approuvé par délibération n°5298 du 23 juillet 2003, a étendu le périmètre de la convention sur les communes de Montpellier et de Lattes qui couvre désormais une superficie totale de 114 hectares dont 76 hectares cessibles destinés à l'accueil d'activités industrielles, de négoce et petite logistique urbaine, d'activités artisanales et de services.

L'arrêté préfectoral n°2007-01-1664 en date du 17 août 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération d'aménagement Garosud Extension et l'arrêté préfectoral n°2007-01-2165 en date du 16 octobre 2007 a déclaré cessibles les parcelles incluses dans son périmètre. Par arrêté préfectoral n°2008-I-70 du 15 janvier 2008, sont autorisés au titre de la réglementation sur l'eau, les travaux à entreprendre pour la réalisation de la Z.A.C. Garosud Extension. La concession vient à échéance le 31 décembre 2027.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la S.E.R.M. présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2015 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2015, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 57 384 000 € H.T., dont 2 561 000 € H.T. pour l'exercice 2015, correspondant essentiellement à la poursuite des travaux de la tranche 2 de la Z.A.C. Garosud Extension. Les intempéries survenues durant l'automne 2014 ainsi que les occupations illicites par les gens du voyage ont provoqué des retards sur l'avancement des travaux et d'importants désordres sur les espaces publics générant une augmentation du montant des travaux (augmentation du poste travaux de 681 k€ par rapport à l'exercice 2016). Une fois les travaux de la tranche 2 terminés, seuls les travaux sur la rue du colonel Massoud ainsi que des travaux de finition des tranches antérieures resteront à réaliser.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2015 s'élève à 45 527 000 € H.T., dont 2 694 000 € H.T. pour l'exercice 2015. Deux lots ont été cédés en 2015 : le lot 1C (18 412 m²) à la SNC Montpellier Développement (SARL Waikato) et le lot 4 (6 805 m²) à la SCI Montpellier Sud (société Annexx). Trois compromis de vente ont été signés : le lot 7 (5 262 m²) avec la Meyjaf (groupe Seguin), le lot 9 (4 583 m²) avec la CDR, et enfin, le lot 11 (4 434 m²) avec la SCI Locafran.

Le total des recettes est en augmentation puisqu'il intègre des potentiels de densification avec de nombreuses conventions de participation attendues dans les années à venir (hypothèse de 491 000 €) et que le risque sur cession a été supprimé. Cette augmentation des recettes compense, en partie, l'augmentation du poste de travaux.

Un fond de concours est prévu en 2020 pour participation au montant lié à la réalisation du bassin de rétention de Combemale. Ce bassin aura deux fonctions : récupération des eaux de pluie provenant de la Z.A.C. et écrêtement des provenances d'autres quartiers amonts. Le montant du fond de concours est ramené à 207 k€ HT, correspondant à 38 % (ratio défini au Programme des Équipements Publics) de la valeur des travaux de réalisation du bassin de rétention de Combemale (actualisation du montant initialement calculé lors de l'élaboration du PEP datant de 2000, avec application des indices annuels des travaux publics).

Par ailleurs, afin de maintenir la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à 15 008 400 € H.T., (entièrement versée à ce jour), un troisième avenant à la convention d'avance de trésorerie est proposé. En effet, alors que le remboursement à la Métropole de 1 524 490,10 € est maintenu en 2016,

il est proposé de différer les remboursements d'avances initialement prévus en 2017 (1 000 000 €) et en 2018 (2 000 000 €) sur les exercices 2020, 2021 et 2022 (à raison d'un remboursement d'1 000 000 € pour ces trois années).

Ensuite, afin de tenir compte de l'avancée de l'opération, il est proposé le versement de la rémunération de l'aménageur au fur et à mesure de l'avancement de la concession afin de correspondre à la répartition dans le temps de la charge des tâches qu'il doit effectuer. Il convient ainsi d'adapter les conditions de perception de cette rémunération dite de clôture (avenant n°8 au traité de concession).

Enfin, le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement est maintenu à l'équilibre à 62 201 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des Parcs d'Activités Garosud et Garosud Extension à Montpellier et à Lattes, présenté par la S.E.R.M. pour l'exercice 2015,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- prendre acte des cessions et des compromis de vente signés par la S.E.R.M. au cours de l'exercice 2015,
- approuver l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie,
- approuver l'avenant n°8 au traité de concession,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer l'avenant n°8 au traité de concession et l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1131488-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION PARC 2000, PARC 2000 EXTENSION ET VEAS - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District a décidé de la réalisation de la Z.A.C. Parc 2000 dans la zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la S.E.R.M. La Z.A.C. a été créée le 29 mai 2000 sur 6.5 ha. Par délibération du 30 mars 2000, le Conseil a approuvé l'avenant n°1 au traité de concession, confiant à la S.E.R.M. les missions d'étude, de réalisation et d'exploitation du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS.) et a prolongé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2022.

Un avenant n°3, approuvé par délibération n°6189 du Conseil du 16 novembre 2004, a étendu le périmètre de l'opération sur 10 hectares supplémentaires permettant d'offrir près de 7 hectares cessibles aux entreprises et sur lesquels la Commission Européenne a donné son autorisation pour l'extension de la Zone Franche Urbaine (Z.F.U.) ainsi que le Conseil d'Etat par décret du 15 mai 2007.

A noter, qu'alors que l'ancien dispositif Z.F.U. s'est achevé au 31 décembre 2014, un nouveau dispositif, intitulé « Zone Franche Urbaine – territoire entrepreneur », court désormais jusqu'au 31 décembre 2020. Ce dispositif abaisse les plafonds d'exonération et encadre davantage les obligations des entreprises en matière d'embauche de populations locales.

Cette opération intitulée « Z.A.C. Parc 2000 Extension », a été créée par la délibération n°7150 en date du 21 juillet 2006. L'arrêté préfectoral n°2007-I-897 en date du 9 mai 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération Parc 2000 extension et la cessibilité des terrains inclus dans le périmètre.

Afin de prendre en compte notamment l'accroissement de missions de gestion locative résultant de l'entrée en vigueur de la loi Pinel, l'avenant n°9 à la rémunération de l'aménageur a été signé le 16 octobre 2015 et prévoit l'augmentation de 1% de la rémunération de l'aménageur sur les postes de perception des loyers et sur les postes liés aux dépenses d'exploitation.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la S.E.R.M. présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier des opérations pour l'exercice 2015 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et sa première extension) ; et enfin, le compte d'exploitation prévisionnel du Village d'Entreprises (V.E.A.S.).

Opération d'aménagement

Au 31 décembre 2015, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 13 201 000 € H.T. dont 157 000 € H.T. en 2015 correspondant essentiellement à des petits travaux et à la rémunération de l'aménageur. Les travaux d'aménagement des espaces publics sont achevés. Seule une enveloppe est provisionnée pour reprise éventuelle d'ouvrage avant leur remise aux exploitants.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2015 s'élève à 11 309 000 € H.T. dont 382 000 € H.T. en 2015 provenant de la vente de deux lots : le lot C6 (1343 m²) à NATIOCREDITBAIL (Vigipharm) et le lot F3 (1259 m²) à la SCI LOGITRI AGRITECH. Par ailleurs, un compromis de vente a été signé avec la SCI SCALEO MEDICAL sur la parcelle TY 318 (450 m²) pour réalisation d'une extension du bâtiment existant.

Ces recettes de cession sont inférieures à celles attendues du fait notamment du retard pris, en 2015, pour concrétiser la commercialisation du pôle de service (lot F2). La commercialisation des derniers lots de la Z.A.C. devrait intervenir en 2016 et 2017.

Le dernier bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et Parc 2000 Extension) s'établit à 13 545 000 € H.T. en dépenses et à 12 705 000 € H.T. en recettes. Malgré les difficultés de commercialisation rencontrées, la participation de Montpellier Méditerranée Métropole

à l'opération d'aménagement est maintenue à 1 278 000 € H.T. grâce, notamment, à une remontée de trésorerie du V.E.A.S. Village d'Entreprises Artisanales et de Services (V.E.A.S.)

Village d'Entreprises Artisanales et de Services (V.E.A.S.)

Le V.E.A.S. comprend un immeuble regroupant 11 bureaux (700 m²) et 10 locaux d'ateliers (1 800 m²). Fin 2015, son taux d'occupation n'était que de 64 % (2 ateliers et 7 bureaux vacants) alors que ce taux était de 91% en fin d'année 2014. En effet, au cours de l'année 2014, cinq entreprises ont quitté le V.E.A.S. alors que seulement une l'a intégré. Plusieurs nouvelles demandes de locations sont en cours de discussion avec les entreprises. Le montant des loyers perçus (hors charges) s'est élevé à 154 000 € H.T. en 2015.

L'opération V.E.A.S. bénéficie d'une subvention d'équipement de 549 000 € H.T. entièrement versée par Montpellier Méditerranée Métropole. Les sommes investies dans l'opération sont intégrées dans un compte d'exploitation prévisionnel sur 20 ans qui s'établit à 4 924 000 € H.T. Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2015 est excédentaire de 773 000 € dont 30 000 € pour l'année 2015, et cela malgré le départ de plusieurs entreprises. Au terme de la concession, le compte d'exploitation du V.E.A.S. prévoit un excédent de l'ordre de 840 000 € permettant une remontée de trésorerie au profit de l'opération d'aménagement.

Bilan consolidé

Le bilan financier prévisionnel consolidé regroupant à la fois les opérations d'aménagement Parc 2000 et sa première extension ainsi que la réalisation et l'exploitation du V.E.A.S. s'établit à 18 468 000 € H.T. en dépenses et en recettes avec une participation totale de la Métropole maintenue à 1 827 000 € H.T, entièrement versée à ce jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des opérations d'aménagement Parc 2000 et Parc 2000 Extension ainsi que du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (V.E.A.S.), présenté par la S.E.R.M. pour l'exercice 2015,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de Parc 2000 et le compte d'exploitation prévisionnel actualisé du Village d'Entreprises Artisanales et de Services,
- prendre acte des cessions de terrains et de la signature du compromis de vente réalisées par la S.E.R.M. au cours de l'exercice 2015,
- autoriser, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1131578-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BRÉYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION PARC 2000 2ÈME EXTENSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le projet de seconde extension de Parc 2000 s'inscrit dans la dynamique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Par délibération en date du 21 avril 2011, reçue en Préfecture le 2 mai 2011, les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et l'arrêt du dossier de création établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-2 du Code de l'urbanisme ont été approuvés. La Z.A.C. Parc 2000 2^{ème} extension fut créée par la même occasion.

Elle est située sur la commune de Montpellier, à l'interface entre des quartiers déjà urbanisés : le quartier de la Mosson et les Z.A.C. Parc 2000 et Parc 2000 extension à l'Ouest, la Z.A.C. Pierres Vives au Nord, le quartier Celleneuve au Sud, et enfin, l'entreprise pharmaceutiques à l'Est.

Cette seconde extension bénéficie d'une forte valeur de localisation renforcée par la proximité de la ligne 3 de tramway. A terme, l'ensemble regroupant Parc 2000 (6,5 ha.), Parc 2000 extension (10 ha.) et Parc 2000 2^{ème} extension (5 ha.) atteindra près de 21,5 ha. et emploiera près de 3 400 personnes.

Une mixité fonctionnelle et sociale se développera dans cette seconde extension. En effet, outre des activités artisanales et tertiaires, la Z.A.C. accueillera près de 200 logements. Par une offre adaptée, la programmation des logements favorisera l'accession abordable des ménages aux revenus médians. Les futurs résidents profiteront de la proximité de la ligne de tramway. Un bassin de rétention paysagé constituera un élément fort de la Z.A.C. et jouera le rôle d'espace d'agrément accessible aux usagers du quartier. Au Sud de la Z.A.C., le long de la rue du Pilory, des commerces et/ou services se développeront, notamment en rez-de-chaussée des immeubles de logements.

Par délibération du Conseil du 29 septembre 2011, la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (S.A.A.M.) a été désignée en tant que titulaire de la concession et le traité de concession d'aménagement est approuvé. Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la S.A.A.M. a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La S.A.A.M. devient alors, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

A la suite de différents recours sur la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) intitulée « réserve foncière Truc de Leuze », des protocoles d'accord ont été signés par le concédant avec une partie des expropriés tel que prévu par la délibération du date du 30 janvier 2012. Parallèlement, à la signature des protocoles, une seconde Déclaration d'Utilité Publique qui concernait, cette fois ci, la réalisation des travaux de la Z.A.C. a été fixée par l'arrêté préfectoral n°2012-I-1486 du 3 juillet 2012. L'ensemble du foncier a ainsi été maîtrisé par le concédant.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2015 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2015, 2 423 000 € H.T. ont été dépensés (dont 776 000 € H.T. sur l'exercice 2015), correspondant essentiellement au versement du solde lié au paiement des acquisitions foncières intervenues en 2014 auprès du concédant (solde de 500 000 € sur un montant total d'acquisition de 2 000 000 €) mais également à des études. Le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés lors du Conseil de Métropole du 30 septembre 2015. Le démarrage des travaux est conditionné par la libération des terrains occupée illégalement par la communauté Roms.

La participation d'équilibre (189 000 €) a entièrement été perçue par l'aménageur. Les premières cessions de terrain interviendront fin 2016/début 2017 avec des premières recettes attendues pour les lots dédiés aux logements.

Délibération n° 14149

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant total de 6 016 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la Z.A.C. Parc 2000 2ème Extension présenté par la S.A.3.M. pour l'exercice 2015,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1131582-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION Z.A.C. DESCARTES - COMMUNE DE LAVÉRUNE - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Un des enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire, et notamment d'assurer son rééquilibrage par un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest du territoire de la Métropole. D'une manière générale, le SCoT restreint les extensions urbaines aux espaces situés dans le prolongement des tissus urbains existants.

Le SCoT a mis en évidence l'opportunité de poursuivre le développement du parc d'activités situé au Nord de la Commune de Lavérune sur le lieu-dit « Las Serres » qui est desservi par la RD5E puis directement par la RD5E2.

Par délibération n°8458 du 29 septembre 2008, le Conseil a approuvé les objectifs poursuivis pour la création de la Z.A.C. Descartes et les modalités de la concertation. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération n°8749 du Conseil du 23 mars 2009 et la Z.A.C. Descartes a été créée sur environ 6 hectares. L'aménagement répondra à une partie de la demande d'implantation d'entreprises dans un secteur offrant peu de foncier disponible pour les activités artisanales et de négoce, les petites industries, la petite logistique...

Par délibération n°9461 du 1^{er} avril 2010, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.) a été désignée en qualité de Concessionnaire pour l'aménagement de la Z.A.C. Descartes.

Par délibération n°10310 du 28 juillet 2011, le Conseil a approuvé les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'enquête parcellaire relatifs à la ZAC. La Déclaration d'Utilité Publique a été obtenue par arrêté préfectoral du 28 septembre 2012. Par sa séance du 11 avril 2013, le Conseil a approuvé le Programme des Equipements Publics ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Descartes.

Par délibération du 30 septembre 2015 portant sur le compte rendu annuel sur l'exercice 2014 et la suite du résultat fructueux de l'appel d'offre lié aux travaux de viabilisation, le Conseil de Métropole a autorisé la signature de l'avenant n°4 au traité de concession permettant de ramener le montant de la participation d'équilibre à 2 059 000 € H.T. au lieu des 2 529 000 € H.T. prévu précédemment.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SAAM devient alors, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2015 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2015, 2 294 000 € H.T. ont été dépensés, dont 591 000 € H.T. pour l'année 2015 correspondant essentiellement aux travaux d'aménagement d'espace publics et de viabilisation. Ces travaux d'aménagement ont débutés en 2015 et s'achèveront fin 2016.

Le foncier est maîtrisé à 86 % par l'aménageur. Deux unités foncières restent à acquérir : une parcelle privée, sous négociation amiable bien avancée, avec un pacte de préférence et une double mutation envisagée, une parcelle privée en attente de confirmation d'acceptation ou non des ayants-droits. Dans le cadre de la procédure d'expropriation, un traité d'adhésion sous seing privé sera signé par les indivisaires. Par ailleurs, deux chemins communaux feront l'objet d'un déclassement avant acquisition par l'aménageur.

Plusieurs fonds de concours sont prévus au bilan pour des aménagements situés hors du périmètre de la Z.A.C. : reprise du réseau d'eaux usées réalisé sur la RD5E2 (200 000 €), bouclage du réseau d'eau potable permettant d'assurer la défense incendie (162 000 €), aménagement de deux plateaux

traversant sur la RD5E2 nécessaire à la sécurité des entrées et sorties de la Z.A.C. (165 000 €), participation à hauteur de 50 % des coûts liés à la modification du carrefour à feux RD5E2/RD5E et à l'aménagement d'une piste cyclable jusqu'en entrée de Z.A.C. (128 000 € correspondant à 50 % de ces deux aménagements).

De nombreuses entreprises se sont manifestées afin de s'implanter sur la Z.A.C. Aucun acte de vente n'a été signé à ce jour. Néanmoins, deux compromis de vente ont été signés en 2015 concernant le lot 15 (2710 m²) avec la SCI LE ZEPHYR et le lot 4 (6 398 m²) avec la SA CIRRUS. Ce dernier proposera des ateliers et des bureaux (location ou vente) permettant notamment de répondre à la demande locale. La concrétisation de demande d'entreprises désireuses de s'implanter sur la Z.A.C. est prévue en 2016 et 2017.

Dans le cadre du Plan de Redynamisation Local (PLR), une subvention de l'Etat de 144 000 € est attendue. Ainsi, le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant d'environ 6 017 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la Z.A.C. Descartes présenté par la SA3M. pour l'exercice 2015,
- prendre acte des compromis de vente signés en 2015 par l'aménageur,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1131573-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION Z.A.C. EUROMÉDECINE II - AMÉNAGEMENT ET BIOPÔLE - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération du 24 février 1988, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Parc Euromédecine II sur les communes de Montpellier et de Grabels et a concédé l'opération à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.).

Après extension du périmètre suite à la délibération du 20 décembre 1989, le Parc Euromédecine II couvre une superficie totale de 92 hectares dont 65 hectares cessibles et un programme de constructions de 570 000 m² dédié principalement aux activités médicales et paramédicales et autres activités tertiaires et de services aux entreprises, et enfin, à de l'habitat notamment du côté du quartier de la Valsière sur Grabels.

Par un avenant approuvé le 10 juillet 2002, les missions d'études, de réalisation et d'exploitation des hôtels d'entreprises spécialisées en biotechnologies Cap Gamma et Cap Delta ont été confiées à la S.E.R.M. et l'échéance de la convention a été portée au 31 décembre 2027. Par un avenant n°6, approuvé le 30 avril 2008, la S.E.R.M. s'est vue confier ces mêmes missions pour réaliser un 3^{ème} hôtel d'entreprises, dénommé Cap Sigma, qui viendra conforter le biopôle. Alors que les deux premiers hôtels d'entreprises ont été livrés en 2004 et 2007, Cap Sigma a été livré en 2011.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, notamment de l'article L.300-5, la S.E.R.M. présente le compte rendu financier de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II pour l'exercice 2015 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Opération d'aménagement du Parc Euromédecine II

Au 31 décembre 2015, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 35 401 000 € H.T. dont 2 500 000 € H.T. pour l'exercice 2015, correspondant essentiellement à la poursuite des travaux d'aménagement de la tranche 3 sur les rues David et Prunelle (secteur grabelois). Les occupations illicites des terrains par les gens du voyage et les dégâts provoqués par les intempéries de l'automne 2014, ont généré une augmentation du montant des travaux.

Suite aux malfaçons identifiés sur la rue Pasteur, un référé expertise est en cours. En effet, alors que cette voie a été réalisée en 2007, de nombreux désordres ont été identifiés sur la chaussée. À noter que la réfection des désordres n'est pas prise en compte par le présent bilan financier de l'aménageur.

La quasi-totalité du foncier est maîtrisée puisque seule l'emprise foncière d'anciens chemins communaux reste à acquérir.

Au 31 décembre 2015, 70% du foncier cessible était commercialisé. Deux actes de ventes ont été signés en 2015 correspondant à des parcelles dédiées à des logements : le lot 103 (9 545 m²) avec ACM et le lot 102 (11 437 m²) avec la SCI GRABELS RANCHIN (Nexity). La commercialisation d'un quatrième lot dédié à des logements est attendue en 2018.

Deux compromis de vente ont été signés en 2015 : le lot 330 (4 050 m²) avec la SCI ASTOGA (Achat Solution) et le lot 336 (2 624 m²) avec M. ETTALHAOUI. Ce dernier compromis de vente a depuis été dénoncé pour défaut d'obtention de financement par le porteur de projet. Le projet a été repris en association avec un nouvel investisseur et fera l'objet d'un nouveau compromis de vente.

Au regard des taux de remplissage des trois premiers plots du biopôle, le précédent Compte Rendu Annuel à la Collectivité a reporté une recette de cession, attendue en 2016, correspondant à la vente de l'emprise dédiée au développement d'un quatrième hôtel d'entreprises sur le Biopôle. La cession foncière liée à cette réalisation a été différée en 2018.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement s'établit à 48 493 000 € H.T. en dépenses et à 48 972 000 € H.T. en recettes avec une participation de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics de 7 964 000 € H.T., entièrement versée à ce jour.

Biopôle : réalisation et exploitation de l'ensemble immobilier Cap Gamma et Cap Delta

A terme, le biopôle devrait accueillir 6 hôtels d'entreprises. Cap Gamma (construit en 2004) et Cap Delta (en 2007) en constituent les deux premiers plots (3500 m² chacun), aménagés en bureaux et en plateaux techniques de haut niveau (laboratoires). Au terme de la concession, les dépenses d'investissement de Cap Gamma et de Cap Delta représentent 17 327 000 € H.T.

Au 31 décembre 2015, l'immeuble Cap Gamma était occupé à 100% avec des loyers perçus, représentant 609 000 € H.T. (hors charges) pour l'année 2015. Au 31 décembre 2015, le cumul des dépenses d'exploitation de Cap Gamma s'élève à 7 746 000 € H.T. dont 880 000 € H.T. pour l'année 2015. Le cumul des recettes d'exploitation au 31 décembre 2015 est de 7 794 000 € H.T. dont 845 000 € H.T. pour l'année 2015. Au terme de la concession, les dépenses prévisionnelles d'exploitation s'élèveront à 15 203 000 € H.T. et les recettes prévisionnelles à 16 801 000 € H.T.

Au 31 décembre 2015, Cap Delta était loué à 77% pour des loyers s'élevant à 366 000 € (hors charge).

Au 31 décembre 2015, les dépenses d'exploitation de Cap Delta s'élèvent à 11 000 000 € H.T. dont 495 000 € H.T. pour l'année 2015 ; alors que les recettes d'exploitation s'élèvent à 12 508 000 € H.T. dont 519 000 € H.T. pour l'année 2015. A terme, le cumul des dépenses d'exploitation s'élèvent à 19 994 000 € H.T. et le cumul des recettes d'exploitation à 21 956 000 € H.T.

Malgré certaines pertes de loyers, la bonne santé financière de Cap Gamma et de Cap Delta permet des remontées de trésorerie (respectivement de 800 000 € et de 600 000 €) vers le troisième plot, nommé CAP SIGMA.

Biopôle : réalisation et exploitation du biopôle Cap Sigma

Réalisé en 2011 avec l'aménagement d'un site contigu de 2 ha, Cap Sigma est le troisième hôtel d'entreprise du Biopôle. Au cours de l'année 2015, le taux d'occupation a connu une forte croissance grâce à l'extension de l'entreprise Déinove puisque le taux de remplissage est passé de 51% à 68 %.

Un lot de 93 m² en rez-de-chaussée ainsi que la totalité du R+3 (745 m²) reste vacant. Un emprunt de 2 000 000 € a été mobilisé en 2015 en prévision de l'aménagement de ces surfaces encore brutes nécessaire à l'implantation de nouvelles entreprises. L'exploitation du bâtiment reste très tendue. Une remontée de trésorerie de Cap Gamma et de Cap Delta (1 400 000 €) permettra de financer d'éventuels travaux d'aménagement permettant la venue d'un preneur et de soutenir la trésorerie.

Au 31 décembre 2015, le cumul des dépenses d'investissement réalisées s'élève à 9 272 000 € H.T. dont 549 000 € H.T. pour l'année 2015. Le bilan d'exploitation prévisionnel de Cap Sigma pour la durée de la concession s'élève à 14 618 000 € H.T. en dépense et intègre les recettes d'exploitation estimées à 10 858 000 € H.T.

Bilan financier prévisionnel consolidé

Le total des charges est en augmentation du fait notamment des frais de remise en état suite à l'occupation des terrains par les gens du voyage mais également, du fait, travaux de reprise suite aux intempéries survenues à l'automne 2014. Cette augmentation des charges est compensée, en partie, par une revalorisation des loyers de l'immobilier d'entreprise.

Au regard du faible rythme de la commercialisation d'Euromédecine II, la trésorerie de l'opération est particulièrement tendue. Le montant total de la participation du concédant reste pourtant inchangé à 11 348 000 € H.T. (entièrement versé à ce jour) mais ce faible rythme de commercialisation amène à s'interroger sur une diversification de la vocation de la Z.A.C.

Une étude, doit prochainement être engagée par la Métropole et la Ville de Grabels, en étroite concertation avec la Ville de Montpellier, sur un périmètre dépassant celui de cette ZAC, qui permettra

notamment de réinterroger sa programmation et de poser la question de l'introduction d'une part de mixité au sein de ce parc.

A échéance, le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé de l'ensemble de la concession (opération d'aménagement et Biopôle) est équilibré à 98 311 000 € H.T. en dépenses et en recettes, compte tenu notamment des participations mises en place par la 'Collectivité'.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la concession d'aménagement Parc Euromédecine II, à Grabels et Montpellier, présenté par la SERM pour l'exercice 2015,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II, les bilans d'investissement et les comptes d'exploitation prévisionnels de Cap Gamma, Cap Delta et Cap Sigma, ainsi que le bilan consolidé des opérations,
- prendre acte des cessions réalisées et des compromis de vente signés au cours de l'exercice 2015,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1131486-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VAES) ET RESTRUCTURATION DU SECTEUR DU FRIGOULET - COURNONSEC - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ LOCALE - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération du conseil n°5522 du 26 novembre 2003, a confié à la Société d'Équipement de la Région de Montpelliéraine (SERM), dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, les missions d'études préalables, acquisitions foncières et réalisation d'équipements publics de desserte nécessaires à la restructuration du secteur à vocation économique le Frigoulet à Cournonsec ainsi que la construction du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) «Hannibal». Le périmètre du secteur concerné couvre une superficie d'environ 9 hectares partiellement construits. Son réaménagement doit permettre l'accueil d'activités artisanales, industrielles, tertiaires, d'ingénierie et de services. La première étape est aujourd'hui réalisée, elle consistait en la construction et l'exploitation du VEAS Hannibal, ensemble de 2 000 m² dont 1 243 m² d'ateliers et 667 m² de bureaux locatifs sur un terrain de 6 536 m². La deuxième étape consistant à définir une opération d'aménagement d'ensemble est en cours. La concession d'aménagement vient à échéance le 31 décembre 2025. L'ensemble du secteur peut accueillir une opération d'aménagement d'ensemble dont le programme détaillé reste à définir.

Par avenant n°1 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil en date du 30 juillet 2004, le concédant a augmenté le montant de sa participation à la construction du VAES « Hannibal » de 214 700 €.

Par avenant n°2 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil n°9596 du 23 juin 2010, le concédant a sollicité la SERM pour réaliser des études pré-opérationnelles complémentaires. Cet avenant au traité de concession prend en compte le versement d'une participation complémentaire de 120 000 € permettant de financer la réalisation des études précitées.

Par avenant n°3 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil n°11043 en date du 19 juillet 2012, le concédant a augmenté sa participation de 150 000 €, cette participation a été entièrement versée en 2012.

Par avenant n°4 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil n°13301 en date du 30 septembre 2015, le concédant a approuvé le versement d'une rémunération forfaitaire annuelle de 10 000 € H.T sur les années 2015 et 2016 ainsi que la modification des modalités de rémunération du concessionnaire concernant ses missions de commercialisation et de promotion.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2015 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement et du compte d'exploitation prévisionnel du village d'entreprises Hannibal.

Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VAES) :

Le VEAS représente un montant total d'investissement de 2 582 400 € H.T. bénéficiant d'une participation de Montpellier Méditerranée Métropole de 992 000 € H.T. entièrement versée. Le cumul des dépenses d'exploitation et d'amortissement techniques réalisées au 31 décembre 2015 s'élève à 2 143 000 € H.T. dont 231 000 € H.T. réalisées en 2015. Le cumul des recettes d'exploitation réalisées au 31 décembre 2015 s'élève à 1 742 000 € H.T. dont 185 000 € H.T. en 2015. Elles proviennent du versement des loyers et récupération des charges et de la quote part des subventions virées au

résultat. Le compte d'exploitation prévisionnel actualisé prend en compte le rachat du bâtiment par Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant de 594 000 €.

En 2015, 2 entreprises ont quitté le VAES et 2 entreprises s'y sont installées. Fin 2015, 2 ateliers et 1 bureau peuvent être proposés à la location et le taux d'occupation du VEAS est égal à 84%, en hausse de 20 % par rapport à l'année 2014.

Restructuration du secteur du « Frigoulet » :

Le concessionnaire a réalisé des études qui ont permis au concédant de déterminer les modalités de valorisation d'une unité foncière de 1 500 m², propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

Bilan financier prévisionnel actualisé consolidé :

Il s'établit à 5 111 000 € H.T et est en augmentation de 49 000 € par rapport à l'année 2014 en raison notamment de l'augmentation des dépenses de frais divers liées à l'exploitation du VEAS « Hannibal ». Cette augmentation des charges est compensée par l'intégration, en produits, de l'augmentation de la récupération des charges locatives. La valeur de rachat de l'ensemble immobilier au terme de la concession est égal à 594 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité tel que présenté ci-avant ;
- approuver le bilan financier prévisionnel d'exploitation du Village d'Entreprises Artisanales et de Services tel que présenté ci-avant ;
- approuver le bilan consolidé de la convention publique d'aménagement tel que présenté ci-avant ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 03/11/2016
Déposé En Préfecture
Le : 03/11/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161025-lmc1130967-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION POUR LA REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON CONFIE À LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Créée en 1965, le parc d'activités du Salaison s'étend sur 157 hectares et accueille aujourd'hui près de 230 entreprises représentant plus de 2 700 emplois. L'état de vétusté de ce parc a amené Montpellier Méditerranée Métropole à impulser une opération de requalification. Elle s'articule autour de deux grands axes, le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation de l'activité économique en impliquant les entreprises dans un projet global qui redonne progressivement une nouvelle attractivité au parc d'activité.

Par délibération n°9462 en date du 1er avril 2010, le Conseil a confié un mandat d'étude et de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), et a défini le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat pour un montant de 6 258 529 € H.T.

Par délibération n°12463 en date du 31 juillet 2014, le Conseil a autorisé le Président à signer l'avenant n°1 au mandat d'étude et de réalisation initial. Celui-ci portait sur :

- la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, relative principalement à l'intégration des travaux de rénovation du réseau d'eau potable, pour la porter à un montant de 7 105 000 € H.T ;
- la mobilisation d'une nouvelle avance pour améliorer la trésorerie du mandat, pour un montant de 500 000 €, soit un montant total des avances à 700 000 € ;
- la modification des modalités de remboursements de l'avance du mandat.

Par délibération n°13149 en date du 22 juillet 2015, le Conseil a autorisé le Président à signer l'avenant n°2 au mandat d'étude et de réalisation initial. Celui-ci portait sur :

- la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, relative principalement à l'intégration des aléas en phase de travaux de rénovation du réseau d'eau potable, pour la porter à un montant de 7 937 000 € H.T. ;
- l'augmentation de 41 000 H.T de la rémunération spécifique du mandataire, liée aux nouvelles études pré opérationnelles, non prévues au mandat initial ;
- la mobilisation d'une nouvelle avance pour améliorer la trésorerie du mandat, pour un montant de 600 000 €, soit un montant total des avances à 1 300 000 € ;
- la prorogation d'un an de la durée du mandat liée à l'augmentation du volume des travaux et aux nouvelles études pré opérationnelles à conduire.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SAAM est donc devenue la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole – SA3M.

La phase « diagnostic » des études « urbaines » concernant la requalification de la façade du parc d'activités sur les RD 613 et 610 a été finalisée en 2016 et celles-ci se poursuivront jusqu'au 1^{er} semestre 2017. De nouvelles études seront engagées début du 2^{ème} semestre 2016 et en 2017 :

- Schéma directeur hydraulique à l'échelle du parc d'activités du Salaison ainsi que des études sur la qualité sanitaire du cours d'eau ;
- Etude de structure de l'infrastructure ferroviaire existante ainsi que du potentiel en fret ferroviaire ;
- Etude de signalétique du Parc ;
- Etude des trafics routiers ;
- Etude de faisabilité d'un parking poids lourds mutualisé.

Les travaux de voirie liés à la 1^{ère} tranche de requalification du parc d'activités du Salaison, débutés en Septembre 2013, se sont poursuivis durant l'année 2015. La réception de ces travaux a été prononcée

le 12 avril 2016. Ces travaux ont permis la requalification complète de 3,7 km de voirie représentant près de 5,3 ha. Les travaux concernant le réseau pluvial, la plate forme de voirie et les espaces verts sur la fin de la rue de la « Marbrerie » et l'impasse de la « Calade » sont programmés au 4^{ème} trimestre 2017, afin de permettre l'intégration de la requalification du réseau pluvial sur ce secteur, non prévue initialement et nécessaire au vu des dysfonctionnements constatés.

Les résultats de la première tranche de requalification du parc d'activités du Salaison sont désormais effectifs :

- Requalification complète de 3,7 km de voirie (plateforme de voirie, éclairage public, espaces verts, fibre optique, réseau pluvial, réseau d'eaux usées, réseau d'adduction en eau potable et défense incendie représentant près de 5,3 ha.
- Requalification de la plateforme de voirie de l'ancienne route de Sommières sur une distance de 700 m.
- Intensification de l'activité économique sur le parc d'activités illustrée par l'implantation de près de 40 nouvelles entreprises, représentant près de 400 emplois.
- Requalification et densification des emprises privatives par des investissements privés sur près de 17 ha illustrées notamment par la délivrance d'autorisation d'urbanisme portant sur la création de près de 25 000 m² de surface de plancher.
- Obtention le 03 avril 2015 de la certification « HQE AménagementTM démarche certifiée par Certivéa » en ce qui concerne les phases 1 à 5 du système de management d'opération de la 1^{ère} tranche de requalification du parc d'activités du « Salaison » qui est toujours la seule opération de requalification d'un parc d'activités à bénéficier de cette certification en France.

Le bilan financier prévisionnel du mandat augmente de 4 000 € T.T.C pour atteindre 8 288 000 € H.T ou 9 940 000 € T.T.C. et intègre l'avenant n°3 au mandat. Le financement du mandat reste inchangé, il est entièrement supporté par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet d'avenant n°3 au mandat d'études et de réalisation intègre :

- La prise en compte d'une rémunération complémentaire de 15 000 € H.T. du mandataire, liée à l'engagement et le suivi des études préalables au réinvestissement urbain de la façade RD 613-610 ainsi qu'au traitement de l'interface entre le parc d'activités du Salaison et les zones habitées voisines. Cette rémunération complémentaire de 15 000 € H.T. était intégrée au Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL) approuvée par délibération n°11785 en date du 25 juillet 2013, mais non intégrée aux avenants successifs.
- La prorogation de la durée du mandat jusqu'au 4^{ème} trimestre 2019 afin d'intégrer la poursuite des études de requalification de la façade sur les RD 613 et 610 et la réalisation des travaux sur la fin de la rue de la Marbrerie et l'impasse de la Calade.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouveau bilan financier prévisionnel ;
- approuver l'avenant n°3 au mandat initial ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire,

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1130968-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT PARC EUREKA - COMMUNES DE CASTELNAU-LE-LEZ ET DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION - CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil a concédé à la SERM l'opération d'aménagement du Parc Eurêka à Montpellier. La ZAC créée le 19 juin 2000, d'une superficie totale d'environ 32 hectares dont 26 hectares cessibles, est destinée à l'accueil d'activités industrielles technologiques, tertiaires, d'ingénierie et de recherche.

La mission de la SERM a également été étendue à l'acquisition, la location et l'exploitation de terrains ou d'ensembles immobiliers situés hors du périmètre de la ZAC, mais pouvant être utiles à son accompagnement économique. Dans ce cadre, la SERM a fait l'acquisition et assure l'exploitation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire situé rue avenue Philippe Lamour (ex rue de la Vieille Poste) et de l'ensemble immobilier à vocation d'ateliers et bureaux relais situé au 505, rue Louis Lépine.

Un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé le 30 juillet 2004 a étendu les missions de la SERM à un périmètre qui couvre environ 45 hectares de terrains classés en zone IV NA situés sur le territoire de Castelnau-le-Lez de part et d'autre de l'avenue Philippe Lamour (ex rue de la Vieille Poste).

La SERM réalise l'aménagement du lotissement Jean Mermoz sur 12 hectares de terrains situés dans ce secteur.

Par avenant n°10 approuvé le 30 avril 2008, la Métropole a confié à la SERM la conception, la réalisation et l'exploitation du Montpellier International Business Incubator (MIBI). Cet immeuble a été réalisé et cédé à la Métropole, qui le gère.

Par délibération n°8580 en date du 27 novembre 2008, le Conseil a approuvé le dossier de création de la ZAC Extension du parc Eurêka sur une superficie de 39 hectares sur la Commune de Castelnau-le-Lez, puis par délibérations n°10661 et 10662 du 29 février 2012, il a approuvé le programme d'équipements publics et le dossier de réalisation de cette ZAC avec une programmation uniquement tertiaire. Toutefois, après échanges approfondis avec la Ville de Castelnau-le-Lez, il est apparu nécessaire de faire évoluer cette programmation pour intégrer les activités au sein d'un quartier mixte et pouvoir financer l'enfouissement des lignes à haute tension qui grève le site.

C'est pourquoi, après évolution du Plan Local d'Urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé, par délibération du 29 octobre 2013, un dossier de création modifié de la ZAC Extension Eureka, incluant un programme mixte d'activités tertiaires, socio-médical, artisanales et de logements. Le dossier de réalisation de la ZAC a aussi été modifié par délibération du 6 février 2014, ainsi que la concession d'aménagement, afin de permettre cette mixité de programmation.

La concession vient à échéance en 2022.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de l'opération d'aménagement du Parc Eurêka et d'exploitation des ensembles immobiliers pour l'exercice 2014 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels, plans de trésorerie et comptes d'exploitation des programmes immobiliers.

Le Parc Eurêka, le lotissement Jean Mermoz et l'extension du Parc Eurêka sur Castelnau-le-Lez :

Au 31 décembre 2015, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 49 866 K€ H.T. dont 4 584 K€ H.T. en 2015, correspondant principalement à la Phase 1 de travaux de viabilisation de l'Extension Eureka, incluant la réalisation des bassins d'écroulement de la Lironde, les premières voiries pour la desserte des premiers lots et le verger. Cette phase de travaux s'achèvera à 3^{ème} trimestre 2016. Une prescription de fouilles est intervenue sur le secteur Coquilloux, sur 5000 m².

A la suite du dialogue compétitif lancé pour mettre en place des services connectés innovants à destination des usagers du quartier (suivi de consommations énergétiques, services de proximité, lien social, accompagnement des seniors en faveur du maintien à domicile, développement de services innovants grâce à l'Open Data), le candidat retenu est la société ENGIE.

Le poste acquisition a été augmenté de 724 K€ en raison du rachat du lot 7 sur le lotissement Mermoz, afin de remettre en commercialisation.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2015 s'élève à 28 820 K€ H.T. dont 969 K€ H.T. en 2015. La commercialisation continue sur un rythme constant, avec trois ventes réalisées en 2015 (Cofély sur le lot C7, Annealsys sur le lot B25, et Logitrade sur le lot 5A1).

Le bilan financier prévisionnel actualisé de ces trois opérations d'aménagement passe à 86 112K€ HT en dépenses (+1 034K€) et à 85 589K€ HT en recettes (+1 031K€) avec un déficit de 523K€.

Cette hausse du bilan prévisionnel d'aménagement en dépenses est liée essentiellement aux frais d'acquisitions du lot 7 de Mermoz mentionné ci-dessus, et aux fouilles archéologiques sur le secteur Cauquilloux. L'augmentation des recettes au bilan d'aménagement correspond à la recette prévisionnelle de revente du lot 7 sur Mermoz, prévue en 2017 et à une revalorisation des recettes de cession sur la tranche à venir sur Extension Eureka.

Le bilan prévoit le versement d'un fond de concours pour l'enfouissement des lignes électriques Haute Tension de 6 711 K€. Les échéances ont été recalées sur les années 2017, 2018, 2019 et 2022.

L'hôtel d'entreprises du Millénaire :

L'immeuble de bureaux offre 3 976 m² de surfaces utiles. Le taux d'occupation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire est à fin 2015 de 100%, en progression constante depuis 2012.

Grâce à ce taux d'occupation jamais atteint jusqu'alors, le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier s'est redressé, passant à 49 K€ en 2015. La reconversion du site prévue en 2019 reste d'actualité. Les occupants de l'immeuble sont accompagnés dans un projet de relocalisation soit dans le futur hôtel du numérique de la Mogère soit dans un programme privé ou via l'acquisition d'un foncier.

L'ensemble immobilier « Ateliers Relais du Millénaire » :

Cet ensemble immobilier de 1 161 m² utiles sur une parcelle de 3 017 m² a été acquis à la Métropole en 2003. À fin 2015, l'immeuble était occupé à 55%. Deux lots doivent être reloués en 2016. Sont prévus 19K€ de travaux en 2016 sur des lots vacants.

Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2015 est de 273 000 € H.T.

Le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé des opérations d'aménagement et des programmes immobiliers d'entreprises s'établit à 108 591 000 € H.T. La participation d'équilibre prévisionnelle du concédant est inchangée, à 3 358 000 € H.T.

Afin de soulager la trésorerie de la concession, il est proposée de mettre en place une avance de trésorerie du concédant de 2 000 000 €, remboursable en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la concession d'aménagement Parc Eureka à Montpellier et Castelnau-le-Lez, présenté par la SERM pour l'exercice 2015,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- approuver la convention d'avance de trésorerie d'un montant de 2 000 000 euros et dire que les crédits sont inscrits au chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14154

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1131507-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZAC HIPPOCRATE – COMMUNE DE MONTPELLIER – COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ – AVENANT N°1 À LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

L'opération Port Marianne-Hippocrate, réalisée sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté, a été confiée par la Ville de Montpellier à la SERM par délibération en date du 20 décembre 2000. La ZAC, créée le 29 septembre 2000, se développe sur une superficie d'environ 7,3 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de la santé, offrant une surface constructible maximale de 48 000 m², dont 24 000 m² dédiés à des établissements médicaux et para-médicaux, 22 000 m² à des activités tertiaires liées à ces établissements et à d'autres activités professionnelles d'accueil, de services, de résidences ou équipements hôteliers et enfin 2 000 m² affectés à une centrale thermo-frigorifique.

Déclarée d'intérêt communautaire, l'opération a été transférée de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole suivant des modalités financières et patrimoniales fixées par délibérations respectives en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La concession, confiée à la SERM, a fait l'objet d'un recours qui a conduit la Métropole et la SERM à signer un protocole de résolution de la concession, au terme duquel 20 737 m² de terrains partiellement aménagés ont été restitués à la Métropole.

Afin de terminer l'aménagement de ce secteur, Montpellier Méditerranée Métropole a confié par délibération du 21 avril 2011 la réalisation de l'opération à achever à la SAAM. Une avance remboursable de 600 K€ a été mise en place afin de permettre à l'aménageur de racheter au concédant les terrains déjà maîtrisés ainsi que les terrains en cours d'expropriation. Par avenant à la convention d'avance de trésorerie, signé le 08 septembre 2014, le remboursement de cette avance a été reporté en 2016. Il est prévu au 4^{ème} trimestre.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SAAM, devenue SA3M, présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2015 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2015, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette nouvelle concession, s'élève à 1 970 K€ H.T., dont 563 K€ sur l'année 2015, consistant essentiellement en travaux de voirie et honoraires techniques pour la livraison du lot E pour l'implantation de l'école ESARC et des cours FLORENT et en frais d'acquisition des derniers terrains.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2015 s'élève à 1 909 K€, dont 232 K€ en 2015 correspondant essentiellement à l'extension de l'ESARC et celle de la clinique du Millénaire (extension des urgences et des blocs opératoires).

Le total prévisionnel des dépenses et des recettes s'établit à l'équilibre à 4465 K€, en hausse de 1065 K€.

En recettes, sont prises en compte des recettes complémentaires et indemnités de dépassement de programme liées à la densification de lots déjà commercialisés (extensions de la clinique du Millénaire sur le lot K et sur les lots A, B et D1), ainsi qu'une valorisation en activités des lots I et H actuellement gelés par la présence des lignes à haute tension. En effet, ce bilan prend en compte le scénario d'enfouissement des lignes à haute tension aujourd'hui privilégié, du secteur de Eureka à celui d'Hippocrate / Parc Marianne.

En dépenses, le fonds de concours de la ZAC à cet enfouissement est revalorisé à 1378 K€ afin de financer l'enfouissement des lignes qui traversent la ZAC.

Il prend aussi en compte des études d'urbanistes complémentaires destinées à faire évoluer la programmation sur les lots restants en lien avec l'enfouissement des lignes à haute tension qui permettra d'améliorer considérablement le paysage de cette partie de la ville et de mieux valoriser les cessions foncières, mais aussi avec l'hypothèse d'une extension de cette ZAC au secteur Cavalade, avec une programmation mixte activités / logements, en cohérence avec l'évolution des grandes infrastructures (notamment le déplacement de l'autoroute A9 permettant de reconstituer une façade urbaine dont la configuration reste à définir, le long du futur boulevard urbain). Une mission vient d'être confiée à l'urbaniste Bruno Fortier. En outre, un budget complémentaire est prévu en travaux pour l'aménagement de la rue du mas de Barlet et des abords de la rue Nina Simone au droit de la ZAC.

L'avenant n°1 à la convention est proposé pour acter l'augmentation du fonds de concours de la ZAC au concédant pour le financement de l'enfouissement des lignes à hautes tensions, et la prolongation de la concession jusqu'au 31 décembre 2022 pour tenir compte de commercialisation restant à réaliser.

Il ne prévoit aucune participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Hippocrate à Montpellier, présenté par la SA3M pour l'exercice 2015,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- approuver l'avenant n°1 à la Concession d'aménagement par lequel est revalorisé le fonds de concours au concédant pour l'enfouissement des lignes à haute tension et prolongée la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2022,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1131455-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZAC ODYSSEUM EST - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La ZAC Odysseum Est a été créée par délibération n°8859 en date du 26 mai 2009. Elle a été concédée à la SAAM par délibération n°9463. La concession a été signée le 23 mai 2011.

L'opération Odysseum Est, située en entrée de ville, dans le prolongement du complexe ludico-commercial d'Odysseum, entre le boulevard Télémaque, l'avenue Pierre Mendès-France et l'autoroute A9, sur une superficie de 11,5 ha, a pour objectif d'accueillir un ensemble d'activités qui reste à définir (activités hôtelières, ludiques, commerciales et/ou tertiaires) en lien à la forte valeur ajoutée de ce site exceptionnel par sa localisation.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SAAM, devenue la SA3M, présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2015 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2015, le cumul des dépenses réalisées est de 114 K€ H.T., consistant essentiellement en études techniques et en frais de redevance d'archéologie préventive.

Une consultation a été menée pour la désignation d'un urbaniste qui sera en charge des études de développement de ce secteur mais aussi des secteurs Odysseum et Hippocrate, en lien avec l'évolution des grandes infrastructures qui desservent et impactent ce grand périmètre (déplacement de l'autoroute et transformation à terme de l'actuelle plateforme de l'autoroute A9 en boulevard urbain, prolongement de la ligne du tramway, création de franchissement vers les développements urbains Sud...). C'est l'urbaniste Bruno Fortier qui a été retenu.

L'ensemble du foncier est maîtrisé par la collectivité. Dans l'attente d'un engagement de la viabilisation et de la commercialisation, l'acquisition du foncier par le concessionnaire au concédant, prévue par la délibération n°10211 du 30 juin 2011, est reportée en 2017 afin de retarder le recours à l'emprunt. Celui-ci est prévu fin 2017, pour un montant de 1 750 K€.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit à 16 737 K € H.T., en recettes et en dépenses. Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Odysseum Est à Montpellier, présenté par la SA3M pour l'exercice 2015,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1131276-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARCS D'ACTIVITÉS MARCEL DASSAULT
1° EXTENSION - SAINT JEAN DE VÉDAS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT -
COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°11 - APPROBATION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°982 en date du 27 mars 1987, le Conseil de District a concédé à la SERM l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas, mission étendue au périmètre d'une première extension par délibération n°1858 du 15 avril 1992. Cette concession a fait par la suite l'objet de 3 avenants en date des 28 juillet 1992, 30 août 1993 et 6 septembre 1999. Suite à la loi SRU, un avenant a transformé le traité de concession en concession d'aménagement.

Les avenants n°2 et 4 approuvés respectivement le 23 juillet 2003 et le 20 mars 2006 ont étendu le périmètre de l'opération à des terrains limitrophes propriété de Montpellier Méditerranée Métropole. Sur 35 ha dont 27 ha cessibles, le Parc Marcel Dassault accueille les activités de négoce, de petites logistiques urbaines, activités industrielles et services aux entreprises.

L'avenant n°7 à la concession d'aménagement, approuvée par délibération n°8962 du Conseil le 3 juillet 2009, a prorogé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2014. Par avenant n°9 approuvé par délibération n°10317 du Conseil du 28 juillet 2011, le périmètre de la concession a été élargi à la parcelle AC52, propriété de la Montpellier Méditerranée Métropole (17 630 m2).

L'avenant n°10 à la concession approuvé par délibération du 31 juillet 2014 a eu pour objet la prorogation de la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2016.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2015 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2015, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 11 538 000 € H.T. dont 150 000 € en 2015, correspondant essentiellement à la réalisation de travaux de voirie sur le secteur ancien de la ZAC. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2015 s'élève à 11 833 000 € H.T., dont 296 000 € de recettes foncières, aucun nouveau compromis de vente n'a été signé en 2015. Il ne reste que 2 parcelles cessibles d'une surface totale de 6 819 m2, il s'agit du lot 16 et du lot n°21 (qui fait l'objet d'une option). Quelques travaux de voirie restent à réaliser.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit désormais à 12 103 000 € H.T. pour les dépenses et à 12 311 000 € pour les recettes.

La participation du concédant, déjà versée, reste inchangée à 1 441 000 € H.T.

Le bilan global de l'opération permettra donc en fin d'exercice de dégager un solde positif de 207 368 €.

L'avenant n°11 a pour objet la prorogation de la durée de la concession pour une durée de 3 années, jusqu'au 31 décembre 2019 afin de terminer la commercialisation et de réaliser les remises d'ouvrages.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 1° extension présenté par la SERM pour l'exercice 2015,
- approuver le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 1° extension présenté par la SERM pour l'exercice 2015,
- approuver l'avenant n°11 prolongeant la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2019,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14157

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAoul, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132068-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARCS D'ACTIVITÉS MARCEL DASSAULT
2° EXTENSION - SAINT JEAN DE VÉDAS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT -
COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°5 - APPROBATION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°8664 en date du 15 janvier 2009, le Conseil de Communauté a concédé à la SERM l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault 2ème extension à Saint-Jean-de-Védas. Tout comme le Parc Marcel Dassault, cette extension est destinée à accueillir les activités de négoce, de petite logistique urbaine, des activités industrielles et de services aux entreprises sur 21 hectares de foncier fortement impacté par les lignes à haute tension et par une canalisation de gaz.

La ZAC, créée le 16 novembre 2007, a connu des difficultés principalement liées dans un premier temps au tracé de l'autoroute A9, puis de la ligne LGV, mais aussi liées à la prise en compte de la sensibilité écologique du site (ZNIEFF).

Courant 2013, des études complémentaires sont apparues nécessaires afin de prendre en considération l'extension du périmètre d'étude de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP), ainsi que les investigations environnementales permettant une meilleure connaissance de la faune et de la flore protégées présentes dans le périmètre du projet d'aménagement.

Le complément d'étude d'impact et le diagnostic faune-flore établis en 2014 confirment la présence d'espèces protégées sur la zone d'étude. Au regard des enjeux environnementaux sur le périmètre de l'opération, le projet d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2° extension sera soumis à la réalisation d'un dossier de demande de dérogation auprès du Comité National de Protection de la nature (CNP). Le dossier de dérogation CNPN sera élaboré fin 2016.

Plusieurs scénarii sont à l'étude afin de prendre en compte à la fois le potentiel économique du site (notamment au regard de la qualité de sa desserte routière) et les contraintes environnementales. L'établissement du dossier de réalisation de la ZAC, conformément au scénario qui sera retenu, est donc suspendu à l'autorisation du CNPN.

La concession d'aménagement a fait l'objet de trois avenants en date du 23 juin 2010, du 19 juillet 2012 et du 31 juillet 2014.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2015 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Pour l'année 2015 : les dépenses réalisées s'élèvent à 46 000 € et correspondent essentiellement à la rémunération du concessionnaire, pas de recettes pour l'année 2015.

Le bilan financier actualisé de l'opération reste stable à 12 784 000 € H.T. en recettes et en dépenses,

Compte tenu de ces éléments le bilan prévisionnel de l'exercice 2015 est à nouveau un bilan d'attente qui sera redéfini fin 2016 ou début 2017, dès que les incertitudes seront levées (autorisation du CNPN).

Compte tenu du temps nécessaires au bon déroulement des procédures notamment environnementales, l'avenant n°5 porte sur la prolongation de la durée de la concession et prévoit l'achèvement de la mission au 31 décembre 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2° extension présenté par la SERM pour l'exercice 2015,
- approuver le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2° extension présenté par la SERM pour l'exercice 2015,

Délibération n° 14158

- approuver l'avenant n°5 prolongeant la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2024,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132069-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PROJET D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ DE LA "LAUZE EST" - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - OBJECTIFS ET MODALITÉS DE CONCERTATION - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC DE L'ÉTUDE D'IMPACT - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans la continuité du parc d'activité de la Lauze, à proximité immédiate de l'A9 et de la RD612, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé les études de faisabilité afin de réaliser un nouveau Parc d'Activités économiques qui sera réalisé sous forme de Zone d'Aménagement Concerté et dénommé ZAC de la « Lauze Est ».

Le site d'implantation, d'une superficie d'environ 35 ha est composé d'un petit secteur de 7 ha dans la continuité de la Zone Industrielle existante de la Lauze et de 28 ha à l'Est de la RD612.

En matière de développement économique, l'orientation du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) approuvé le 17 février 2006 est de favoriser l'intégration des activités économiques au sein des espaces urbains existants ou dans les projets d'aménagement d'ensemble s'inscrivant dans les secteurs d'extension urbaines délimités. Le projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) a exposé les termes d'une stratégie de localisation des développements économiques majeurs en relation avec l'offre de transport, à partir de l'application du principe « la bonne activité au bon endroit ».

L'enjeu pour le secteur Ouest de la Métropole consiste à renforcer l'offre de sites économiques en valorisant leur proximité avec les infrastructures routières, dans la limite des contraintes environnementales, spatiales et de leur bonne intégration paysagère. Le secteur de la Lauze Est fait partie du secteur à vocation économique identifié par le SCoT (« porte ouest » de la Métropole). Il prévoit une extension urbaine et la réalisation d'une transition paysagère entre cette nouvelle limite d'urbanisation et la plaine agricole à l'est.

Ainsi sur le total des 35 ha, Montpellier Méditerranée Métropole envisage de réaliser une nouvelle zone d'activités économiques dont le périmètre est délimité par :

- l'emprise du futur Contournement Ouest de Montpellier (COM) et l'autoroute A9 au nord,
- le chemin de desserte du Bois de Morin et quelques parcelles bâties situées en frange au sud,
- le parc du domaine de la Lauze à l'ouest,
- la zone inondable du ruisseau du Rieucoulon à l'est.

Il est proposé de retenir pour la réalisation de ce nouveau parc d'activité, les objectifs suivants :

- conforter le pôle d'activité économique existant à l'entrée ouest de la Métropole constitué de la zone industrielle de la Lauze, Marcel Dassault et Garosud,
- répondre à la demande d'implantation d'entreprises pour des activités productives et logistiques sur ce secteur, et permettre la création d'emplois,
- adopter une approche innovante en matière de développement durable des parcs d'activités,
- donner une lisibilité du lieu depuis les grands réseaux d'infrastructure (autoroute A9, futur Contournement Ouest de Montpellier –COM - et RD612),
- s'appuyer sur la trame de l'eau et de la végétation pour organiser les modes actifs de déplacement,
- créer une connexion sur la RD612 permettant d'assurer une desserte du secteur de la Lauze Est mais également de connecter ce nouveau parc d'activité à la zone industrielle existante à l'ouest,
- assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole.

Aussi il convient d'associer la population et les acteurs concernés à l'élaboration du projet et de définir pour cela les objectifs et modalités de concertation avec le public conformément aux dispositions

de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme. Celui-ci dispose notamment que doivent être associés, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Il est proposé d'organiser la concertation selon les modalités énumérées ci-après :

- la présente délibération sera affichée au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et en mairie de Saint-Jean –de-Védas, une réunion publique de concertation sera organisée à Saint-Jean-de-Védas afin de présenter le projet d'aménagement de la « Lauze Est »,
- un article d'information dans le journal d'information « Mmmag » de Montpellier Méditerranée Métropole.
- la mise à disposition du public à la Mairie de Saint-Jean-de-Védas et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures d'ouverture habituels, pendant toute la durée d'élaboration du projet, du dossier d'étude comprenant à minima :
 - o la présente délibération,
 - o un plan de situation,
 - o un plan prévisionnel du périmètre de l'opération,
 - o une notice explicative des objectifs et enjeux du projet,
 - o un registre destiné à recueillir les observations du public.

Ce dossier sera enrichi tout au long de la concertation avec les éléments issus de l'avancée des études.

Par ailleurs, l'étude d'impact sur l'environnement ainsi que l'avis de l'autorité environnementale sur le projet d'aménagement du site de la « Lauze Est », seront versés au dossier de concertation et feront l'objet d'une mise à disposition au public sur une période minimale de 15 jours. Conformément à l'article R.122-9 du Code de l'environnement, les modalités de mise à disposition du public, de l'étude d'impact sur l'environnement et de l'avis de l'autorité environnementale sur le projet d'aménagement de la « Lauze Est », seront portés à connaissance du public huit jours au moins avant le début de leur mise à disposition par la publication d'un avis qui précisera :

- o La date à compter de laquelle le dossier est tenu à disposition du public, et la durée pendant laquelle il peut être consulté,
- o Les lieux, jours et heures où le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet ; cet avis sera affiché en mairie de Saint-Jean-de-Védas (4 rue de la mairie à Saint-Jean-de-Védas), au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et publié dans au moins 2 journaux diffusés dans le département ainsi que sur le site Internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'issue de la concertation préalable, il sera rendu compte du bilan de celle-ci par délibération du conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs poursuivis pour la création de la Zone d'Aménagement Concerté de la "Lauze Est" sur la commune de Saint-Jean-de-Védas,
- engager la concertation selon les modalités définies ci-avant,
- approuver les modalités de mise à disposition de l'étude d'impact sur l'environnement et de l'avis de l'autorité environnementale sur le projet d'aménagement de la "Lauze Est",
- dire que les crédits sont inscrits, au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,

Délibération n° 14159

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132744-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION TYPE TRIPARTITE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, ENEDIS ET UN OPÉRATEUR DE TÉLÉCOMMUNICATIONS RELATIVE À L'USAGE DES RÉSEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ AÉRIENS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Permettre aux habitants, aux acteurs économiques et aux différents services publics installés sur le territoire l'égal accès au très haut débit constitue un enjeu majeur pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Afin de faciliter le déploiement du très haut débit sur des infrastructures en aérien, un accord-cadre national ouvre la possibilité aux opérateurs d'emprunter les supports communs existants, exploités dans le cadre de la concession de distribution d'électricité conclue avec ENEDIS (anciennement ErDF) dans le cadre d'une convention tripartite liant l'Autorité Organisatrice de la Distribution publique d'Electricité, ENEDIS et l'opérateur concerné.

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, a pour conséquence le transfert d'un certain nombre de compétences dans le cadre de l'article L5217-2 du CGCT, vers Montpellier Méditerranée Métropole. Parmi ces compétences transférées : l'établissement des permissions de voirie au titre de la police de conservation de la voirie et la gestion des traités de concession de distribution d'énergie.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole est désormais l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité sur son territoire.

La convention-type à conclure porte donc sur l'installation des équipements d'un réseau de communications électroniques et l'exploitation dudit réseau sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

La présente convention-type se substituera aux conventions conclues précédemment pour les communes de Montpellier et Castelnau-le-Lez.

Le projet de réseau de communications électroniques objet de la convention requiert la mise à disposition du réseau BT (Basse Tension) et/ou du Réseau HTA (Haute tension) et implique :

- Le distributeur, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité ;
- La Métropole, Autorité Organisatrice de la Distribution publique d'Electricité (AODE) et autorité localement compétente en matière d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques ;
- Un opérateur du réseau de communications électroniques.

Il est précisé que la convention-type pourra être conclue avec tout opérateur de communications électroniques. En effet, la Métropole définit les modalités d'un accès non discriminatoire des opérateurs aux capacités d'accueil du réseau de communications électroniques par le réseau de distribution public d'électricité ouvertes par la présente convention.

L'article L.45-9 du Code des postes et des communications électroniques (CPCE) et l'article 3 du cahier des charges de distribution publique d'électricité autorisent l'installation sur le réseau concédé d'ouvrages pour d'autres services tels que des services de communications électroniques sous réserve de la signature d'une convention entre l'opérateur chargé de l'établissement et de l'exploitation des ouvrages concernés, le distributeur et l'AODE.

La possibilité pour un opérateur d'installer des équipements de communications électroniques sur le réseau public de distribution d'électricité est cependant fonction des disponibilités techniques existantes et des contraintes d'exploitation de ce réseau. Celui-ci est et demeure affecté au service public de la distribution d'énergie électrique. En outre, il ne doit en toutes hypothèses en résulter pour le distributeur ni augmentation de ses charges financières, ni trouble dans son exploitation, notamment

dans le cas visé par l'article L.2224-35 du Code général des collectivités territoriales et dans le cas visé par l'article L.49 du CPCE.

Ainsi, au travers de cette convention-type tripartite, les parties s'engagent :

- d'une part, à garantir l'indépendance financière entre les activités d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité et les activités d'installation, puis d'exploitation du réseau de communications électroniques ;
- d'autre part, à ce que l'utilisation du réseau public de distribution d'électricité pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques n'ait pas d'impact négatif sur la qualité des prestations assurées aux utilisateurs du réseau public de distribution électrique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention-type à conclure avec Enedis et un opérateur de communications électroniques relative à l'usage des réseaux publics de distribution d'électricité aériens sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole permettant l'établissement d'un réseau de communication électronique FTTH/FTTB ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les conventions sur la base de cette convention-type.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1127801-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – MARCHÉ N°4445RI16 DE MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE BILLETTERIE AVEC CONTRÔLE D'ACCÈS POUR LES PISCINES ET L'ENSEMBLE DES ÉTABLISSEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole assure la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des établissements et des équipements culturels et sportifs. Ces établissements sont actuellement équipés de systèmes de billetterie différents, et ne sont pas connectés entre eux. Par ailleurs, plusieurs contrats de maintenance des équipements et des logiciels arrivent à échéance.

Montpellier Méditerranée Métropole a pour objectif d'équiper ou rééquiper les sites d'un système de billetterie informatisée avec contrôle d'accès pour :

- les 13 piscines métropolitaines, dont la Piscine Olympique ANTIGONE (POA) ,
- Les Musées FABRE et Henri PRADES,
- Le Planétarium Galilée.

Ces sites seront équipés d'un logiciel de gestion de la billetterie, des abonnements et des boutiques, et de l'équipement matériel associé pour la caisse, l'impression de tickets, la délivrance de cartes d'abonnements, ainsi que le contrôle d'accès. La solution choisie couvrira le logiciel, le matériel et proposera un service de vente en ligne.

Les sites seront connectés en réseau, reliés aux serveurs de Montpellier Méditerranée Métropole, et aux postes de gestion des régisseurs principaux (installés à la Direction des Sports, ou aux autres directions concernées). Le système de contrôle d'accès et de billetterie informatisée devra être d'une grande fiabilité, en particulier il devra aussi fonctionner en mode déconnecté.

La facilité d'utilisation, la richesse des fonctionnalités et des possibilités de paramétrages sont les caractéristiques prioritaires de la solution choisie.

Enfin, la maintenance logicielle et matérielle sera mise en place de la façon la plus efficiente, avec un contrat de service de support et de maintenance unique établi pour l'ensemble des sites.

Le déploiement est envisagé en plusieurs étapes : les piscines dans un premier temps, puis l'ensemble des établissements culturels et sportifs dans un deuxième temps.

Il s'agit accord cadre à un attributaire, sans minimum ni maximum, à prix mixte, avec une partie à prix global et forfaitaire et une partie à prix unitaires. Le prix global et forfaitaire concerne la mise en place du système dans les 13 piscines (hors matériels). Les matériels et la mise en place dans les autres sites se feront par application du bordereau des prix unitaires.

L'accord-cadre sera conclu pour une période de 4 ans à compter de sa notification.

Le candidat retenu par la Commission d'Appel d'offres du 27 septembre 2016 est la société OEM qui propose l'offre la plus avantageuse.

Cette solution a une couverture fonctionnelle du logiciel complète et dépasse sur certains points les attentes du cahier des charges. La gamme des matériels est également pertinente : afficheur, scanner, imprimante billets, lecteur, contrôle d'accès...

L'architecture technique de la solution distingue l'application métier et la vente en ligne, en se basant sur des web services. La connexion entre la vente en ligne et la vente sur place est en temps réel, donc pas d'écart entre la vente en ligne et la base métier. La plateforme web de vente en ligne est responsive pour s'adapter aux différents usages en mobilité. La solution est basée sur une solution ouverte, qui permet l'intégration au système d'information et au portail en particulier. La liste de web services, développés pour les services en ligne, sont fournis et utilisables pour une intégration à la plateforme e-administration de la Métropole. Le serveur de bases de données est en adéquation avec les pré-requis de Montpellier Méditerranée Métropole. Les bases sont construites de façon rigoureuse et facilement accessible. La maintenance couvre largement les horaires d'ouverture des établissements. La rapidité d'intervention et de correction sont garanties.

Le montant global estimé est de 308 086 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature du marché n°4445RI16 de mise en place d'un système de billetterie avec contrôle d'accès pour les piscines et l'ensemble des établissements culturels et sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché n°4445RI16 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132693-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 341 € par jour (estimation de 2014).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2016, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

50 ans du Centre de Recherche de Biologie Cellulaire – CRBM/CNRS/Université de Montpellier

Le CNRS de Montpellier, sous l'autorité de l'Agent comptable secondaire de la délégation Languedoc-Roussillon, Madame Christine CAZALET, organisera le 03 novembre 2016, à la délégation régionale du CNRS de Montpellier, une manifestation intitulée « 50 ans du Centre de Recherche de Biologie Cellulaire – CRBM/CNRS/Université de Montpellier ».

Cette journée de notoriété internationale organisée pour les 50 ans du CRMB permettra également d'officialiser le changement de nom de cet institut de recherche de biologie-santé, qui devient Centre de Recherche de Biologie cellulaire de Montpellier. Des conférences sont prévues par des conférenciers prestigieux provenant des Etats-Unis, d'Europe et de France. Un programme scientifique de qualité, abordant différents thèmes de la biologie cellulaire sera proposé, permettant de communiquer sur la qualité de la recherche et de promouvoir l'interaction avec de nouvelles biotechs à Montpellier. Environ 250 participants, regroupant la communauté recherche biologie-santé française, sont attendus.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Digital Health Matchmaking

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Philippe AUGÉ, organisera le 18 novembre 2016, à l'Université Montpellier Richter, une manifestation intitulée « Digital Health Matchmaking ».

Cet événement, qui sera inscrit au programme de la Digiworld Week, a pour objectif de faire rencontrer des acteurs pluridisciplinaires qui travaillent dans le domaine de la santé et qui peuvent contribuer à développer des innovations e-santé. Cette journée aura un rôle structurant entre l'activité scientifique, économique et santé. Environ 200 participants de l'ensemble du territoire, issus des laboratoires de recherches publiques, des ingénieurs, des pôles de compétitivité, des investisseurs, des entrepreneurs et startups ayant des activités de R&D dans la santé et le numérique sont attendus.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

45^{ème} Cérémonie de remise des diplômes de Polytech Montpellier

L'Université de Montpellier, sous l'autorité du Directeur de Polytech Montpellier, Monsieur Serge PRAVOSSOUDOVITCH, organisera le 19 novembre 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 45^{ème} Cérémonie de remise des diplômes de Polytech Montpellier ».

Cette manifestation, événement majeur de l'école Polytechnique Universitaire de Montpellier et de sa Région, doit réunir étudiants, partenaires pédagogiques, scientifiques et économiques afin de célébrer la promotion d'ingénieurs, qui après trois années passées à Montpellier, vont devenir les ambassadeurs

permanents de Montpellier à travers le monde. Cette cérémonie va rassembler entre 1 000 à 1 200 personnes.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

**Conférence scientifique internationale – ACSD 2016 Filières agricoles et développement durable
« Entre dynamiques locales et globales »**

Le CIRAD de Montpellier (DGD-RS), sous l'autorité du Directeur général délégué à la Recherche et à la Stratégie du CIRAD, Monsieur Patrick CARON, organisera du 14 au 16 décembre 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Conférence scientifique internationale – ACSD 2016 Filières agricoles et développement durable – Entre dynamiques locales et globales ».

Cet événement international va mobiliser les acteurs de la recherche dans le domaine de l'agriculture et de la forêt et répondre aux nouveaux défis liés au développement durable, avec acquisition, partage et diffusion de connaissances nouvelles. Les analyses et débats porteront en particulier sur les nouveaux partenariats et investissements public-privé dans les filières et sur les différents types d'alliances multi-acteurs pour un développement durable. Entre 150 et 250 participants scientifiques, experts et conférenciers venant du monde entier sont attendus.

Une subvention de 2 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2016, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. R. CALVAT, M. M. LEVITA, Mme C. MARION.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132513-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION
RUSSIE - CHANGEMENT DE DATE - DU 4 DÉCEMBRE AU 9 DÉCEMBRE 2016**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Il convient d'apporter les précisions suivantes à la délibération initiale Développement International - Mission Russie - 13 au 17 septembre 2016 - Renouvellement des accords - Autorisation de signature - Approbation : Délibération du 21 juillet 2016 n°13997

- Changement de dates. Les nouvelles dates sont : du 4 au 9 décembre 2016, ces dates permettant d'effectuer la mission Russie dans le prolongement de la mission Finlande du 29 novembre au 4 décembre 2016.

Tous les autres points de la délibération initiale restent inchangés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les changements de dates de la mission d'affaires Russie, initialement prévue du 13 septembre au 17 septembre 2016, aux nouvelles dates du 4 au 9 décembre 2016.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 03/11/2016
Déposé En Préfecture
Le : 03/11/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161025-lmc1132754-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION FINLANDE - DU 29 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE 2016 - PARTICIPATION AU CONGRÈS SLUSH - MISSION EXPLORATOIRE - AUTORISATION DE LA MISSION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre de sa stratégie d'internationalisation, dont les objectifs sont d'une part de renforcer le positionnement international et l'attractivité de Montpellier Méditerranée Métropole et de faciliter l'implantation réciproque des entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole a identifié des pays cibles parmi lesquels la Finlande.

Cette destination qui est dans la zone Schengen, compléterait l'offre que la Métropole propose aux entreprises afin de se développer à l'international.

Au-delà de pouvoir ouvrir une offre de développement sur la zone Europe du nord / Scandinavie, la Finlande de par son histoire et sa tradition de commerce est aussi une très bonne porte d'entrée sur la Russie.

L'objectif de la mission est triple :

- Tourisme : tester la possibilité de créer des offres touristiques à destination des finlandais, plus généralement des touristes scandinaves, dans le sillon de l'accueil qui leur a été réservé à l'occasion de l'Euro de basket.
- Innovation : mieux cerner les potentialités d'échanges économiques avec ce pays et notamment avec les principaux acteurs de l'écosystème d'Helsinki et du grand Helsinki. A ce titre des visites d'incubateurs et de parcs technologiques sont programmés.
- French Tech : participation au salon SLUSH, qui est le grand événement finlandais du secteur Digital ainsi que des technologies de l'information.

Helsinki compte 8 grands établissements d'enseignement supérieur, totalisant 50 000 étudiants pour une population de près de 600 000 habitants. C'est le centre économique de la Finlande. C'est une destination de choix pour l'implantation de sièges de grandes entreprises finlandaises et internationales. Y sont implantées 3 grandes universités dont celle des technologies ainsi qu'un techno-centre spécialisé dans les NTIC.

La délégation proposée d'un(e) élu(e) et un(e) technicien(e) sera accompagnée par au maximum 3 entreprises.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, mise en place de rendez-vous B to B, inscriptions aux congrès, etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 14 000 € TTC. Ce coût se répartit comme suit :

Environ 2 700 € TTC par participant soit 8 100 € TTC pour l'ensemble des 3 entreprises et acteurs du développement économique, pris en charge financièrement. Une participation financière forfaitaire sera demandée, à hauteur de 300 € TTC par entreprise.

Le reste du montant prévisionnel soit environ 5 900 € TTC est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : stands, transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B, inscriptions au congrès... ainsi qu'aux frais de déplacement des élus et techniciens de Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge financière par la Métropole des coûts des prestations (principalement transport, restauration, frais de visas...) utilisées par les entreprises participantes à la mission peut s'effectuer de deux façons : achat par la Métropole des prestations, remboursement à vue de facture acquittée après le début de la mission (dans ce cas l'achat directement de la prestation par l'entreprise est soumis à l'accord préalable des services de la Métropole).

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires en Finlande du 29 novembre au 4 décembre 2016,
- approuver la participation maximale de 3 entreprises et acteurs du développement économique,
- approuver le tarif applicable aux entreprises et aux acteurs du développement économique,
- approuver la participation d'un (e) élu (e) et d'un (e) technicien (ne) à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 14 000 €,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132755-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE SAINT-BRÈS - PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE À L'URBANISATION DU SECTEUR D'ENTRÉE DE VILLE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la Métropole exerce la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU). La charte de gouvernance du PLU, approuvée par les 31 communes et la Métropole, a permis d'affirmer la répartition des compétences entre la Métropole et les communes. Ainsi, ces dernières restent compétentes sur leur projet urbain et la Métropole est compétente en matière de PLU, en collaboration avec les communes.

Dans ce contexte, la Commune de Saint-Brès souhaite poursuivre la réalisation de son projet urbain à travers des projets d'aménagement liés tant au développement et qu'au renouvellement urbains. A son échelle, la Commune partage pleinement la stratégie métropolitaine de conciliation de l'attractivité démographique et économique avec la préservation – valorisation de ses espaces naturels et agricoles.

Dans ce cadre, la Commune de Saint-Brès a initié dès 2006 un projet de développement à long terme de son territoire. La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cantausse, située à l'Est de la zone urbanisée, en continuité des tissus urbains existants, a pour objectif de promouvoir une diversité des fonctions et des formes urbaines ainsi qu'une mixité sociale comme alternative des extensions pavillonnaires traditionnelles. Dans un périmètre de 25 hectares, 750 logements, dont 25 % de logements locatifs sociaux, répartis en petits collectifs, maisons individuelles et opérations intermédiaires sont ainsi programmés.

En complément du volet habitat, le projet prévoit l'accueil d'activités artisanales et commerciales, au sein d'une zone d'activités économiques, et la création d'équipements publics.

Ce projet s'inscrit pleinement dans les directives du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006, en termes de développement urbain et de protection de l'environnement grâce à une maîtrise de l'urbanisation, et du Programme Local de l'Habitat (PLH) quant à la production de logements.

A l'occasion du démarrage des travaux de la 2^{ème} tranche de l'opération, la Commune souhaite aménager la nouvelle entrée de ville Est sur la RN 113 et ainsi répondre à un des enjeux paysager du projet d'urbanisation qui consiste à créer à la fois une entrée de quartier et une entrée de ville au travers d'une opération de qualité. Pour ce faire, la Commune entend renforcer le pôle à vocation économique de la ZAC avec la requalification de l'îlot situé au niveau du croisement entre la Route Départementale 106 et la Route Nationale 113.

Ce secteur, compris dans le périmètre de la ZAC et actuellement classé en zone AU0 du PLU de la Commune, approuvé le 27 septembre 2012, ne peut être ouvert à l'urbanisation qu'à la faveur d'un projet d'aménagement d'ensemble et de la réalisation des équipements nécessaires, à savoir un carrefour sécurisé à la jonction de la RD 106 et la RN 113.

Le carrefour giratoire ayant été mis en service courant 2016, une évolution du PLU est nécessaire pour permettre la mise en œuvre opérationnelle de ce projet de renforcement du pôle à vocation économique de la ZAC Cantausse dès 2017.

L'ouverture à l'urbanisation de cette zone AU0 se justifie car la constructibilité dans le tissu urbain diffus est limitée quantitativement et ne permet pas de réunir les conditions suffisantes pour accueillir un projet à vocation économique nécessitant un terrain d'une superficie d'environ 3000 m². En effet,

les tènements fonciers sont hétérogènes et la temporalité de mise en œuvre d'un tel projet reste aléatoire. Les études menées actuellement par la Métropole, en collaboration avec la Commune, afin d'étudier les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ont permis de confirmer cette analyse territoriale. De plus, les besoins en renforcement, ou extensions, des réseaux et voiries existants restent à définir dans le cadre d'études techniques. La faisabilité opérationnelle d'un projet dans le tissu urbain constitué n'est donc pas possible à court terme. Par ailleurs, certains sites comme le centre-ville ou le tissu pavillonnaire, majoritairement présent sur le territoire communal, ne se prêtent pas à l'installation d'un projet économique de cette ampleur.

Dans ces conditions, cette ouverture à l'urbanisation de la zone AU0 située à l'entrée Est de la Commune de Saint-Brès, en continuité de la ZAC Cantausse, est pleinement justifiée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- considérer que l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU0 située à l'entrée Est de la Commune de Saint-Brès, en continuité de la ZAC Cantausse, est justifiée conformément à l'article L 153-38 du Code de l'urbanisme,
- prendre acte de la décision d'engager une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Brès par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 03/11/2016
Déposé En Préfecture
Le : 03/11/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161025-lmc1132692-
DE-1-I

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°4 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - COMMUNE
DE PÉROLS - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêtés n°A2016-264 et n°A2016-267 en date des 16 juin 2016 et 23 juin 2016, M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée N°4 du PLU de la commune de Pérols afin :

- d'ajuster, dans le cadre de la mise en œuvre de la 2ème tranche de la ZAC Ode Acte 1, les surfaces de plancher constructibles dans les sous-secteurs UI2 et 1AUI2 du Plan local d'urbanisme de la Commune de Pérols, et leur répartition entre les deux sous-secteurs ;
- de corriger une erreur matérielle intervenue à l'occasion de la récente modification N°5 du PLU concernant les hauteurs maximales de clôtures ;
- de supprimer l'emplacement réservé n°10, au bénéfice de la Métropole, qui prévoyait l'élargissement de l'avenue Bir Hakeim et pour lequel l'inscription au PLU n'a plus lieu d'être, du fait du report de cet élargissement sur le côté opposé de l'avenue (projet Ode Acte 2) ;
- de procéder à des adaptations mineures graphiques et réglementaires.

Conformément à l'article L 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du dossier au public ont été précisées par délibération du Conseil de Métropole n°13899 en date du 30 juin 2016 et portées à la connaissance plus de 8 jours avant le début de la mise à disposition, par publication dans deux journaux diffusés dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de la Métropole, par affichage en mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Par délibération n°2016/07/07/5 en date du 07 juillet 2016, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de la Commune de Pérols a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée N°4, préalablement à sa notification par Montpellier Métropole Méditerranée aux Personnes Publiques Associées.

Dans ce cadre, aucun avis n'a été produit par les Personnes Publiques Associées.

Par ailleurs, il convient de constater qu'aucune observation n'a été consignée dans le registre destiné à recevoir les observations, suggestions et remarques du public et mis à la disposition du public en mairie de Pérols du 14 septembre 2016 au 14 octobre 2016 inclus. On notera qu'une lettre d'observations de l'« Association Préservons l'environnement Montpelliérain » a été reçue en Mairie de Pérols hors délai de mise à disposition du public, le 17 octobre 2016.

Plus spécifiquement, et conformément aux dispositions de l'article L153-39 du Code de l'urbanisme, il convient de noter que le Conseil Municipal a, par délibération n°2016/09/27/12 en date du 27 septembre 2016, émis un avis favorable sur la modification des règles d'urbanisme applicables à l'intérieur du périmètre de la ZAC communale (ZAC Saint Vincent).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée N°4 du PLU de la commune de Pérols
- approuver le projet de modification simplifiée N°4 du PLU de la commune de Pérols tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14140

Certifié Exécutoire
Publié le : 16/11/16
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es) :

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es) :

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL NG PROMOTION - AVENUE DE L'AGAU - COMMUNE DE LATTES - CONVENTION DE REVERSEMENT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini aux articles L332-11-3 et L332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R332-25-1 à R332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

La Société NB PROMOTION est propriétaire sur le territoire de la Commune de Lattes, avenue de Maguelone, de la parcelle cadastrée CZ0053 d'une superficie de 2 559 m² sur laquelle elle envisage de réaliser une opération de construction de 34 logements avec une surface de plancher de 2 176 m². 10 logements sont destinés à du logement locatif social. Cette opération est enregistrée sous le permis de construire n°034 129 16M 0037 déposé en Mairie en date du 20 juillet 2016.

Il apparaît que l'opération, objet du permis de construire, rend nécessaire un certain nombre d'équipements publics qui consistent, d'une part en la réalisation d'aménagement de voirie et réseaux, et d'autre part, en la réalisation des équipements collectifs.

- Voiries et réseaux :

- restructuration des voiries,
- renforcement du réseau ERDF.

- Equipements Collectifs de superstructure :

- participation à la création d'une nouvelle crèche communale,
- participation à la création de nouvelles salles d'activités,
- participation à la création du centre de loisirs,
- participation à la création d'équipements sportifs.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît nécessaire d'instaurer un Projet Urbain Partenarial (PUP) dont le périmètre sera constitué par la parcelle CZ0053. Les équipements qui seront mis à la charge du constructeur dans le cadre de cette convention de PUP, sont constitués de :

- Voiries et réseaux :

- 19 600 € estimés par ERDF pour le renforcement du réseau électrique ;
- 50 000 € pour la restructuration des voiries,

Total : 69 600 €

- Equipements Collectifs de superstructures :

La population amenée par l'opération projetée est évaluée à 75 habitants dont environ 11 enfants. L'apport de population représente 0.47% de la population de Lattes (16 000 habitants). Aussi, il est mis à la charge de la société :

- 2,75 places de crèches dans la nouvelle structure créée dont le montant de l'opération est évalué à 3 200 000 € pour 76 places soit environ 42 000 € la place : soit 115 500 €,
- 0,47 % de la création des nouvelles salles d'activités d'un montant de 1 680 000 € soit 7 896 €,
- 0,47 % de la création du centre de loisirs d'un montant de 2 000 000 € soit 9 400 €,
- 0,47 % de la création d'équipements sportifs d'un montant de 2 400 000 € soit 11 280 €.

Total : 144 076 €

En conséquence, la participation financière totale mise à la charge de la société pour la réalisation d'équipements publics rendus nécessaires par l'opération s'élève à la somme de 213 676 €.

À travers une convention de PUP, NG PROMOTION, s'engage donc à verser à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 213 676 €. Une partie correspond à la participation à une fraction de la réalisation d'équipements collectifs de superstructures relevant de la compétence communale, tels qu'énumérés ci avant. Il convient donc d'établir une convention de reversement des produits issus de la convention de PUP à la Commune de Lattes pour les équipements relevant de sa compétence. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à reverser à la Commune de Lattes, la somme de 144 076 €.

En contrepartie, la part intercommunale de la taxe d'aménagement sera exonérée durant 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de projet urbain partenarial telle qu'énoncée ci dessus et conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial entre la société NG PROMOTION et Montpellier Méditerranée Métropole et notamment le montant de la participation de la société NG PROMOTION, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- approuver le projet de convention de reversement des produits du Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Lattes pour les équipements relevant de sa compétence ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132655-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ACTION FONCIÈRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – COMMUNE DE MONTPELLIER - SECTEUR SUD ZÉNITH - CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIÈRE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le secteur dénommé « Zénith Sud » sur la commune de Montpellier, a une place stratégique en terme de situation géographique, à proximité de l'échangeur A9 / RD66, situé à l'entrée est de la ville de Montpellier. Il s'étend le long de la façade de l'avenue Pierre Mendès-France.

Il est inscrit dans une zone d'extension urbaine du SCoT, identifiée comme site à haute valeur paysagère. Il est classé au Plan Local d'Urbanisme, en zone à urbaniser à vocation économique et en zonage agricole pour la partie la plus à l'Ouest. Il est inclus dans la zone C du Plan d'Exposition au Bruit, n'autorisant que les constructions à usage d'activité.

Tous ces éléments concourent à anticiper l'évolution, à long terme, de ce secteur. Il permettra un développement de l'offre économique sur le territoire, compte tenu de sa visibilité et de son attractivité à proximité d'un échangeur autoroutier.

La Métropole a déjà réalisé quelques acquisitions sur ce secteur, il convient donc de poursuivre la constitution de réserves foncières engagée sur l'ensemble de ce périmètre.

Pour mener à bien ces acquisitions, il est proposé de signer une convention d'anticipation foncière sur ce périmètre avec l'EPF-LR, d'une durée de 5 ans pour un montant total de 5 000 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'anticipation foncière entre la Métropole et l'Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1133064-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ECOCITÉ
- COMMUNES DE LATTES ET DE PÉROLS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT
ODE À LA MER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - SOCIÉTÉ
D'AMÉNAGEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE (SA3M) -
AVENANT N°3 À LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - AVENANT N°3 À LA
CONCESSION D'AVANCE DE TRÉSORERIE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a défini, au travers de son schéma de cohérence territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt métropolitaine et dénommée avenue George Frêche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « Ode à la Mer » sur les communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

En outre ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il fait l'objet d'une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Montpellier Méditerranée Métropole en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie. La Métropole a décidé, par délibération du conseil n°10387 en date du 29 septembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme.

Montpellier Méditerranée Métropole a également décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue en mai 2016 Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2015 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Il est rappelé que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Les objectifs de la collectivité pour cette opération d'aménagement sont :

- Le renouvellement du tissu économique existant,
- La recomposition des équipements commerciaux,
- L'introduction de logements (mixité autour des stations de Tram),
- La modernisation et/ou création d'équipements publics.

Le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m² de Surface de Plancher nouvelles répartis comme suit :

- 570.000 m² de Surface Plancher de logements (6 000 à 8 000 logements),
- 75 000 m² de Surface Plancher de bureaux et activités,
- 100 000 m² de Surface Plancher de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%),
- 45 000 m² de Surface Plancher d'équipements publics.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Le cadre opérationnel de renouvellement urbain d'ensemble de ce territoire est opéré selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement successives par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de ZAC, PUP, ou secteurs à taxe d'aménagement majorée, ...).

Etat d'avancement de l'opération d'aménagement d'ensemble

L'activité de l'opération en 2015 s'est caractérisée par la poursuite des procédures réglementaires (ZAC, PLU, PUP), les acquisitions foncières stratégiques, la mise à jour du plan-guide d'ensemble, les études d'urbanisme sur trois secteurs désormais en phase opérationnelle, et les études techniques niveau AVP de équipements publics primaires d'ensemble. Cela a conduit à mettre à jour tous les chiffrages travaux à l'échelle de l'ensemble du projet sur la base des nouveaux plans et descriptifs établis par la Maîtrise d'œuvre urbaine.

Ode Acte 1 :

Cette ZAC comprend un nouvel îlot mixte d'environ 35.000 m² SDP de tertiaire (dont 10.000 m² livrés) et 85.000 m² SDP de commerces (c'est-à-dire environ 60.000 m² de surface de vente), à développer par un opérateur, composés essentiellement de grandes et moyennes surfaces spécialisées, majoritairement déjà présentes sur le site et issues des secteurs du Fenouillet / Solis / Bir Hakeim (lesquels sont destinés à être recomposés en quartiers à dominante résidentielle).

Ce programme permet ainsi d'enclencher le processus de mutation et de renouvellement urbain, en accueillant massivement le transfert d'enseignes situées le long de la route de la mer, et en libérant certains secteurs en mutation d'ODE Acte 2.

La société IF ECOPOPLE filiale de FREY S.A., opérateur spécialisé dans les espaces commerciaux de restructuration d'entrées de ville, a été désignée sur la base d'une offre complète comprenant un projet architectural destiné à conforter le pôle tertiaire existant du Parc d'Activités de l'Aéroport, et apporter une réponse au transfert des enseignes existantes du secteur de la Route de la Mer, souhaitant moderniser leur outils de travail, au sein d'un îlot tertiaire et commercial novateur et structuré, en liaison avec son environnement.

Le compromis de vente du terrain a été signé le 15 décembre 2014, et le dossier de demande d'autorisation d'aménagement commercial déposé le 22 décembre 2014 auprès de la CDAC Commission Départementale d'Équipement Commercial de l'Hérault. Les 61.521 m² de vente du projet ont été autorisés par la CDAC le 5 février 2015, puis réitérés par la CNAC Commission Nationale d'Équipement Commercial le 16 juillet 2015, qui a rejeté et/ou retenu irrecevables les recours déposés auprès de la CNAC. De la même manière, il est à noter les rejets desdits recours par la Cour Administrative d'Appel en date du 07/07/2016.

Un minimum de 70% desdites surfaces de vente est réservé au transfert des enseignes transférées depuis les secteurs situés à l'intérieur du périmètre de la concession d'aménagement et/ou un environnement proche contiguë à ce périmètre.

Ode Acte 2 :

La ZAC créée fin 2013 permet de poursuivre le renouvellement urbain (secteurs Delta / Fenouillet Nord / Solis), et d'envisager la rénovation commerciale des hypermarchés et de leurs galeries en introduisant des logements/services en superposition des commerces. Elle permet d'accompagner ce renouvellement par des projets résidentiels sur les terrains acquis sur les secteurs du Mas de Couran et de l'Estagnol).

Elle s'étend sur un périmètre d'environ 111 ha, pour une constructibilité totale de 640.000 m²

En 2015, l'aménageur a poursuivi la préparation des procédures administratives nécessaires à l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC (rédaction du dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau en vue d'un dépôt courant 2016, étude de sécurité ESSP, programme des équipements publics et financement) qui seront soumis à l'approbation des collectivités et des services de l'Etat aux 3ème et 4ème trimestres 2016.

Afin de permettre aux communes de Lattes et Pérols de remplir à court terme leurs obligations de développement d'habitat et de mixité sociale au titre du Plan Local d'Habitat, des actions ont été mises en œuvre, comme la désignation d'équipes architectes en chefs sur les secteurs Hauts de Lattes et Fenouillet Bir Hakeim, la modification des PLU des deux communes, la désignation des opérateurs pour des programmes de logements sociaux,

Zone en diffus hors ZAC :

Parallèlement, la SA3M conduit le développement sur les secteurs urbanisés mixtes non intégrés en ZAC, dans le cadre de procédures d'urbanisme appropriées (secteurs à TA majorée et PUP ...) afin d'accueillir des projets privés spontanés en cas de mutation foncière (ex. secteur entre Boirargues et l'avenue Georges Frêche). Une opération a été livrée en 2015 : siège social d'ASICS France, et 37 logements.

Du point de vue des mouvements financiers effectués sur la période précédente, on note fin 2015 que l'opération enregistre un cumul de 47,2 M€ de charges, très légèrement inférieur aux précédentes prévisions, financées par 5 M€ de cessions et loyers, 9,4 M€ de participations du concédant, 10 M€ d'avance de trésorerie, 10 M€ d'emprunts, et 0,3 M€ de dépôts de garantie, conduisant à un découvert temporaire de trésorerie d'environ 12,5 M€ pallié par un compte opération individualisée dans l'attente du déblocage des fonds début 2016 relatif à une autorisation d'emprunt de 15 M€ accordée fin 2015 dans le cadre d'un prêt GAIA de la Caisse des dépôts et consignations.

En ce qui concerne les dépenses engagées des faits marquants sont à noter.

La SA3M a achevé l'acquisition amiable de la totalité du site du Phare (ZAC ODE Acte 1) dans le cadre de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique n°214 I 362 en date du 6 mars 2014,

Ces acquisitions sont objet du rapport spécial annexé à la présente délibération. Cette ZAC est désormais opérationnelle, et permet de réaliser le programme envisagé.

Elle a par ailleurs préempté 4 parcelles sur l'avenue Bir-Hakheim cédées par le groupe Immochan (ZAC ODE Acte 2), en vue du renouvellement des terrains situés entre les quartiers pavillonnaires de Pérols et l'hypermarché Auchan.

Elle a acquis à Lattes 104.000 m² de fonciers (Marais de l'Estagnol), classés en zone N, nécessaires à des ouvrages hydrauliques (ZAC ODE Acte 2).

Enfin, la SA3M a procédé fin 2015 à l'acquisition auprès de la SCA Domaine St Jean de Pailletrice de 13 locaux commerciaux en pleine propriété de la majeure partie du secteur hors zone inondable du Fenouillet Nord et la nue-propriété de 9 locaux commerciaux en zone inondable du Fenouillet Sud. Les loyers seront perçus jusqu'au transfert effectif des enseignes vers Ecopole.

Un soutien marketing est assuré auprès de l'association des commerçants pour maintenir la commercialité générale du secteur de la Route de la Mer pendant la phase transitoire.

En matière de cession, un compromis de vente a été signé en 2015 avec la SCCV COROLLYS (CREATIMMO) pour 5.300 m² SDP pour un programme de bureaux situé sur le dernier lot de la 1^{ère} tranche de la ZAC ODE Acte 1.

Un compromis de vente et une convention d'association avec les constructeurs sont en préparation en 2016 sur la ZAC ODE Acte 2 :

- Compromis de vente Résidence Jeunes Actifs – Nord Fenouillet (Pérols) – constructeur : ACM HABITAT, gestionnaire : HABITAT JEUNES, pour environ 110 unités.
- Convention d'association Résidence Etudiants – Nord Fenouillet (Pérols) - constructeur M&A Promotion en association avec Les Villages d'Or, pour environ 330 unités.

Quelques travaux de viabilisation ont été effectués en 2015 autour du bâtiment Le liner dans la ZAC ode Acte 1.

Les études d'urbanisme ont été approfondies sur le secteur des Hauts-de-Lattes (Lattes), et sur les secteurs du Fenouillet Nord et de Bir-Hakheim (Pérols). Sur ces bases de nouveaux chiffrages des travaux de VRD secondaires, propres à chacun de ces quartiers opérationnels, ont été effectués.

Il a été procédé à une affectation lot par lot de la programmation des constructions à développer et lots à céder aux constructeurs (estimation des recettes), sur la base de découpages par lot correspondant aux nouveaux plans de masse opérationnels.

Un état approfondi des dépenses et recettes prévisionnelles a été effectué en 2015, à l'échelle de l'opération d'ensemble, des secteurs opérationnels (Ode Acte 1, Fenouillet, et Hauts-de-Lattes) des secteurs non encore opérationnels (Estanel, Solis)

Parallèlement, une réflexion s'est engagée autour du projet de Pôle Autonomie Santé de Lattes (PAS), porté par la commune de Lattes, structuré autour de la notion d'autonomie et que Montpellier Méditerranée Métropole soutient. Il s'agit d'un service public dédié aux aides techniques et technologiques en faveur du maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie qui s'adresse à la fois aux particuliers et aux professionnels de santé et du maintien à domicile. L'ETAPE est composée d'une équipe pluridisciplinaire (ergothérapeutes, chargés de mission, administratifs) mais également d'un showroom, un appartement témoin présentant les différentes solutions techniques existantes sur le marché et une salle de formation (pour les professionnels et les aidants).

L'ETAPE est le premier volet d'un programme plus ambitieux visant à créer les conditions de développement d'un Pôle d'excellence "Autonomie en Santé". L'objectif de ce projet est d'attirer, en les regroupant sur l'opération d'aménagement d'ensemble Ode à la Mer, un espace réservé à un ensemble cohérent d'acteurs de la filière, alliant des laboratoires de R&D à des incubateurs d'entreprises industrielles et de services, un centre de formation dédié à l'autonomie et au "vieillir en bonne santé", un quartier résidentiel d'expérimentation et d'évaluation de solutions innovantes (bâtiment, urbanisme, services, solidarité intergénérationnelle, ...), une zone de distribution commerciale, etc...

Sur ces bases une nouvelle prévision a été effectuée pour l'opération d'ensemble. Dans ce cadre l'augmentation des recettes de 195,70 M Euros HT à 233,01 M Euros HT provient principalement de nouvelles recettes correspondant à l'intégration au bilan du projet de Pôle Autonomie Santé (au sein du nouveau quartier des Hauts-de-Lattes), de nouvelles recettes locatives provenant d'une durée de détention plus longue des locaux commerciaux acquis fin 2015, de l'ajustement du montant prévisionnel des cessions des charges foncières de logements libres (valeurs de marché comparables, et nouveaux lots à bâtir), des provisions pour risque de commercialisation.

Cette nouvelle définition des recettes prévisionnelles provient également de l'ajustement du montant prévisionnel des participations des constructeurs aux futurs équipements publics de la concession Ode à la Mer et aux références de marché d'opérations voisines, et programme des équipements publics de la ZAC ODE acte 2 à approuver en 2016, provisions pour aléas de programmation comprises.

L'enveloppe des dépenses a été adaptée dans les mêmes proportions, sans modifier pour autant la participation à l'équilibre de la Métropole. Les dépenses complémentaires correspondent principalement : à la construction du « Pôle Autonomie Santé » (partie publiques et privées) qui a été ajoutée au programme du quartier des Hauts-de-Lattes, en dépenses travaux VRD et honoraires techniques liés aux nouvelles évaluations établies sur la base de programmes et descriptifs de travaux affinés. Compte tenu de la nature de cette opération de réinvestissement urbain développée sur un parcellaire occupé, s'y ajoute une provision pour travaux concernant l'imprévisibilité des évolutions programmatique de l'opération d'ensemble à maîtrise foncière partielle, destinés à être ajustés chaque année par la collectivité et son concessionnaire.

Le nouveau bilan prévisionnel proposé pour cette opération de réinvestissement urbain complexe et innovante est donc porté à un budget total de 233 M€, sans évolution majeure du montant des participations financières publiques des collectivités.

La participation financière d'équilibre de la Métropole est maintenue à 32,42 M€.

Une nouvelle participation au développement économique spécifiquement affectée à la construction de la partie publique du Pôle Autonomie Santé sera versée néanmoins par la Métropole à hauteur de 1 M€. De même, une nouvelle subvention de l'Etat et de la Région Occitanie à la construction de la partie publique du Pôle Autonomie santé est prise en compte à hauteur et de 1,53 M€, dans le cadre du contrat de plan Etat/Région (CPER) signé en 2016 par la Métropole. Ces évolutions font l'objet d'un avenant n°3 à la concession d'aménagement.

L'avance de trésorerie de 10 M€ déjà versée par la Métropole est maintenue, dont 2 M€ seront remboursés en 2020 (au lieu de fin 2016) du fait du décalage probable de certaines recettes, d'ores et déjà provisionnés dans le bilan. Cette disposition fait l'objet d'un avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement Route de la Mer Ode à la Mer, présenté par la SA3M pour l'exercice 2015 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement Route de la Mer, présenté par la SA3M pour l'exercice 2015 ;
- approuver le rapport spécial sur les prérogatives de puissance publique concernant les acquisitions réalisées par la SA3M en 2015, ainsi que les cessions ;

Délibération n° 14143

- approuver l'avenant n°3 à la concession d'aménagement ;
- approuver l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132642-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SECTEUR DE LA MOGÈRE - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT DE LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°4 - CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - AVENANT N°3 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le site de la Mogère, localisé sur les communes de Montpellier et de Lattes, est traversé par les deux grandes infrastructures « jumelées » que sont l'autoroute A9 déplacée et le contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM), dont la réalisation est en cours pour une livraison prévue fin 2017.

Il constitue aussi et surtout le site d'accueil de la future gare nouvelle - Pôle d'Echange Multimodal (PEM) - pour laquelle SNCF-R (SNCF-Réseau, anciennement RFF), a signé un contrat de partenariat le 4 février 2015 avec le groupement formé par ICADE, pour assurer sa conception, sa construction en vue de sa livraison fin 2017, son entretien, sa maintenance et son financement.

De ce fait, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a identifié ce territoire comme un site stratégique en terme d'aménagement du territoire. A ce titre, son aménagement relève de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a contracté, par délibération du 24 septembre 2013, une concession d'aménagement avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) – devenue SA3M- et créé une ZAC sur 60ha, notamment pour assurer l'aménagement, la desserte et la viabilité du Pôle d'Echanges Multimodal à échéance de sa livraison. Par délibération du 6 février 2014, la Métropole a décidé de confier à la SAAM la réalisation et le portage, dans le cadre de cette opération d'aménagement, de la réalisation d'un hôtel d'entreprise, fer de lance de la filière numérique et de la démarche French Tech, objet d'un avenant n°1 à la concession. Par délibération du 31 juillet 2014 approuvant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement du secteur Mogère, compte tenu du décalage dans le temps de la livraison de la gare de Nîmes-Manduel-Redessan dont dépend la fréquentation de la gare nouvelle de Montpellier, il a été décidé de :

- limiter, dans un premier temps, les travaux à la desserte et viabilités de la gare, en phase avec son échéance de livraison prévue dès 2017 ;
- s'assurer de la réalisation des mesures conservatoires sans lesquelles les aménagements ultérieurs seraient beaucoup plus onéreux pour la Métropole, notamment s'il fallait les réaliser après la mise en service des deux infrastructures ;
- redéfinir le projet d'aménagement du secteur de la Mogère.

Par délibération du 30/09/2015 ont également été actés l'intégration des projets de travaux liés à la géothermie d'une part et à l'implantation du groupe Septeo d'autre part.

Depuis :

- pour redéfinir le projet d'aménagement, une consultation sous forme de dialogue compétitif a été menée au terme de laquelle la commission d'appel d'offre de la SA3M a désigné le groupement XDGA comme titulaire d'un accord cadre pour réaliser les études urbaines et paysagères ;
- le site de la Mogère est confirmé comme le futur quartier dédié à l'innovation dans un environnement mixte, à la fois quartier d'affaires, résidentiel et de loisirs ; il accueillera notamment l'écosystème French Tech et son bâtiment TOTEM de l'innovation, élément emblématique de ce nouveau quartier qui alliera l'animation urbaine au « dialogue » de la ville avec le paysage naturel et patrimonial environnant ;
- malgré les demandes formulées par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat à SNCF-Réseau, pour avancer dans le temps la livraison de la gare nouvelle de Nîmes-Manduel-Redessan, les incertitudes demeurent quant à la période de mise en service de cette gare et de la halte TER qui lui est liée, dont dépend la montée en puissance de la fréquentation du PEM de la Mogère.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire, présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2015, l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie. En matière d'études, l'année 2015 et le début de l'année 2016 ont été consacrées à :

- faire aboutir les missions et procédures permettant d'engager les travaux nécessaires à la desserte et à la viabilité de la gare, notamment la procédure d'autorisation requise au titre de la législation sur l'eau accordée par arrêté préfectoral du 19/08/2015 ;
- coordonner les chantiers des différents maîtres d'ouvrages sur le secteur et notamment finaliser les négociations avec les maîtres d'ouvrages d'infrastructure quant aux mesures conservatoires qui accompagnent la réalisation concomitante de l'autoroute déplacée, du CNM et de la gare à horizon 2017 ;
- conduire la procédure de dialogue compétitif en vue de désigner un nouvel urbaniste coordonnateur de la ZAC sur la base d'un projet de 60 ha dont 30 ha à urbaniser autour du PEM ;
- étudier les conditions de mise en œuvre des projets Septeo et Schneider-Electric situés dans la concession sur la commune de Lattes, en particulier les équipements publics de voirie et de renforcement de réseaux divers nécessaires ; ces travaux étant réalisés par la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement et financés dans le cadre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) approuvées par délibération en juillet 2015 et mai 2016.

En matière de travaux ont été engagés :

- les premiers travaux de viabilité de desserte de la gare,
- les travaux de rénovation et de capacité des forages Mas Rouge / Gallières, nécessaires pour déterminer les capacités en ressources géothermales.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération est ainsi actualisé tenant compte des éléments suivants :

- respect du budget des travaux nécessaires à la desserte de la gare ;
- ajustements concernant les montants de travaux de géothermie et modalités de financement associées ;
- reprise, en 2016, des études urbaines et pré-opérationnelles suite à la désignation de l'urbaniste coordonnateur de l'opération notamment pour permettre la livraison du bâtiment totem FrenchTech en 2020,

Par précaution, compte tenu des incertitudes persistantes concernant la livraison de la gare de Nîmes-Manduel-Redessan dont dépend la fréquentation de la gare nouvelle de Montpellier, ce bilan financier prévisionnel prend en compte le décalage des recettes de cession à partir de 2021/2022.

Ce bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit ainsi à 292 601 K € (+ 431 K€)

Le programme prévisionnel des travaux d'aménagement s'élève 186 643 € soit une augmentation de 334 K€. Ceci s'explique principalement par l'augmentation du montant prévisionnel des travaux pour la mise en place d'une desserte en ressource géothermique sur le site. La consultation des entreprises permettra de préciser cette incidence.

La rémunération prévisionnelle de l'aménageur s'élève à 26 696 K€, la rémunération étant pour partie proportionnelle aux dépenses et aux recettes, elle accuse une légère hausse (+20 k€), liée à des indexations positives.

Le montant global de la rémunération forfaitaire est globalement inchangé et s'élève à 11 077 K€. Les modalités d'imputation des charges de l'aménageur sont cependant adaptées pour intégrer une mobilisation anticipée, dès 2016, d'une part de la rémunération forfaitaire en lien avec la reprise des études urbaines. Cette modification fait l'objet d'un avenant n°4 au traité de concession.

Délibération n° 14144

Pour tenir compte du phasage précautionneux des cessions à partir de 2021, échéance estimée de livraison de la gare de Nîmes Manduel, le bilan financier fait apparaître des besoins de trésorerie, à couvrir par :

- une avance complémentaire de trésorerie remboursable, à mettre en place par la collectivité, de 4 500 K€, qui s'ajoute à l'avance de 6 300 K€ déjà approuvée, pour assurer le portage des dépenses nécessitées par le décalage de l'opération dans le temps.. Celle-ci fait l'objet d'un avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie, dont les versements s'échelonnent de la façon suivante :

2015	2016	2017	2018	2020	Total
2 000 K€	2 300 K€	2 000 K €	3 000 K €	1 500 K€	10 8000 K€

- la mobilisation d'un nouvel emprunt à hauteur de 3 600 K€.

Le montant de la participation de la métropole pour les équipements primaires est inchangé par rapport au CRAC précédent, soit 6 081 K €

Le fonds de concours versé par l'opération à la collectivité est inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement présenté par la SA3M pour l'exercice 2015 relatif à la concession d'aménagement ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération ;
- approuver l'avenant n°4 à la concession d'aménagement relatif à la nouvelle dénomination SA3M du concessionnaire et à l'échéancier de rémunération ;
- approuver l'avenant n° 3 à la convention d'avance de trésorerie et tout document relatif à cette affaire ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132210-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BRÉYSSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – CIVIGAZ - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, GRDF ET FACE HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme E. LLORET, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Energie et transition énergétique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans la baisse de la production de gaz à effet de serre et la transition énergétique depuis de nombreuses années, et traduit cet engagement dans la mise en œuvre de ses politiques territoriales. Les nouvelles compétences de la Métropole - la Transition Énergétique, la Politique de la Ville et la gestion des réseaux de distribution publique d'énergies – sont autant de moyens pour la collectivité d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés

Le Plan Climat Energie Territorial, adopté en février 2014, a montré que le bâtiment était le premier poste de consommation d'énergie sur le territoire, et que les enjeux portaient en particulier sur l'habitat existant. D'où le choix de la Collectivité d'inscrire en action stratégique prioritaire du PCET, la volonté d'aller vers un territoire plus économe en agissant sur l'habitat existant et vers les populations les plus fragiles, en traitant la problématique de la précarité énergétique.

La maîtrise de l'énergie est aujourd'hui une obligation, quand 10% des ménages de la métropole bascule dans la précarité énergétique à chaque hausse de 20% du coût de l'énergie.

Dans le domaine de la gestion des déchets des ménages, dont la collectivité maîtrise toute la chaîne, le tri des déchets en vue de leur valorisation et leur recyclage et plus récemment la prévention des déchets, sont des vecteurs importants de la réduction des gaz à effet de serre produits par l'activité humaine.

Par ailleurs, au titre de ses compétences en matière de Développement Economique, de Politique de la Ville et d'insertion par l'économie, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée, aux côtés de l'Etat, autour d'un Projet de Développement pour l'emploi métropolitain (Podem).

Un des axes est de favoriser l'insertion socioprofessionnelle de jeunes, en lien avec la Mission Locale de Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M), et ce en soutenant des projets et mobilisant des dispositifs de droit commun permettant d'enrichir les parcours (garantie jeunes, service civique, emplois d'avenir, alternance, création d'entreprise...).

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite donc s'associer au dispositif CIVIGAZ proposé par GRDF et FACE Hérault, qui s'inscrit dans le programme national de service civique "Transition énergétique, climat et biodiversité" lancé le 24 février dernier par la Ministre de l'Ecologie.

L'objet de CIVIGAZ est le traitement de la précarité énergétique et la sécurisation des installations intérieures gaz.

L'objectif de CIVIGAZ est la sensibilisation de 1300 ménages, à la maîtrise de l'énergie, au tri des déchets et à la sécurité des installations gaz (500 logements dans le parc privé des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville et 800 logements sociaux hors quartiers prioritaires), par une (1) promotion de huit (8) Volontaires Service Civique, habitant le territoire de la Métropole et pour 50% d'entre eux les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, pendant sept (7) mois.

L'action débutera avant la fin de l'année 2016 pour la première session et pourra être renouvelée.

Une convention de partenariat entre la Métropole, GRDF et FACE Hérault, précise les modalités d'intervention et de coopération convenues. Elle est signée pour une durée de un an, et prévoit notamment :

- Le recrutement des volontaires par FACE Hérault en articulation avec la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M).
- Leur formation par FACE Hérault avec le concours de la Métropole sur la maîtrise de l'énergie et le tri des déchets
- L'identification des quartiers cibles et la définition des priorités d'intervention par la Métropole
- La prise en charge financière par GRDF de 55% du cout du service civique
- La prise en charge financière par la Métropole, des déplacements sur le réseau de transport en commun des volontaires à concurrence de 1 568 Euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Métropole, GRDF et FACE Hérault ;

Délibération n° 14195

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. HART.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1131590-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

FINANCES – REVERSEMENT DE TAXE D'AMÉNAGEMENT AUX COMMUNES AU TITRE DE L'EXERCICE 2016 - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

La création de Montpellier Méditerranée Métropole a conduit au transfert de la taxe d'aménagement générée par les autorisations d'urbanisme délivrées à compter du 01/01/15, conformément à l'article L5217-11 du Code général des collectivités territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré le 12 novembre 2015 pour fixer le taux applicable, les secteurs de taxe d'aménagement majorée, ainsi que les exonérations partielles et la valeur forfaitaire des places de stationnement applicable.

Elle a par ailleurs délibéré le 15 décembre 2015 pour fixer les conditions de reversement aux communes membres, d'une partie de la taxe perçue, au prorata de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences.

Ainsi, il a été adopté le principe d'un reversement calculé en fonction de la part des dépenses d'équipement voirie dans les dépenses totales d'équipement de chaque commune. Les dépenses d'équipement voirie correspondent aux dépenses de voirie, d'éclairage public, d'extension de réseaux et de défense contre l'incendie réalisées par la Métropole sur le territoire de chaque commune.

Le reversement est calculé chaque année en fonction des prévisions du budget primitif et actualisé des réalisations du compte administratif.

Ce mode de calcul permet de prendre en compte la dynamique des recettes dans le reversement aux communes et de calculer au réel en fonction de la réalité des programmes d'équipements publics et des encaissements effectifs de taxe d'aménagement.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de bien vouloir approuver le reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par la Métropole conformément au tableau suivant, établi conjointement avec la commune :

Clapiers	75 998
----------	--------

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par Montpellier Méditerranée Métropole à la commune ci-dessus, au titre de l'exercice 2016, conformément au tableau présenté ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1133435-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

FINANCES – TAXE D'AMÉNAGEMENT - CONVENTIONS DE REVERSEMENT DES COMMUNES À MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ AU TITRE DE L'EXERCICE 2016 - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1^{er} janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées par les communes relèvent de Montpellier Méditerranée Métropole notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

L'article 5217-11 du Code général des collectivités territoriales dispose qu'en matière de recettes les articles applicables aux communautés urbaines s'appliquent également aux Métropoles. A ce titre, la création de Montpellier Métropole conduit au transfert de la taxe d'aménagement générée par les autorisations d'urbanisme délivrées à compter du 1^{er} janvier 2015.

Parallèlement, compte tenu du mode de recouvrement de la taxe, les communes perçoivent en 2016 la taxe d'aménagement relative aux autorisations délivrées avant le 1^{er} janvier 2015.

L'article L331-2 du Code de l'urbanisme prévoit la possibilité de reverser tout ou partie de la taxe des communes vers l'EPCI ou de l'EPCI vers la Commune compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de la Commune, de leurs compétences respectives, dans des conditions prévues par délibérations concordantes des conseils municipaux et de l'organe délibérant de la Métropole.

Il est proposé que les communes reversent à la Métropole pour l'année 2016, une partie des produits de la taxe d'aménagement conformément au tableau ci-dessous :

COMMUNE	Reversement de TA des Communes vers la Métropole
BAILLARGUES	15 136
BEAULIEU	4 675
CASTRIES	8 498
CLAPIERS	4 163
GRABELS	23 224
JACOU	2 540
JUVIGNAC	46 883
LAVERUNE	9 761
MONTFERRIER SUR LEZ	6 591
PEROLS	21 637
PRADES	9 908
RESTINCLIERES	19 658
SAINT BRES	11 065
SAINT DREZERY	25 529
SAINT GENIES DES MOURGUES	15 583
SAINT GEORGES D'ORQUES	22 590
SAINT JEAN DE VEDAS	2 771
SUSSARGUES	16 119

Une convention entre chaque commune et Montpellier Méditerranée Métropole, après délibérations concordantes des assemblées délibérantes, sera établie pour procéder à ce reversement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver au titre de l'exercice 2016, le reversement d'une partie du produit de Taxe d'Aménagement des communes à la Métropole, conformément au tableau ci-dessus ;
- approuver les projets de convention de reversement ;
- dire que ce reversement de Taxe d'Aménagement au titre de l'année 2016 sera imputé en section d'investissement au chapitre 921 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1133513-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – ENGAGEMENT DE LA DÉMARCHE D'ÉLABORATION DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2019-2024

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2013-2018 de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération le 27 novembre 2013 a permis de renforcer la politique de l'habitat menée par l'EPCI depuis 2001, date à laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté le bloc de compétences obligatoires des communautés d'agglomération incluant la compétence « équilibre social de l'habitat ».

Compte tenu des délais d'élaboration d'un PLH et de manière intégrée avec les démarches en cours pour l'élaboration du projet Montpellier Métropole Territoires, la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), il est proposé d'engager la démarche d'élaboration d'un nouveau PLH pour la période 2019-2024, objet de la présente délibération.

Le PLH 2013-2018 a fixé un objectif de production de 5 000 logements par an afin de répondre aux besoins liés à la croissance démographique, aux évolutions de mode d'habiter et à la nécessité de détendre le marché immobilier et de fluidifier les parcours résidentiels.

Avec une moyenne annuelle qui s'établit à 4 900 logements mis en chantier de 2013 à 2015, l'objectif global de production de logements a été atteint au cours des dernières années. Pendant cette même période, près de 1 650 logements locatifs sociaux ont été financés en moyenne par an dans la Métropole, soit 27% de l'ensemble des logements autorisés de 2013 à 2015 pour un objectif fixé à 30%.

La quasi atteinte de ces objectifs quantitatifs s'est accompagné également, au plan qualitatif, d'un processus de rééquilibrage de la construction neuve au profit des communes périphériques ainsi que d'un rééquilibrage du parc social entre ville-centre et périphérie.

Malgré cet important effort de production, les besoins notamment en logements locatifs sociaux demeurent toujours importants avec près de 23 000 demandes enregistrées fin 2015 sur le territoire de la Métropole. Conformément aux lois dites « SRU » et « Duflo », les services de l'Etat dénombrent près de 14 000 logements locatifs sociaux manquants en 2015 dans les 19 communes de la Métropole concernées par l'obligation de disposer de 25% de logements locatifs sociaux d'ici 2025.

C'est dans ce contexte que s'opérera l'élaboration du PLH 2019-2024, concomitamment à l'établissement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal dont l'approbation est envisagée au 2^{ème} semestre 2018.

Le PLH 2019-2024 doit constituer l'outil de mise en œuvre de la stratégie métropolitaine en matière d'habitat pour les six années à venir. Il constitue également le support de la contractualisation avec l'Etat et les bailleurs sociaux aux fins de développer l'offre locative sociale sur l'ensemble du territoire. Le succès de cette politique volontariste du développement résidentiel et notamment du logement abordable pour les ménages modestes nécessite une actualisation des objectifs de production de logements au niveau des communes et des quartiers pour Montpellier ainsi que des moyens alloués pour les atteindre.

Dans cette perspective, le PLH 2019-2024 devra répondre aux principaux objectifs généraux suivants :

- améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande en logement pour répondre aux besoins de la population existante et future et en particulier permettre aux familles et aux jeunes ménages de s'installer et/ou se maintenir sur le territoire métropolitain,
- diversifier l'offre de logements pour faciliter les parcours résidentiels avec des objectifs de qualité de logement, de diversité sociale et générationnelle, d'accessibilité en fonction de revenus des ménages, de diversité des formes urbaines et des typologies de logement,
- organiser la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine, en atténuant les déséquilibres de l'occupation du parc entre les communes et les quartiers en lien avec les objectifs du contrat de ville 2015-2020 et les dispositions à prendre par la Conférence Intercommunale du Logement,
- adapter et valoriser l'offre de logements existants pour renforcer son attractivité et permettre en particulier de tenir compte du vieillissement de la population,
- poursuivre la rénovation du bâti ancien, notamment énergétique

- articuler étroitement ces objectifs avec les démarches en cours pour l'élaboration du projet Montpellier Métropole Territoires, la révision du SCoT et l'élaboration du PLUi.

Conformément au contenu des PLH défini par le Code de la construction et de l'habitation (article R 302-1), le Programme Local de l'Habitat 2019-2024 sera élaboré sur la base :

- d'un diagnostic de la situation du marché local du logement et des conditions d'habitat dans la Métropole et d'un bilan-évaluation des actions menées ces dernières années;
- d'orientations qui énoncent les principes et les objectifs de la politique intercommunale de l'habitat ;
- d'un programme d'actions détaillé pour l'ensemble de la Métropole et décliné pour chacune des 31 communes et les quartiers de Montpellier.

Pour ce faire, le programme d'études du PLH s'articulera autour de deux principaux volets :

- Volet 1 : Diagnostic et évaluation de la politique locale en faveur de l'habitat,
- Volet 2 : Programmation des opérations de logements et examen de nouvelles opportunités constructives en secteur urbain.

Par ailleurs, outre l'Etat impliqué de droit à travers notamment la transmission d'un « porter à connaissance », il est proposé en application du Code de la construction et de l'habitation (article R.302-3) d'associer à l'élaboration du nouveau PLH les personnes morales suivantes :

- la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault,
- le Conseil Départemental de l'Hérault,
- la Région Occitanie,
- les Sociétés d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la SERM et la SA3M,
- l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole – ACM Habitat,
- l'Office Public de l'Habitat de Hérault - Hérault Habitat,
- la Société Anonyme d'HLM, FDI Habitat,
- la Fédération régionale des Promoteurs Immobiliers,
- Action Logement,
- l'Association Consommation Logement et Cadre de Vie (CLCV) de l'Hérault,
- l'Agence Régionale de la Fondation Abbé Pierre,
- l'Union Régionale des Organismes d'HLM du Languedoc Roussillon (URO Habitat).

Ces organismes seront sollicités afin qu'ils désignent leur représentant au comité technique de suivi du PLH créé à cet effet.

Afin d'engager l'étude d'élaboration de ce nouveau PLH, il convient de faire appel à un prestataire spécialisé, qui sera retenu à l'issue de la procédure de mise en concurrence en cours. Le coût de cette mission peut être évalué à 204 000 € TTC.

Au terme de 18 mois d'étude environ, le Conseil sera appelé à délibérer sur le projet de PLH mi 2018. Le projet arrêté sera soumis aux communes pour avis, dans un délai maximum de deux mois. A l'issue de cette phase de consultation, un examen des observations formulées sera proposé en Conseil. Le projet de PLH sera transmis ensuite au Préfet qui le soumettra pour avis, dans un délai de deux mois, au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement. L'adoption définitive du PLH 2019-2024 est prévue au cours du 4^{ème} trimestre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'engagement de la démarche d'élaboration du Programme Local de l'Habitat 2019-2024,
- approuver la liste des personnes morales associées à cette élaboration, ainsi que leur association au sein d'un comité technique,
- solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault, le « porter à connaissance » de l'État relatif à cette élaboration, conformément aux dispositions de l'article L 302-2 du Code de la construction et de l'habitation ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Délibération n° 14167

Certifié Exécutoire
Publié le : 03/11/2016
Déposé En Préfecture
Le : 03/11/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161025-lmc1132485-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 744 LOGEMENTS SOCIAUX - GARANTIE GLOBALE DES EMPRUNTS MOBILISÉS PAR L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS ENTRE LE 30 NOVEMBRE 2016 ET LE 31 MAI 2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements sociaux réalisées par les organismes habilités, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Par délibération n°13060 du 29 juin 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la contractualisation globale des prêts signés par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat), avec la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), entre le 1^{er} juillet 2015 et le 30 juin 2016. Cet accord a concerné 16 opérations, représentant 486 logements, pour un montant total d'emprunt de 51 139 754 €, garanti à hauteur de 100% par Montpellier Méditerranée Métropole.

Sur la base du plan d'affaires d'ACM Habitat couvrant la période du 30 novembre 2016 au 31 mai 2018, la CDC et le bailleur ont décidé de conclure une nouvelle lettre d'offre globale, regroupant l'ensemble des financements qui seront apportés par la CDC à l'organisme durant cette période. Celle-ci concerne la réalisation de 17 opérations prenant place dans les communes de Castries, Montpellier, Pérols, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone, dont la liste prévisionnelle est annexée à la présente délibération, représentant 744 logements locatifs sociaux. Elle fait état de prêts pour un montant maximum de 76 225 960 €.

Dans ce cadre, la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est proposée à hauteur de 100% des emprunts à contracter par ACM Habitat auprès de la CDC, pour la durée totale des prêts, soit 40 ans pour les prêts PLUS et PLAI construction, sans période de préfinancement. La garantie est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Aussi, sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à ACM Habitat, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Les caractéristiques précises des prêts consentis par la CDC dans le cadre de la lettre d'offre sont annexées à la présente délibération. Le taux d'intérêt et de progressivité des prêts indiqués en annexe sont susceptibles d'évoluer en fonction de la variation du taux du livret A. Chaque contrat de prêt à intervenir entre ACM Habitat et la CDC dans le cadre de la lettre d'offre, devra être préalablement soumis pour avis à Montpellier Méditerranée Métropole, à qui il sera ensuite adressé copie dudit contrat signé.

ACM Habitat et la CDC pourront être amenés à modifier à la marge les opérations financées, ainsi que les montants versés, toujours à la baisse. Dans cette hypothèse, une nouvelle délibération devra être soumise à l'approbation du Conseil de Métropole, avant la fin de la validité de la Lettre d'Offre Globale, afin de prendre acte des opérations réellement financées et du montant des prêts effectivement émis dans le cadre de celle-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole associée à la lettre d'offre globale qui sera accordée par la Caisse des Dépôts et consignations à ACM Habitat, pour une période de 18 mois, ainsi que la liste des opérations annexées à la présente délibération ;
- garantir le remboursement de la somme globale de 76 225 960 €, représentant 100% des prêts qui seront consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations à ACM Habitat, au titre de la lettre d'offre globale, et dont les caractéristiques sont annexées à la présente délibération, ainsi que l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur dans ce cadre ;
- prévoir d'actualiser son engagement aux termes d'une délibération rectificative à intervenir au plus tard à l'issue de la durée de validité de la lettre d'offre dans l'hypothèse où des montants de prêts réalisés diffèrent à la baisse ou si une ou plusieurs opération(s) financée(s), et/ou des caractéristiques des prêts émis diffèrent des éléments mentionnés en annexe de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132727-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « INTÉRIEUR COUR » - 384/404 ROUTE DE MENDE - MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Intérieur Cour » située 384/404 route de Mende à Montpellier.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur FDI Promotion comprend 4 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 1 logement très social financé en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par l'agence Blue Tango Architectures située à Montpellier, le programme développe une surface habitable totale de 318,25 m² selon la typologie suivante : 2 T2, 1 T3 et 2 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement PLUS / PLAИ en zone 2 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 668 270 €
- Subvention Etat déléguée : 8 656 €
- Subvention Région : 7 000 €
- Prêt Action Logement : 27 000 €
- Prêt CDC : 540 700 €
- Fonds propres : 74 914 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 10 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 10 000 € à la SA D'HLM FDI Habitat pour la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Intérieur Cour », 384/404 route de Mende à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Délibération n° 14169

Certifié Exécutoire
Publié le : 03/11/2016
Déposé En Préfecture
Le : 03/11/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161025-lmc1132012-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNE

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « INTÉRIEUR COUR » - 384/404 ROUTE DE MENDE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Intérieur Cour » située route de Mende à Montpellier. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur FDI Promotion, comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 1 logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par l'agence Blue Tango Architectures située à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 540 700 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 257 512 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 191 416 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 58 243 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 33 529 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	257 512 €	191 416 €	58 243 €	33 529 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,41%	- 0,20 %	+ 0,41%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			

Révisabilité taux progressivité	des de	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %
---------------------------------------	-----------	--

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 405 525 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 540 700 € sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Intérieur Cour » située 384/404 route de Mende à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132007-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « UN JARDIN CONFIDENTIEL », 51 RUE DE LA MÉDITERRANÉE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Le Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 15 logements locatifs sociaux en usufruit locatif social, résidence « Un Jardin Confidentiel », 51 rue de la Méditerranée à Montpellier. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Cogedim Languedoc Roussillon, comprend 15 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS) en usufruit locatif social. Le dispositif « d'usufruit locatif social » repose sur le principe de démembrement de propriété qui consiste à dissocier, pour une durée déterminée, la nue-propriété acquise par un investisseur privé, de l'usufruit acquis par un bailleur social, ici le Nouveau Logis Méridional pour une période de 15 ans. Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture FONTES domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le Prêt Locatif Social (PLS) d'un montant total de 606 991 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS
Montant du prêt	606 991 €
Durée	15 ans
Périodicité des échéances	annuelle
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts prioritaires)
Modalité de révision	simple révisabilité
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Le Nouveau Logis Méridional, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 455 243,25 €, représentant 75 % du prêt d'un montant total de 606 991 € sollicité par Le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 15 logements locatifs sociaux en usufruit locatif social, résidence « Un Jardin Confidentiel », 51 rue de la Méditerranée à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132000-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - RUE DES BOUISSETTES À MONTPELLIER - GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA D’HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l’habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l’objectif de mixité sociale dans l’habitat, telles que l’attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d’HLM Le Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d’obtenir la garantie des emprunts qu’elle va contracter pour financer l’acquisition, dans le cadre d’une Vente en Etat Futur d’Achèvement (VEFA), de 12 logements locatifs sociaux, situés rue des Bouissettes à Montpellier.

Le programme, réalisé sous maîtrise d’ouvrage du promoteur URBAT, comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d’architecture MIRALLES domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d’un montant total de 1 016 906 € qu’il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d’un montant de 338 920 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d’un montant de 358 965 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI) construction d’un montant de 207 364 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI) foncier d’un montant de 111 657 €.

Le Département de l’Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d’emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d’emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d’acquisition, d’amélioration de logements réalisées par les organismes d’habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l’article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l’article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	338 920 €	358 965 €	207 364 €	111 657 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Différé d’amortissement	de 3 à 24 mois maximum		de 3 à 24 mois maximum	
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d’intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d’effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,39%	- 0,20 %	+ 0,39%
Révisabilité des taux d’intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d’intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d’amortissement	amortissement déduit (intérêts prioritaires)			
Modalité de révision	simple révisabilité			
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum			

Révisabilité taux progressivité	des de	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %
---------------------------------------	-----------	--

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de pré-financement retenue par Le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 762 679,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 016 906 €, sollicités par Le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 12 logements sociaux, rue des Bouissettes à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1131996-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BRÉYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 42 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC "DOMAINE DE CAYLUS", LOT M2 À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Le Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 42 logements locatifs sociaux, ZAC du Domaine de Caylus, lot M2 à Castelnau-le-Lez.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS, comprend 30 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture GARCIA DIAZ domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 4 591 403 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 625 999 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 480 638 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 904 536 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 580 230 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 625 999 €	1 480 638 €	904 536 €	580 230 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Différé d'amortissement	de 3 à 24 mois maximum	-	de 3 à 24 mois maximum	-
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,37%	- 0,20 %	+ 0,37%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts prioritaires)			
Modalité de révision	simple révisabilité			

Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 443 552,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 4 591 403 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 42 logements locatifs sociaux, ZAC du Domaine de Caylus, lot M2 à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1131983-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 17 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - ZAC OVALIE, LOT 3CB À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la construction de 17 logements en location-accession situés ZAC Ovalie, lot 3Cb, à Montpellier. Le projet, réalisé en co-maîtrise d'ouvrage avec le promoteur CORIM, a été conçu par le cabinet d'architecte Imagine Architecture à Montpellier.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 2 000 000 € qu'il sollicite auprès du Crédit Foncier de France.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	2 000 000 €
Durée :	30 ans
dont phase de mobilisation :	2 ans maximum
dont différé d'amortissement :	5 ans
dont amortissement	23 ans
Phase de mobilisation	
Durée :	2 ans maximum
Conditions financières :	Tibeur (Euribor) 3 mois (arrondie au 1/100 ^{ème} de point supérieur) + 1.25%
Echéances :	règlement des intérêts calculés sur les fonds mobilisés
Périodicités des échéances :	trimestrielles
Versement des fonds :	en 1 ou plusieurs fois pour un montant minimum de 200 000 €
Phase de consolidation	
Durée :	28 ans maximum
dont différé d'amortissement :	5 ans
Amortissement du capital :	progressif
Conditions financières :	au choix du client : - Euribor 6 mois ou Euribor 12 mois + 1.25% ou - taux fixe du moment issu de la cotation proposée par le prêteur
Périodicités des échéances :	trimestrielles
Remboursement anticipé obligatoire à l'issue de la période de différé d'amortissement	A l'issue de la période de différé d'amortissement de 5 ans, un remboursement anticipé obligatoire est prévu au contrat de prêt afin de réduire le capital restant dû à 40% du capital initial emprunté. Toutefois dans l'hypothèse de levées d'option et/ou de commercialisation insuffisantes du programme PSLA, le Crédit Foncier s'engage à étudier une demande de consolidation

	portant sur un montant supérieur à la quotité de 40% initialement définie.
Remboursement anticipé	<p>En cas de remboursement en période de taux fixe : indemnité actuarielle dans le cas où le taux de réemploi du capital remboursé est inférieur au taux en vigueur avec un minimum de 6 mois d'intérêts.</p> <p>En cas de remboursement en période de taux révisable :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune indemnité à l'occasion des ventes intervenant dans le cadre du dispositif PSLA ou du remboursement anticipé obligatoire nécessaire à la réduction du capital restant dû, - indemnité de 3% du capital remboursé par anticipation dans les autres cas. <p>Frais de gestion : 1% du capital restant dû avant remboursement avec un minimum de 800 € et un maximum de 3 000 €</p> <p>Frais de dossier : 1 500€</p>

Au cas où PROMOLOGIS, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 2 000 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par PROMOLOGIS auprès du Crédit Foncier de France pour financer la réalisation de 17 logements en location-accession situés ZAC Ovalie, lot 3Cb à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et PROMOLOGIS,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132225-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 21 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - ZAC DU RENARD, LOT N°160 À BEAULIEU - GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA D’HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 21 logements en location-accession, situés ZAC du Renard, lot n°160, à Beaulieu.

Le projet, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur PREMALIS, a été conçu par le cabinet d'architecture Aménagement Associés.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 2 600 000 € qu'il sollicite auprès du Crédit Foncier de France.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	2 600 000 €
Durée :	30 ans
dont phase de mobilisation :	2 ans maximum
dont différé d'amortissement :	5 ans
dont amortissement	23 ans
Phase de mobilisation	
Phase de mobilisation	
Durée :	2 ans maximum
Conditions financières :	Tibeur (Euribor) 3 mois (arrondie au 1/100 ^{ème} de point supérieur) + 1.25%
Echéances :	règlement des intérêts calculés sur les fonds mobilisés
Périodicités des échéances :	trimestrielles
Versement des fonds :	en 1 ou plusieurs fois pour un montant minimum de 500 000 €
Phase de consolidation	
Durée :	28 ans maximum
dont différé d'amortissement :	5 ans
Amortissement du capital :	progressif
Conditions financières :	au choix du client : <ul style="list-style-type: none"> - Euribor 6 mois ou Euribor 12 mois + 1.25% ou - taux fixe du moment issu de la cotation proposée par le prêteur
Périodicités des échéances :	trimestrielles
Remboursement anticipé obligatoire à l'issue de la période de différé d'amortissement	A l'issue de la période de différé d'amortissement de 5 ans, un remboursement anticipé obligatoire est prévu au contrat de prêt afin de réduire le capital restant dû à 40% du capital initial emprunté. Toutefois dans l'hypothèse de levées d'option et/ou de commercialisation insuffisantes du programme PSLA, le Crédit Foncier s'engage à étudier une

	demande de consolidation portant sur un montant supérieur à la quotité de 40% initialement définie.
Remboursement anticipé	<p>En cas de remboursement en période de taux fixe : indemnité actuarielle dans le cas où le taux de réemploi du capital remboursé est inférieur au taux en vigueur avec un minimum de 6 mois d'intérêts.</p> <p>En cas de remboursement en période de taux révisable :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune indemnité à l'occasion des ventes intervenant dans le cadre du dispositif PSLA ou du remboursement anticipé obligatoire nécessaire à la réduction du capital restant dû, - indemnité de 3% du capital remboursé par anticipation dans les autres cas. <p>Frais de gestion : 1% du capital restant dû avant remboursement avec un minimum de 800 € et un maximum de 3 000 €</p> <p>Frais de dossier : 1 500€</p>

Au cas où PROMOLOGIS, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 2 600 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par PROMOLOGIS auprès du Crédit Foncier de France pour financer la réalisation de 21 logements en location-accession, situés ZAC du Renard, lot n°160 à Beaulieu ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et PROMOLOGIS,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132242-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services, leur cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions (culture, communication, protocole...).

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est aujourd'hui proposé de créer un service commun du Secrétariat Général entre les deux collectivités.

La fonction de Secrétariat Général est aujourd'hui assurée par des directions distinctes au sein de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole : une direction du Secrétariat Général existe en tant que telle à la Ville de Montpellier, dont les missions sont assurées à la Métropole pour la majeure partie au sein de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

Une mutualisation permettra à la fois de créer une entité de « Secrétariat Général » identifiée et commune aux deux collectivités, référente de l'administration et des élus sur les questions relatives à la gestion de l'assemblée ou aux projets relatifs au traitement du courrier... mais aussi de favoriser la transversalité entre les équipes.

En outre, du fait de ses fonctions, le Secrétariat Général participe étroitement à l'organisation administrative globale de la Ville et de la Métropole (circuits des actes et du courrier, délégations, outils de dématérialisation...). Leur mutualisation permettra d'accentuer le processus d'harmonisation des administrations.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce service commun sera mis en place au 1^{er} novembre 2016 et concernera le seul poste de directeur. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun de direction du Secrétariat Général sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50 % chacune.

L'avis des Comité Technique de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été sollicités, respectivement les 12 et 13 octobre 2016, sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'un service commun du Secrétariat général,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire
Publié le : 03/11/2016
Déposé En Préfecture
Le : 03/11/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161025-lmc1133233-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I - Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans **l'annexe 1** ci-jointe

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 13 octobre 2016.

III- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 13 octobre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations de postes,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132670-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Département / Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C, ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Emplois / cadres d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2016-513	Département de la Proximité et Modernisation de l'Action Publique	A	Temps complet	Attaché territorial	Directrice du Secrétariat général
1	2016-514	Direction de l'Urbanisme Et de l'Habitat	B	Temps complet	Rédacteur territorial	Gestionnaire aire d'accueil Gens du voyage
1	2016-515	Direction de l'Urbanisme Et de l'Habitat	C	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien et technique Aire d'accueil Gens du voyage
1	2016-516	Direction Générale des Services	A	Temps complet	Ingénieur territorial Ou Attaché territorial	Responsable du projet territoire d'art et d'histoire
1	2016-517	Direction de l'Action Territoriale	B ou C	Temps complet	Technicien territorial Ou Agent de maîtrise	Responsable voirie du Pôle Littoral
1	2016-518	Direction de l'Action Territoriale	C	Temps complet	Adjoint administratif	Assistante de pôle

ANNEXE 2 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)						Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste					
Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2007-023	Administration Générale et Finances	Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	Temps Complet	Attaché territorial	Responsable de l'Unité Conseil à la DAJCP	2007-023	Proximité et Modernisation de l'Action Publique	Secrétariat Général	Temps Complet	Attaché territorial	Chef du service Assemblée Métropolitaine
2004-136	Administration Générale et Finances	Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	Temps Complet	Adjoint Administratif territorial	Assistant du Service Conseil à la DAJCP	2004-136	Proximité et Modernisation de l'Action Publique	Secrétariat Général	Temps Complet	Adjoint Administratif territorial	Assistant du Service Conseil
2015-064	Administration Générale et Finances	Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	Temps Complet	Adjoint administratif	Assistant du service conseil A la DAJCP	2015-064	Proximité et Modernisation de l'Action Publique	Secrétariat Général	Temps Complet	Adjoint Administratif	Assistant du service conseil
2004-159	Administration Générale et Finances	Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	Temps Complet	Adjoint administratif	Assistante de direction à la DAJCP	2004-159	Proximité et Modernisation de l'Action Publique	Secrétariat Général	Temps Complet	Adjoint Administratif	Assistant du service conseil

ANNEXE 3 Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf. Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emplois à supprimer	Fonctions	Réf. Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emploi à créer	Fonctions
2004- 340	Culture et sport	Conservatoire à rayonnement régional	Temps complet	Adjoint technique	Agent d'entretien	2016- 519	Culture et sport	Conservatoire à rayonnement régional	Temps complet	Adjoint administratif	Assistant Administratif au CRR
SN2002- 496	Culture et sport	Direction des sports	Temps complet	Educateur territorial Des activités physiques et sportives	Assistant de gestion administrative des piscines	2016- 520	Culture et sport	Direction des sports	Temps complet	Educateur territorial Des activités physiques et sportives	Chargé de gestion administrative et communication événementielle



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

RESSOURCES HUMAINES – RÉGIME INDEMNITAIRE - MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLÉMENTAIRE - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a modifié son régime indemnitaire par délibération lors du Conseil qui s'est tenu le 8 octobre 2012. A cette occasion, il a été décidé l'instauration du versement d'une part liée aux résultats et à la valeur professionnelle appréciée notamment, lors de l'entretien professionnel annuel.

Cette part complémentaire du régime indemnitaire dépend de la valeur professionnelle ; elle est déterminée, notamment sur les conclusions et sur l'appréciation de la manière de servir d'après la procédure d'évaluation annuelle pour les agents concernés.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- Les compétences professionnelles et techniques,
- Les qualités relationnelles,
- La capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

La présente délibération vient, comme chaque année, préciser et modifier les modalités d'attribution de la part complémentaire, dont le principe a été décidé par la délibération précitée n°11123 en date du 8 octobre 2012.

Le versement de cette part en 2017 concerne l'ensemble des agents stagiaires, titulaires et non titulaires mensualisés justifiant d'une ancienneté sur l'ensemble de la période de référence, établie entre le 1er janvier 2016 et le 31 octobre 2016 inclus.

Par ailleurs, ne sont pas éligibles à cette part, les agents absents sur l'ensemble de la période de référence, soit 300 jours d'absences. En outre, cette part sera réduite de moitié pour les agents totalisant au moins 150 jours d'absences sur la période de référence. Les motifs d'absence sont les congés de maladie (maladie ordinaire, longue maladie et longue durée), les congés pour accident de service/travail et maladie professionnelle, les congés de formation, le congé parental, la disponibilité, le détachement et la mise à disposition.

Les directions disposeront d'une enveloppe annuelle calculée sur un montant annuel moyen de 300 euros bruts par agent. Les attributions individuelles s'effectueront selon les niveaux de montants annuels suivants : 0€, 50€, 100€, 150€, 200€, 250€, 300€, 350€, 400€, 450€, 500€, 550€ et 600€.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

Cette affaire a été soumise au Comité Technique du 13 octobre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'attribution de la part complémentaire indemnitaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1133234-

DE-I-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

RESSOURCES HUMAINES – MARCHÉ N°4476RH16 D'ACQUISITION DE TITRES RESTAURANT POUR LE PERSONNEL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNER LE MARCHÉ

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dans le cadre de la politique d'action sociale mise en place par Montpellier Méditerranée Métropole à destination de ses agents, ces derniers bénéficient de titres restaurant d'une valeur faciale de 7,50 €, conformément aux dispositions de la délibération n°12084 du 19 décembre 2013.

Le marché en cours arrivant à son terme le 31 décembre 2016, une consultation devait être lancée, afin d'assurer la continuité de cette prestation.

Un appel d'offres a été mis en ligne sur la plateforme et transmis pour publication au BOAMP et au JOUE le 18 juillet 2016.

Il s'agit d'une procédure d'appel d'offres ouvert, soumise aux dispositions des articles 25-I.1°, 67 à 68 et 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en vue de la conclusion d'un accord-cadre de services, à bons de commande sans mini ni maxi, avec un opérateur économique. Ce marché est non alloti et sans variante.

Le règlement de la consultation reprend l'essentiel des caractéristiques du marché en cours, avec quelques apports :

- Impression de titres nominatifs, afin de répondre aux exigences de gestion rappelées par la Trésorerie ;
- Amélioration des modalités de livraison, afin de sécuriser et faciliter la redistribution des titres.

Plus de 29 800 titres mensuels ont été distribués sur les 6 premiers mois de l'année 2016, pour environ 2 000 agents. La valeur hors TVA a ainsi été estimée dans l'avis d'appel public à 2 700 000 euros. Ce montant est susceptible d'évoluer en fonction des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le marché sera conclu pour une période initiale prenant effet à compter du 1er janvier 2017 et allant jusqu'au 11 novembre 2017. Il pourra être reconduit une fois pour une durée de 1 an.

La date limite de réception des offres a été fixée au lundi 29 août 2016.

A l'issue de la procédure, la commission d'appel d'offres réunie en séance du 4 octobre 2016 a retenu l'offre de l'entreprise EDENRED FRANCE, économiquement la plus avantageuse au regard des critères posés dans le règlement de la consultation.

Si le soumissionnaire vient à se trouver dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature sera déclarée irrecevable, il sera éliminé et le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les documents nécessaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la passation du marché n°4476RH16 d'acquisition de titres restaurant pour le personnel de Montpellier Méditerranée Métropole avec l'entreprise EDENRED FRANCE, conformément au choix de la commission d'appel d'offres ;

Délibération n° 14184

- dire que les crédits sont inscrits au budget ;
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché n°4476RH16 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1133240-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE
- CONVENTION DE RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT AVEC LE BRGM -
AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES DE LA SOURCE DU LEZ PRÉALABLEMENT
À LA RÉVISION DE LA DUP - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le système karstique du Lez fait l'objet d'une gestion active au travers d'un pompage à haut débit (1050 l/s en moyenne annuelle) pour alimenter en eau potable la population de la majeure partie de Montpellier Méditerranée Métropole et d'une trentaine de communes situées au nord de la résurgence. Cette exploitation est règlementée par une Déclaration d'Utilité Publique qui limite le débit de pompage (1700 l/s), la vitesse de rabattement de la nappe (0.5 m/semaine) ainsi que le niveau piézométrique minimum à ne pas dépasser en cours de pompage (35 m NGF).

Le projet de recherche "Gestion multi-usages des aquifères karstiques méditerranéens – Le Lez, son bassin versant et son bassin d'alimentation" qui s'est achevé en 2014 et dont les conclusions et les recommandations faites par les scientifiques ont été présentées en décembre 2014 au Conseil a démontré le bon état quantitatif de l'hydrosystème karstique.

Par ailleurs, les modèles numériques appliqués dans le cadre de ce projet ont montré que le système karstique pouvait supporter (i) l'impact du changement climatique et (ii) une augmentation des prélèvements. Ce nouveau mode d'exploitation impliquerait toutefois de dépasser le niveau actuel défini par la DUP, qui devrait dès lors être modifiée.

Pour confirmer les résultats des modèles numériques, il a été recommandé de réaliser un pompage d'essai en conditions réelles faisant l'objet d'une surveillance particulière en préalable à la révision consécutive de la Déclaration d'Utilité Publique.

Par ailleurs, le débit restitué au cours d'eau du Lez, qui est actuellement de 180 l/s, est amené à être augmenté progressivement pour atteindre la valeur objectif fixée réglementairement à 230 l/s ce qui entraîne des conséquences dans le mode actuel de gestion de la ressource.

Enfin, il apparaît nécessaire, dans le cadre de la DUP, de mettre à jour les évaluations de l'impact du changement climatique avec les derniers scénarios disponibles du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Pour mener à bien ces opérations, il est envisagé de requérir un accompagnement technique et scientifique qui sera assuré par le BRGM à travers un programme de recherche. Ce programme d'un montant total de 59 134 € HT, dont 24 134 € en tranche ferme d'une durée de douze mois et 35 000 € en tranche conditionnelle, est financé à 20% par le BRGM et à 80% par la Métropole qui sollicitera par ailleurs l'aide financière de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse au titre de l'action IV-9 du Contrat de Métropole.

La convention entre le BRGM et la Métropole soumise au Conseil constitue une première phase de cet accompagnement scientifique autour de la révision de la déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux et de délimitation des périmètres de protection de la source du Lez.

Elle constitue également la poursuite du programme de recherche précédent sur l'amélioration des connaissances scientifiques autour de la source du Lez et s'inscrit dans les orientations de service public du BRGM, adoptées par le « Comité National d'Orientations du Service public » le 21 mai 2015 et approuvées par le Conseil d'Administration du 25 juin 2015 et en particulier l'orientation RSE13 – « Potentialité des aquifères et gestion de la ressource ».

Cette dernière vise notamment à (i) maintenir l'effort sur le développement de méthodologies d'évaluation des ressources en eau et à (ii) poursuivre le développement de modèles de réaction des réservoirs complexes à des sollicitations par pompage, d'optimisation de la gestion de la ressource, pour tester des scénarios de stockage saisonnier souterrain, de mitigation de crues par pompage, de gestion active des aquifères, etc... sur le long terme, tout en améliorant la connaissance relative aux modèles conceptuels des aquifères.

Les objectifs de cette phase sont (i) la conception du pompage d'essai sur la source du Lez et l'établissement d'un protocole partagé avec les différents acteurs notamment les services de l'Etat, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, le Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement de la Région du Pic Saint Loup et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, (ii) la création d'un outil d'aide à la décision pour une gestion optimale du débit réservé et (iii) en tranche conditionnelle, la simulation de l'impact des derniers scénarios climatiques du GIEC sur les niveaux piézométriques de l'aquifère du Lez.

D'autres phases sont prévues ultérieurement qui sont conditionnées à la définition du pompage d'essais et à son calendrier.

Elles concerneront le suivi scientifique et technique de la réalisation du pompage d'essai, l'interprétation des résultats et la production de recommandations. Elles feront l'objet d'une convention spécifique si elles sont engagées.

Cette convention de recherche et développement est exclue de l'application des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (article 14 de l'ordonnance)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de Recherche et Développement avec le BRGM établissant les modalités du partenariat autour de l'amélioration des connaissances de la source du Lez préalablement à la révision de la DUP,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de cette convention sont inscrits au budget annexe de l'eau potable 2016 de la Métropole, au chapitre 20, et seront complétés en tant que de besoin au budget 2017,
- solliciter le concours financier de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132644-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – PROJET COLLABORATIF DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT - OBSERVATOIRE DE L'OCCUPATION DES SOLS ET DES RISQUES LIÉS À L'UTILISATION DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES - APPLICATION LOCALE TEST À L'AIRE D'ALIMENTATION DE LA SOURCE DU LEZ - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC ENVILYS DEV - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Depuis sa prise de compétence du service public de l'eau potable en janvier 2010, Montpellier Méditerranée Métropole s'est donnée comme objectif de préserver quantitativement et qualitativement ses ressources en eau.

Le système karstique de la source du Lez représente, et de très loin, la principale source d'alimentation pour l'eau potable de notre collectivité.

Le projet de recherche "Gestion multi-usages des aquifères karstiques méditerranéens – Le Lez, son bassin versant et son bassin d'alimentation" qui s'est achevé en 2014 et dont les conclusions et les recommandations faites par les scientifiques ont été présentées en décembre 2014 au Conseil a montré le bon état qualitatif de la ressource en eau mais aussi que, sans présenter de contamination chronique en pesticides, il était possible, en période de crue, que certaines molécules dépassent légèrement et ponctuellement la norme de potabilité.

Parmi les recommandations figurait l'intérêt de suivre l'évolution de l'occupation des sols du bassin versant hydrogéologique de la source ainsi que les productions et les pratiques liées à l'usage agricole sur ce territoire.

Ainsi, pour donner suite aux recommandations et compte tenu de l'enjeu de cette ressource, il est proposé que la Métropole s'implique dans un projet de recherche et développement mené par Envilys Dev.

En effet, ce projet, dans sa globalité, porte sur le développement de méthodes d'évaluation de l'efficacité des plans d'actions concernant les pollutions diffuses en vue de les transférer à des gestionnaires, et sur la mise en place, avec les agriculteurs, d'outils contractuels innovants basés sur les résultats en matière de limitations des risques agro-environnementaux.

Les partenaires scientifiques et techniques de ce projet pour son développement méthodologique sont les entreprises Richer, Lisode et Ecoclimatsol ainsi que les laboratoires de recherche UNR Lisah, UMR SAD-ASTER, UMR Agronomie, UMR LAMETA, UMR ITAP. Les partenaires pour son test et ses ajustements sur des sites pilotes sont : la Commission internationale pour la protection des eaux du Léman (CIPEL), Eaux de Paris, Grand Lyon, La Rochelle et le Syndicat des eaux de Charentes Maritimes. Chaque territoire pilote s'engage sur une partie du projet ou dans sa totalité en fonction des besoins, des attentes et des dynamiques du territoire.

La Métropole s'impliquerait dans ce projet avec pour site l'Aire d'Alimentation du Captage du Lez et pour objectifs la mise en place d'un observatoire des risques de pollutions diffuses par les produits phytosanitaires et le développement de modèles de transfert de l'eau, de l'érosion et des micropolluants pour évaluer les risques de pollutions agricoles.

Une fois le projet terminé, les éléments (données et méthodologie) élaborés seront mis gracieusement à disposition de la Métropole. Il sera partagé tout au long de son élaboration avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, principal territoire concerné par l'aire d'alimentation du captage du Lez, comme le prévoient les modalités de gouvernance nouvellement instaurées dans le cadre de la convention de vente d'eau signée ce jour entre nos deux collectivités.

Ce projet, d'une durée prévisionnelle de vingt-quatre (24) mois, est financé par le FEDER dans le cadre de la stratégie de recherche et d'innovation 3S (Smart Specialisation Strategy), de la Région Languedoc Roussillon – Midi Pyrénées devenue Occitanie. Il n'est pas attendu de participation

financière de Montpellier Méditerranée Métropole mais une mise à disposition des données spatiales qu'elle détient et une participation en temps passé (i) à la définition d'un tableau de bord avec les indicateurs de transferts pertinents à investiguer sur la zone, (ii) aux réunions de travail et (iii) à la validation des documents diffusés pour les parties qui la concernent.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention établissant les modalités du partenariat dans le cadre du projet de Recherche et Développement avec Envilys Dev,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132658-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RÉGIE DE L'EAU BRUTE
- OPÉRATIONS D'AFFECTATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF - DOTATION INITIALE -
APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a créé une régie publique, dotée d'une personnalité juridique et de l'autonomie financière, de l'eau potable et de l'eau brute.

La création de la régie de l'eau brute impose la fixation de la dotation initiale comprenant une dotation en nature et une dotation en espèce.

La dotation en nature est constituée de l'actif net du service de l'eau brute porté par le budget annexe, correspondant au patrimoine acquis depuis la prise de compétence et aux équipements dont la propriété a été transférée suite à la dissolution du Syndicat Intercommunal d'Irrigation de la Vallée du Salaison (SITIVS) approuvée par délibération n°11252 du 28 novembre 2012. Ce patrimoine doit être affecté à la Régie des Eaux de Montpellier.

Au 31 décembre 2015, le montant de l'actif s'élève à 338 041,52 € et le passif à 324 772,00 €

La dotation en espèces est constituée des résultats cumulés du budget annexe de l'eau brute arrêtés au 31 décembre 2015, déduction faite des charges résultantes au budget 2016.

Le résultat de clôture 2015 s'élève à :

- Section d'investissement : -65 333,88 €
- Section d'exploitation : 215 860,38 €

Les charges prévisionnelles 2016 s'élèvent à 43 000 € ; les admissions en non valeurs de la facturation 2015 n'ont pas encore été comptabilisées.

Il est proposé de verser 80 000 € de dotation initiale à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, le solde étant versé après l'établissement du Compte Administratif 2016 qui clôturera l'exercice de la compétence Métropole.

Ce versement partiel permettra à la Régie des Eaux de s'acquitter des factures nécessaires à l'exercice de la compétence. En effet, les recettes de ce budget annexe ne sont recouvrées qu'en fin d'exercice, l'utilisation d'eau brute aux fins d'arrosage s'opérant principalement durant la période estivale.

Par ailleurs, la délibération du 28 novembre 2012, spécifiait que suite à la dissolution du SITIVS, le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) prenait à sa charge la totalité des emprunts après transfert des contrats à son bénéfice, Montpellier Méditerranée Métropole versant à échéance semestrielle (au 30 juin et au 31 décembre) la quotité lui incombant. Montpellier Méditerranée Métropole verse également au SMGC chaque année et jusqu'en 2018 inclus 1/6 de la soulte convenue fixée à 20 000 €.

Ces charges seront transférées à la Régie des Eaux au 1^{er} janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole ayant procédé au mandatement de l'exercice 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des biens à la Régie des Eaux de Montpellier,
- approuver les transferts des charges d'emprunts et la soulte résultant de la dissolution du SITIVS à la Régie des Eaux de Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires au versement d'une partie de la dotation initiale sont inscrits au budget annexe de l'Eau Brute, au chapitre 67,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Délibération n° 14192

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132757-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - INTERCEPTEUR EST AVENUE DE LA POMPIGNANE - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3402EA13 - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12268 du 19 mai 2014, le Conseil a autorisé la signature du marché de travaux pour les travaux de l'Intercepteur Est avenue de la Pompignane à Castelnau le Lez et Montpellier. Ce marché n°3402EA13 a été attribué au groupement d'entreprises CSM BESSAC / SADE, pour un montant de 9 159 274,00 € HT soit 10 991 128.80 € T.T.C.

L'objet principal du marché est le suivant :

- Secteur Avenue de la Pompignane : Réalisation d'environ 2 200 ml de réseau d'eaux usées de diamètre 1200 mm à poser en technique sans tranchée par microtunnelier sous l'avenue de la Pompignane, comprenant l'exécution de 9 puits par havage,
- Secteur du pont de la République : Réalisation d'environ 110 ml de réseau d'eaux usées de diamètre 1200 mm à poser en technique sans tranchée par microtunnelier sous le Lez, comprenant l'exécution de 2 puits en pieux sécants.

Plusieurs événements sont venus perturber le bon déroulement du chantier. Certaines de leurs conséquences financières et administratives ont été réglées par voie d'avenant : un avenant n°1 notifié le 15 mars 2016, fixe le montant du marché à 9 363 198,41 € HT pour tenir compte de modifications de certains travaux du programme initial et de l'ajout de travaux supplémentaires.

Par contre, d'autres événements n'ont pas été pris en compte ce qui a conduit le groupement à faire part au Maître d'œuvre, le 18 décembre 2015, des difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux faisant valoir des préjudices pour un montant de 2 162 909,00 € HT.

Le Maître d'œuvre a analysé les sujets exposés par le groupement dans sa réclamation et a estimé que certains n'étaient pas fondés contractuellement et que pour d'autres l'estimation financière était surévaluée.

Au regard de l'analyse faite par le Maître d'œuvre et des divergences importantes quant à la nature et au montant de la réclamation, des négociations ont été entamées en vue d'un règlement amiable en application des dispositions prévues à l'article 50 du CCAG travaux.

Après négociation, les deux parties se sont entendues sur un montant de 601 470,00 € HT.

Cet accord est retranscrit dans un protocole transactionnel qu'il convient aujourd'hui d'approuver.

Une fois signé des deux parties, le présent protocole transactionnel vaut également décompte général et définitif au sens de l'article 13.4 du CCAG travaux.

Suivant l'accord intervenu entre les parties, le montant de ce décompte général s'élève à 9 536 870,93 € HT, décomposé comme suit :

- Accostage marché, compris avenant n°1 9 109 995,41 € HT
- Révision de prix arrêtée à - 174 594,48 € HT
- Présent protocole transactionnel 601 470,00 € HT

La durée globale du marché reste inchangée.

Le groupement a accepté cette proposition de transaction et s'est engagé à renoncer à toute autre réclamation et recours éventuels pour quelque motif que ce soit sur ce marché. Le décompte général définitif liant les parties a été établi en fonction des montants arrêtés dans le protocole transactionnel.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 4 octobre 2016 a donné un avis favorable à cette proposition de protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole transactionnel du marché de travaux n°3402EA13 de l'intercepteur Est - avenue de la Pompignane,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132737-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - INTERCEPTEUR EST AMONT - MARCHÉ N°1459 DE MAÎTRISE D'ŒUVRE - AVENANT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°7091 du 21 juillet 2006, le Conseil a autorisé la signature d'un marché de maîtrise d'œuvre n°1459 pour la réalisation de la partie amont de l'intercepteur Est.

Le marché a été attribué à BCEOM domicilié allée John Napier à Montpellier, pour un montant de 316 325,00 € H.T., soit 378 324,70 € T.T.C. Par avenant N°1, le marché a été transféré de BCEOM à EGIS EAU, suite au changement d'appellation du bureau d'études.

Par délibération n°11658 du 26 juin 2013, un avenant n°2 a été approuvé portant le montant du marché à 384 559,37 € HT.

Depuis lors, le programme de maîtrise d'œuvre a fait l'objet de 3 ajustements majeurs ayant une incidence sur sa rémunération :

- Reprise complète des études PRO du poste de refoulement des Closades pour passer sur un pompage en cale sèche et non pas humide,
- Prolongation du chantier et renforcement des interventions du maître d'œuvre sur le secteur de Navitau pour prendre en compte les attentes et exigences des propriétaires des terrains sur lesquels ce chantier a eu lieu,
- Reprise complète des phases PRO, ACT et EXE des travaux de traversée du Lez à Navitau : en effet lors des EXE, les conditions initiales du site ne permettaient plus de faire les travaux comme prévu et le marché de travaux signé a dû être résilié.

Au vu des éléments ci avant, un avenant n°3 au marché de maîtrise d'œuvre n°1459 s'avère donc aujourd'hui nécessaire afin de prendre en compte les incidences indiquées ci-dessus, d'un montant de 32 360 € HT.

Le nouveau montant total du marché serait ainsi porté à 416 919,37 € H.T., soit 500 303,24 € T.T.C., soit une augmentation de 31,8 % du montant initial.

Les modifications intégrées dans le présent avenant conduisent d'autre part à une augmentation de la durée globale du marché jusqu'à fin 2018 pour permettre la relance d'une consultation d'entreprises et la réalisation des travaux de traversée du Lez.

Les autres clauses du marché demeurent inchangées.

La Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 4 octobre 2016 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°3 au marché n°1459 de maîtrise d'oeuvre de l'intercepteur Est amont,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14194

Certifié Exécutoire
Publié le : 03/11/2016
Déposé En Préfecture
Le : 03/11/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161025-lmc1132738-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ATTRIBUTION DE SUBVENTION - FONDS SPÉCIAL SPORT - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Au regard de ses compétences la Métropole de Montpellier est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international. Un fonds spécial est créé pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de Montpellier Méditerranée Métropole au plan national et international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil de soutenir les projets et manifestations suivantes :

1/ 3000€ pour l'organisation des championnats de France de Horse Ball 2016-2017.

L'association Horse-ball Féminine Montpellier Saint-Georges-d'Orques souhaite participer à l'organisation d'une étape des championnats de France de Horse-ball, en lien avec la Fédération Française d'équitation, au sein du centre équestre Saint-Georges-d'Orques.

Cette association qui organise depuis 14 ans le Tournoi International, devra permettre d'accueillir quatre étapes du championnat de France (Pro Féminine, amateur Elite Mixte, amateur Elite Féminine et amateur 1 mixte).

Pour ce faire, il est proposé d'accompagner financièrement l'association Horse-ball Féminine Montpellier Saint-Georges-d'Orques par l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 3000€.

2/ Accompagner l'organisation du trophée des vaches cocardières.

La finale du Trophée des vaches cocardières se déroule cette année dans les arènes de la ville de Pérols.

Cette manifestation vient clôturer une saison composée de trente courses réparties sur plusieurs départements du sud de la France.

L'association du Trophée des Vaches cocardières, organisatrice de l'événement, en lien avec la commune de Pérols, s'est engagée à faire venir les meilleures vaches et les meilleurs raseteurs du Trophée et à faire de cette finale un véritable spectacle pour le plaisir des passionnés et des curieux.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner, à hauteur de 1500€, l'association du Trophée des vaches cocardières dans l'organisation de cette manifestation.

3/ Accompagner le développement d'une filière de formation au sein du Volley-ball Club du canton de Castries.

Le Volley-ball Club du canton de Castries souhaite mettre en place une filière de formation dans les catégories école de volley-ball, poussins et benjamins afin d'offrir aux jeunes adhérents une formation adaptée aux exigences des compétitions actuelles et de favoriser le développement d'une section de haut niveau.

Dans ce contexte, de nombreux tournois vont être organisés afin de stimuler l'apprentissage et les liens sociaux entre les pratiquants du club.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter son soutien financier au développement de cette association sportive à hauteur de 1 500€.

4/ Accompagner le développement d'une section haut niveau en BMX au sein de l'association Attitude à Montpellier.

Il s'agit d'accompagner, à hauteur de 1000€, le développement de la « Team Rookies », groupe de riders BMX élite, afin de les aider à participer à des contests, à développer de nouvelles sessions

Délibération n° 14188

d'entraînement, à structurer leur image mais également à se déplacer sur les compétitions nationales voir internationales. Certains riders de cette équipe élite BMX participeront au prochain FISE Métropole.

A cette occasion, Montpellier Méditerranée Métropole propose d'apporter son soutien financier à hauteur de 1000 € à l'association Attitude.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132924-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉSEAU DES PISCINES - RÉHABILITATION DU CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE - VALIDATION DU PROGRAMME, DU BUDGET ET DU PLANNING - AUTORISATION DE LANCER LE CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Transféré par la Ville de Montpellier le 1er janvier 2003, le Centre Nautique Neptune est un établissement phare du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole qui accueille chaque année près de 150 000 personnes avec la triple mission d'initiation des scolaires à la natation, d'accueil des clubs et associations sportives et d'ouverture la plus large possible au grand public.

Implanté dans le quartier de la Mosson, cet équipement aquatique majeur de notre territoire s'inscrit dans un projet urbain qui associe l'amélioration de l'attractivité du quartier ainsi que celle du cadre de vie de ses habitants.

L'équipement, ouvert depuis décembre 1969, accueille aujourd'hui trois fois plus de public qu'en 1969.

Le Centre Nautique Neptune est actuellement composé d'un bassin intérieur couvert de 25 m avec vestiaires, rangements et locaux techniques ainsi que des installations extérieures comprenant un bassin de 50 m avec gradins, une fosse à plongeon, une pataugeoire et un toboggan.

Partant du constat, dressé dans la délibération n°14102 en date du 28 septembre 2016, que cet équipement n'est plus adapté aux exigences actuelles de confort des publics (public, clubs et scolaires) et du personnel y travaillant, le Conseil de Métropole a approuvé le principe du lancement d'un projet de réhabilitation ambitieux du Centre Nautique Neptune et d'accueil du haut niveau ainsi que le lancement des études de faisabilité relative à la création d'un nouveau bassin de 50 mètres.

Les différentes études menées ont permis de définir le programme détaillé de la réhabilitation joint en annexe, dont les grandes caractéristiques sont les suivantes :

- La création de nouveaux bâtiments pour abriter le hall d'accueil, les vestiaires public et groupes, ainsi que les locaux annexes et un bassin d'initiation supplémentaire pour mieux répondre aux besoins du quartier notamment en terme d'apprentissage de la natation.
- Le réaménagement des bâtiments existants pour accueillir les vestiaires du bassin intérieur public et groupes, un espace gradins de 80 places, une salle de musculation ainsi que les locaux du personnel.
- L'extension et l'aménagement des plages extérieures avec la création de jeux d'eau et d'un pentaglis ainsi qu'une partie végétale ombragée équipée de terrains de beach-volley.
- Les aménagements de voirie et de parking nécessaires.
- L'amélioration du traitement de l'eau et de l'air ainsi que la chaufferie.
- La mise aux normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Sur la base de ce programme détaillé, l'enveloppe financière prévisionnelle globale de la réhabilitation est évaluée à 12 083 000€ H.T (valeur octobre 2016) dont 10 060 000€ H.T dédiés aux travaux et 10 000€ H.T concernant l'acquisition foncière. Le planning de l'opération fourni en annexe permet d'envisager une livraison prévisionnelle de l'équipement remis à niveau à la mi-septembre 2020.

Dans le cadre de ce projet, il convient d'engager la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre de l'opération. Compte tenu du montant prévisionnel des travaux, de la complexité de l'opération de réhabilitation, des taux de rémunération habituellement pratiqués sur ce type de prestation, la rémunération du marché de maîtrise d'œuvre devrait représenter entre 13 et 15% du montant des travaux. Il s'agira d'une mission de maîtrise d'œuvre avec les missions complémentaires d'ordonnancement de pilotage et de coordination des travaux (OPC), de coordination en matière de Système de Sécurité Incendie (SSI) conformément à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée

relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi « MOP ») et ses décrets d'application.

Dans ce cadre il est proposé de lancer une procédure de concours restreint conformément aux articles 88, 89 et 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Le jury, chargé notamment d'émettre un avis motivé sur les candidatures puis sur les prestations remises par les participants au concours, sera composé de plein droit des membres élus de la commission d'appel d'offres et de personnes indépendantes des participants au concours.

Au regard de l'objet du concours, au moins un tiers des membres du jury devra posséder une qualification professionnelle identique ou équivalente à celle exigée des candidats.

Ces personnes qualifiées ainsi que le président du jury seront désignés ultérieurement par arrêté du Président de la Métropole conformément à la délibération n°14129 du 28 septembre 2016.

A l'issue de l'examen des candidatures, au maximum quatre candidats seront admis à présenter une offre de niveau esquisse sur la base du programme technique détaillé de l'opération. Le montant de la prime versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement du concours sera de 60 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme, le planning et l'estimation du budget de l'opération,
- autoriser le lancement du concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément aux dispositions du décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics,
- dire que les crédits relatifs aux études, à l'acquisition foncière, aux aménagements provisoires et aux concours de maîtrise d'œuvre seront inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- dire que le montant de la prime versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement du concours sera de 60 000€ HT,
- approuver les demandes de subventions aux taux le plus large possible auprès de l'Etat, la Région Occitanie – Pyrénées Méditerranée, le Département de l'Hérault, le Centre National du Développement du Sport (CNDS), en soutien de l'opération de réhabilitation du Centre Nautique Neptune à Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer le marché de maîtrise d'œuvre à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution du marché, y compris, le cas échéant, sa résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132870-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

TRANSPORT ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASILVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY ET DÉPLACEMENT - MARCHÉ DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE POUR LA RÉALISATION DE L'EXTENSION DE LA 1ÈRE LIGNE DE TRAMWAY VERS LA NOUVELLE GARE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 novembre 2012, le Conseil a approuvé le programme initial de l'opération Extension de la ligne 1 à la gare TGV, ainsi que le montant de l'enveloppe prévisionnelle évaluée à 40 Millions d'€ HT (valeur octobre 2012).

Dans le cadre de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et, notamment son article 3, la Métropole a décidé de confier à un prestataire la mission de faire réaliser cette opération, en qualité de mandataire pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'extension de la Ligne 1 de tramway vers la future gare consiste en la réalisation de 1,3 km de ligne nouvelle entre l'actuel terminus Odysseum et la gare, ainsi que de 2 stations nouvelles, dans un environnement en forte mutation, sur un périmètre où coexistent de nombreux projets : réalisation de l'autoroute A9 déplacée, du contournement ferroviaire Nîmes – Montpellier et projet de développement urbain du quartier Mogère.

Depuis fin janvier 2013, la SAAM, devenue SA3M, intervient comme mandataire de l'opération tramway dans le cadre du mandat d'études pour le nouveau quartier. Il était prévu qu'un second mandataire soit désigné pour la suite des études et la réalisation de l'opération. C'est l'objet de la procédure négociée avec mise en concurrence qui a été lancée avec transmission d'un avis d'appel public à la concurrence le 23 juillet 2015.

Le présent marché porte sur les missions du mandataire qui comprennent notamment :

- La définition des conditions techniques selon lesquelles l'opération «Extension de la ligne 1 vers la gare TGV» sera étudiée et réalisée (à partir de l'Avant-Projet provisoire) ;
- La définition des conditions administratives selon lesquelles l'opération sera étudiée et réalisée ;
- La préparation et la gestion des marchés (études, travaux, assurances) ;
- L'assistance en communication institutionnelle (information du public) ;
- La gestion financière et comptable de l'opération ;
- Les actions en justice, mission d'assistance juridique ;
- La coordination avec les interventions des autres maîtres d'ouvrage ou exploitants en interface avec la réalisation de cette opération : ASF, SNCF Infra, ICADE, SA3M, concessionnaires, exploitant du réseau TaM, exploitant du centre commercial Odysseum ;
- La préparation de la mise en exploitation et l'accompagnement du maître d'ouvrage dans les choix de restructuration du réseau de transport.

Le marché à prix global et forfaitaire est conclu pour une durée courant de la notification du marché jusqu'à la mise en service de l'opération, plus une année pour la clôture des marchés et l'exécution des garanties de parfait achèvement, plus 6 mois pour l'établissement du quitus, soit une durée indicative prévisionnelle d'environ 72 mois.

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 11 octobre 2016 a décidé de retenir l'offre de TaM pour un montant de 1 375 703,50 € HT (valeur juin 2016), soit 1 650 844,20 € TTC, répondant à l'ensemble des spécifications du cahier des charges et constituant l'offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attributions définis dans le dossier de consultations des entreprises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de l'extension de la 1ère ligne de tramway vers la nouvelle gare,
- autoriser la signature du marché avec TaM, d'un montant de 1 375 703,50 € HT, soit 1 650 844,20 € TTC (valeur juin 2016),

- dire que les crédits nécessaires à cette opération, sont inscrits au budget annexe des transports de la Métropole pour l'année 2016 au chapitre 23 et seront complétés dans les budgets ultérieurs en tant que de besoin,

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. J.-L. COUSQUER, Mme T. DASYLVA, M. A. EL KANDOUSSI, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. RICO, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1131368-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION D'EXPLOITATION ET DE CORRECTION DES DONNÉES DU FICHIER NATIONAL DES ACCIDENTS CORPORELS DE LA CIRCULATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis le transfert, le 1^{er} janvier 2015, des voiries communales à Montpellier Méditerranée Métropole, celle-ci est devenue compétente dans l'élaboration de stratégies d'amélioration de la sécurité routière sur les infrastructures dont elle a la charge.

Dans ce cadre, il est nécessaire de disposer d'un outil d'analyse et d'aide à la décision en matière de sécurité routière afin d'identifier les zones d'accumulation d'accidents et prioriser les aménagements à réaliser.

Cet outil est alimenté par les données des accidents corporels de la circulation qui sont renseignées par la Police Nationale et la Gendarmerie Nationale, qui complètent une base de données à partir des procès-verbaux détaillant le lieu et les caractéristiques de chaque accident.

Ces données sont ensuite recueillies par l'Observatoire Départemental de la Sécurité Routière de l'Hérault (ODSR), qui s'assure de la fiabilité des données et les transmet au Ministère de l'Intérieur via la Délégation à la Sécurité et à la Circulation Routières (DSCR). C'est la DSCR qui a la responsabilité de la diffusion et de l'utilisation de ces données, notamment à l'attention des collectivités territoriales concernées par ces problématiques.

L'accès à ces données par les services de la Métropole sur l'ensemble du territoire, par voie conventionnelle et sans flux financier, est l'objet de la présente délibération.

Il est donc proposé de conclure avec la Délégation à la Sécurité et à la Circulation Routières une convention d'exploitation des données issues du fichier national des accidents corporels de la circulation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec la Délégation à la Sécurité et à la Circulation Routières pour l'exploitation et la correction des données du fichier national des accidents corporels de la circulation,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1132074-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY DEUXIÈME LIGNE - AVENANT N°9 AU MARCHÉ DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE N°379T0 POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION DE LA DEUXIÈME LIGNE DE TRAMWAY - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé à l'unanimité, par délibération n°3576 en date du 26 juillet 1999, de doter son territoire d'une deuxième ligne de tramway et a approuvé l'engagement des études nécessaires à l'élaboration du programme.

Le programme de l'opération, approuvé par délibération n°3961 le 12 juillet 2000, en définit les enjeux et les objectifs ainsi que l'enveloppe financière prévisionnelle.

Par délibération n°3962 du 12 juillet 2000, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la collectivité les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 2ème ligne de tramway.

Les travaux correspondants ont été exécutés et la ligne mise en service en décembre 2006.

La ligne 2 franchit le Passage à Niveau n°40 (PN40) à Saint Jean de Vedas et emprunte une partie d'emprise ferroviaire qui était propriété de RFF et qui depuis a été acquise par la Métropole.

L'objet du présent avenant 9 au mandat tramway ligne 2 est d'inscrire dans ce mandat la reprise du PN 40 compte tenu de l'intégration de cet ouvrage dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole (le PN n'est donc plus soumis aux règles contraignantes du réseau ferré national) et en raison de l'état très dégradé de la chaussée, au droit du carrefour.

Les travaux consistent dans le remplacement intégral de la structure de la plateforme actuellement en pose ballast, par de la pose béton ainsi que la suppression du dispositif de barrière de protection du passage à niveau entraînant la modification du carrefour et des aménagements de sécurité.

Les travaux sont programmés pour l'été 2017 avec une coupure d'exploitation du tramway et mise en place de bus de substitution.

Le montant des travaux de reprise du PN40 et de son carrefour est estimé à 650 000€ HT (hors rémunération du mandataire), en date de valeur février 2000, soit 975 000 € HT en valeur courante.

Pour information, le coût prévisionnel final de l'opération « Ligne 2 » en valeur février 2000 s'élève aujourd'hui à 395 millions d'euros pour une estimation prévisionnelle de l'opération fixée à 400 millions d'euros.

Compte tenu des aménagements complémentaires apportés et intégrés à l'opération, la rémunération du mandataire est augmentée de 17 485 € HT en valeur février 2000 (soit 26 000€ HT en valeur juillet 2016).

En conséquence, le montant total de la rémunération du mandataire TaM incluse dans les enveloppes financières prévisionnelles ci-dessus, s'établit ainsi à 21 349 883 euros H.T (valeur février 2000), en lieu et place des 21 332 398 euros H.T. issus de l'avenant n°8.

Délibération n° 14198

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 25 Octobre 2016 a décidé d'approuver l'avenant 9 au marché de mandat de maîtrise d'ouvrage de la ligne 2 de tramway pour un montant de 17 485 € HT en valeur 2000 (soit 26 000 € en valeur 2016), ce qui porte ainsi le montant de la rémunération du mandataire TaM à 21 349 883 € HT en valeur Février 2000.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°9 à la convention de mandat relative à la réalisation de la deuxième ligne de tramway,
- dire que les crédits nécessaires à ces prestations dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. J.-L. COUSQUER, Mme T. DASYLVA, M. A. EL KANDOUSSI, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. RICO, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 03/11/2016
Déposé En Préfecture
Le : 03/11/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161025-lmc1131192-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – STRATÉGIE DE COMMANDE PUBLIQUE PORTANT SUR LA VOIRIE - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - TRAVAUX ET MAINTENANCE DE LA VOIRIE MÉTROPOLITAINE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence voirie espace public, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de réaliser des prestations de travaux et de maintenance de la voirie, en application de leurs compétences respectives.

En effet, sur le territoire de Montpellier, l'entretien et la maintenance des espaces publics sont réalisés par :

- La Métropole qui gère les espaces transférés,
- La Ville de Montpellier qui gère les espaces dédiés à d'autres usages que les déplacements.

Les marchés de travaux et de maintenance de la voirie conclus par la Ville de Montpellier préalablement au transfert de compétence ont fait l'objet d'avenant de co-utilisation entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Ces marchés arrivent à échéance en juin 2017.

Il convient donc de lancer une procédure d'appel d'offres pour attribuer de nouveaux marchés selon une stratégie de commande publique bâtie à l'échelle de la Métropole, objet d'une autre délibération à l'ordre du jour du présent conseil. Cette stratégie prévoit l'attribution d'un marché de travaux et de maintenance de la voirie comportant 9 lots pour couvrir l'ensemble du territoire métropolitain.

Il s'agira d'accords-cadres de travaux, exécutés par l'émission de bons de commande, avec des minimums et des maximums, en application des articles 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Ils seront conclus pour une durée d'un an à compter de la date de notification prévue en 2017 et renouvelables trois fois.

Pour le pôle de Montpellier, ce marché est divisé, comme actuellement, en quatre lots (définis par quartiers) et un lot technique. Ces cinq derniers lots sont l'objet de la convention de groupement de commandes entre la Ville et la Métropole.

Leurs montants annuels minimums et maximums seront répartis de la manière suivante :

Intitulé des lots	Montant minimum	Montant maximum
Lot 6 : Montpellier – Quartiers Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent		
- Pour la Métropole	492 000 € HT / an	1 950 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier	8 000 € HT / an	50 000 € HT / an
Lot 7 : Montpellier – Quartier Centre		
- Pour la Métropole	490 000 € HT / an	1 900 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier	10 000 € HT / an	100 000 € HT / an
Lot 8 : Montpellier – Quartiers Mosson et Cévennes		
- Pour la Métropole	490 000 € HT / an	1 950 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier	10 000 € HT / an	50 000 € HT / an
Lot 9 : Montpellier – Quartier hôpitaux Facultés		

- Pour la Métropole	500 000 € HT / an	1 980 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier	Sans mini / an	20 000 € HT / an
Lot 10 : Fourniture et mise en œuvre asphalté coulé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole		
- Pour la Métropole	100 000 € HT / an	395 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier	Sans mini / an	5 000 € HT / an

La convention proposée s'intègre dans la stratégie de commande publique pour l'entretien de la voirie, comprenant le marché de travaux et de maintenance qui couvre l'ensemble du territoire métropolitain. Elle définit les modalités de passation et d'exécution de ce marché. Elle désigne la Métropole comme coordonnatrice de ce groupement de commandes pour toute la procédure de préparation et de passation du marché, incluant la notification. L'exécution du marché sera réalisée par la Métropole et la Ville de Montpellier chacune pour ce qui les concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour les prestations de travaux et de maintenance de la voirie,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits aux chapitres 908 et 938 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention constitutive du groupement de commandes et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1133373-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – STRATÉGIE DE COMMANDE PUBLIQUE PORTANT SUR LA VOIRIE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE MAINTENANCE DE LA VOIRIE MÉTROPOLITAINE

M. R. YOUSSEUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence voirie-espace public, Montpellier Méditerranée Métropole projette de lancer une consultation lui permettant à la fois de réaliser des travaux et d'entretenir les espaces publics métropolitains. Il s'agit de disposer d'un outil permettant aux pôles territoriaux de réaliser tous types de prestations de travaux, d'entretien et de maintenance du patrimoine, hors opérations ponctuelles de grande ampleur telles que le réaménagement d'une rue. Ces dernières feront l'objet d'appels d'offre spécifiques.

La stratégie de commande publique proposée pour les prestations de travaux d'aménagement de moindre ampleur et de maintenance de la voirie métropolitaine s'appuie sur l'attribution d'accords-cadres qui comporteront neuf lots géographiques, soit un par pôle, sauf pour le pôle de Montpellier divisé, comme actuellement, en quatre lots (définis par quartiers) et un lot technique. Il s'agira d'accords-cadres de travaux, exécutés par l'émission de bons de commande, avec des minimums et des maximums, en application des articles 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Ils seront conclus pour une durée d'un an à compter de la date de notification prévue en 2017 et renouvelables trois fois.

Les montants annuels minimums et maximums des lots seront répartis de la manière suivante :

Intitulé du lot	Montant minimum	Montant maximum
Lot 1 : Pôle Plaine Ouest	350 000 € HT / an	1 125 000 € HT / an
Lot 2 : Pôle Piémonts et Garrigues	350 000 € HT / an	1 350 000 € HT / an
Lot 3 : Pôle Vallée du Lez	250 000 € HT / an	1 670 000 € HT / an
Lot 4 : Pôle Cadoule et Bérange	250 000 € HT / an	1 670 000 € HT / an
Lot 5 : Pôle Littoral	585 000 € HT / an	1 750 000 € HT / an
Lot 6 : Montpellier – Quartiers Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent	500 000 € HT / an	2 000 000 € HT / an
Lot 7 : Montpellier – Quartier Centre	500 000 € HT / an	2 000 000 € HT / an
Lot 8 : Montpellier – Quartiers Mosson et Cévennes	500 000 € HT / an	2 000 000 € HT / an
Lot 9 : Montpellier – Quartier hôpitaux Facultés	500 000 € HT / an	2 000 000 € HT / an
Lot 10 : Fourniture et mise en œuvre asphalte coulé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	100 000 € HT / an	400 000 € HT / an

Il est prévu d'intégrer une clause de réexamen dans les pièces contractuelles afin, notamment, de permettre la mise en œuvre par le biais de ces marchés, de la stratégie de la Métropole en matière de viabilité hivernale.

Ces marchés sont établis en prenant en compte l'évolution du territoire couvert, par principe d'extension du périmètre, au fur et à mesure de l'extinction des marchés en cours.

Les quatre lots situés sur le territoire de Montpellier et le lot technique font l'objet d'une délibération complémentaire d'approbation d'une convention de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert portant sur les travaux et la maintenance de la voirie métropolitaine,

Délibération n° 14200

- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, aux chapitres 908 et 938, et seront reconduits en tant que de besoin dans les budgets suivants,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution des présents marchés, y compris, le cas échéant, leur résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1133380-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, Mme T. DASYLVA à Mme A. YAGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme S. KERANGUEVEN à M. H. DE VERBIZIER, M. P. KRZYZANSKI à M. A. EL KANDOUSSI, Mme B. MICHEL à M. R. REVOL, Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL.

Excusé(es):

Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA MÉTROPOLE ET LES COMMUNES DE BEAULIEU, LAVERUNE, PRADES-LE-LEZ, SAINT GENIÈS DES MOURGUES, SAINT GEORGES D'ORQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Celui-ci sera versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du conseil municipal et du conseil de la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre d'une opération, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Le conseil municipal de Beaulieu a approuvé les versements des fonds de concours suivants par délibération le 24 octobre 2016. Les conseils municipaux des communes de Laverune, Prades-le-Lez, Saint Génès des Mourgues et Saint Georges d'Orques vont approuver les versements des fonds de concours suivants par délibérations le 25 octobre 2016 pour Laverune, le 20 octobre 2016, pour Saint Génès des Mourgues, le 19 octobre 2016 pour Saint Georges d'Orques et au prochain conseil municipal pour Prades-le-Lez.

Pour la Commune de Beaulieu :

Pour l'opération de travaux avenue de Saint Génès d'un montant TTC de 54 064 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 22 000 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux d'éclairage public rue de l'Escoude, d'un montant TTC de 13 500 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 5 500 €, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux de réfection de la voirie d'un montant TTC de 78 510 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 32 300 €, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération.

Pour la Commune de Laverune :

Pour l'opération de travaux de voirie du Mas de Lepot d'un montant TTC de 264 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 108 800 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux de prolongement de l'avenue du château d'un montant TTC de 45 159 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 18 500 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de maîtrise d'œuvre pour futurs travaux sur le parvis du château des évêques d'un montant TTC de 31 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel

de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 12 460 €, soit 48 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux de rénovation de la voirie d'un montant TTC de 58 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 23 500 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour la Commune de Prades le Lez :

Pour l'opération de travaux de renouvellement de la voirie communale d'un montant TTC de 76 400 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 31 500 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux de rénovation de l'éclairage public d'un montant TTC de 35 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 13 500 €, soit 46 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour la Commune de Saint Génès des Mourgues :

Pour l'opération de réfection de la rue du Moulin incluant l'enfouissement de réseaux d'électricité, d'éclairage public et de télécommunication d'un montant TTC de 228 775 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 71 468 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération, net de subvention.

Pour l'opération d'étude de stationnement d'un montant TTC de 3 300 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 1 350 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de rénovation du patrimoine de voirie d'un montant TTC de 7 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 2 850 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour la Commune de Saint Georges d'Orques :

Pour l'opération de mise aux normes de l'éclairage public d'un montant TTC de 41 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 4 982 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération, net de subvention.

Pour l'opération d'étude hydraulique relative au vieux village d'un montant TTC de 6 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 2 450 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux de réfection de la rue Puech Rouquier d'un montant TTC de 55 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 22 458 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de réfection des trottoirs de la rue du Fanabregou d'un montant TTC de 51 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 20 825 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de réfection de la rue du vallon d'un montant TTC de 49 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 20 008 € HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de réfection de l'impasse Saint Jean d'un montant TTC de 22 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 8 983 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de réfection du chemin des cagnes d'un montant TTC de 40 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 16 333 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de réfection de l'impasse et de la rue des Comores d'un montant TTC de 33 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 13 475 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux de rénovation de la voirie d'un montant TTC de 22 501€, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 9 188 €, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour chacun de ces fonds de concours, le montant versé par la commune sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération à laquelle il est associé, tel qu'il résulte du décompte général de l'opération dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Les projets de convention de fonds de concours établis en conséquence déterminent notamment les modalités de versement par les communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement des fonds de concours décrits ci-dessus,
- approuver les conventions définissant les modalités de mise en œuvre de ces fonds de concours,
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget de l'exercice en cours, aux chapitres 905 et 908, et seront complétés en tant que de besoin au budget des prochains exercices,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions après approbation concordante des communes de Beaulieu, Laverune, Prades-le-Lez, Saint Geniès des Mourgues, et Saint Georges d'Orques ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 03/11/2016

Déposé En Préfecture

Le : 03/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161025-lmc1133236-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 25 octobre 2016
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-346	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public passée avec l'accélérateur de croissance SPRINT MONTPELLIER pour des locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga	250
D2016-419	Décision relative à l'avenant pour la co-utilisation et pour la restructuration du prix unitaire du marché d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations par la commune de Courdonterral et Montpellier Méditerranée Métropole	252
D2016-500	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 à la convention conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole concernant la location d'une ensemble immobilier situé au 391 rue de Fontfroide à Montpellier	254
D2016-566	Décision relative à l'avenant n°2 au marché N°4248TV15 - travaux "programme de voirie 2014/2017" sur la Commune de Restinclières	256
D2016-577	Décision relative à l'acquisition de quatre pianos - Marché n° 4607DC16 - Conservatoire à Rayonnement Régional	258
D2016-579	Décision relative à l'adaptation des jours d'ouverture pendant l'exposition estivale de l'année 2016	260
D2016-589	Décision relative à l'achat d'une prestation d'animations autour de la culture Hip-Hop auprès des publics 11-17 ans pour la période du 22 au 26 août 2016	262
D2016-595	Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec l'Association SWELIA pour une extension de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	264
D2016-598	Décision relative à un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société INCITIUS SOFTWARE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	266
D2016-622	Décision relative aux fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle "Rédemption ou l'oubli de la terre "	268
D2016-627	Décision relative à un avenant au contrat de maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement de la rue de Jasses destiné à la création du pôle médical sur le site de Jasses à Saint Jean de Vedas	270
D2016-629	Décision relative à un accord-cadre n°4473DM16 de prestations de télésurveillance des carrefours à feux sur les communes de la Métropole de Montpellier	272
D2016-634	Décision relative à la vente de parcelles rue Marius Petipa à Montpellier au profit de la société d'aménagement Territoire 34 dans la ZAC Pierres Vives	274
D2016-641	Décision relative au marché n°4397VD16 concernant la fourniture de sondes de télérelève et logiciel de suivi et d'optimisation, pour la mesure du taux de remplissage de conteneurs d'apport volontaire sur le centre-ville de Montpellier	276
D2016-645	Décision relative au déclassement d'une partie du Chemin de la Paranasse sur la Commune de Saint Drézéry	278

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-649	Décision relative à la signature de l'avenant N°1 au marché n°4244AT16 de mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du Quartier du Devois à Castelnau-le-Lez	280
D2016-655	Décision relative à la signature de la convention Hérault Énergies / Montpellier Méditerranée Métropole pour les travaux de renforcement sur le réseau de distribution publique d'électricité - Rue Croix de la Mission sur la Commune de Beaulieu	282
D2016-656	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 96 m² allée Jacques Halévy à Montpellier auprès de la société Kaufman & Broad	284
D2016-660	Décision relative à une nouvelle convention d'amodiation du Parking Foch-Préfecture / Marché aux fleurs	286
D2016-661	Décision relative à l'acquisition de la parcelle D 931 située à Cournonsec pour élargir le chemin des Ormes	288
D2016-663	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALTERNATIVE SHIFT dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	290
D2016-665	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée EV 474 de 1 387 m² rue du Grand Saint Jean à Montpellier	292
D2016-666	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AZ 259 sur la Commune Grabels appartenant à la SCI Ducoin	294
D2016-669	Décision relative à l'agrément de candidature de la société CPA AVOCATS dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	296
D2016-672	Décision relative à l'instauration de servitudes d'ancrages pour les besoins du tramway	298
D2016-674	Décision relative à l'agrément de candidature de la société VIRDYS dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	300
D2016-675	Décision relative à l'agrément de candidature de la société 458 STUDIO dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	302
D2016-677	Décision relative à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Accueil d'une œuvre dans les ateliers de restauration du Centre Interrégional de Conservation et Restauration du Patrimoine (C.I.C.R.P) pour une étude préalable à sa restauration fondamentale	304
D2016-679	Décision d'ester en justice "Association Collectif Intercommunale de Déchets de Castries - ACIDC"	306
D2016-680	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AC 239 sur la commune de Baillargues appartenant à Monsieur et Madame MALAVAL	308
D2016-681	Décision relative à la vente de la parcelle BY 592 située rue de la Lavalette à Clapiers à Madame Magali PARTYKA	310

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-683	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NAMAÉ CONCEPT et une réduction de surface au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	312
D2016-686	Décision relative au marché 4051TV15 d'assistance et délégation pour la gestion des DT/DICT sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	314
D2016-688	Décision relative à la mise à disposition d'espaces du Centre Bérenger de Frérol par la commune de Villeneuve-lès-Maguelone	316
D2016-689	Décision relative à un contrat de droit d'utilisation du logiciel WEB ACCUEIL de télégestion des aires d'accueil des Gens du Voyage en ligne, d'hébergement, de maintenance et d'assistance technique associés	318
D2016-690	Décision relative au marché n°4614DC16 de travaux de muséographie de l'exposition "l'Art et la matière - Une galerie de sculptures à toucher" au musée Fabre	320
D2016-691	Décision relative à un avenant n°1 au mandat d'études Cavalade - Hippocrate confié à la SA3M	322
D2016-692	Décision relative à un marché n°4138MG16, écoconstruction d'un Centre éco artisan et de locaux pour la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2	324
D2016-699	Décision relative à un Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle « 1789 secondes »	326
D2016-700	Décision relative à l'acquisition des parcelles A 854, 857 et 858 sur la Commune de Saint-Brès appartenant à Monsieur Jacques Chabaud	328
D2016-702	Décision relative à l'agrément de candidature de la société 3S dans la ZAC DESCARTES à Lavérune	330
D2016-703	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SC CARBON LAVERUNE dans la ZAC Descartes à Lavérune	332
D2016-704	Décision relative à l'agrément de candidature de la société PGP dans le lotissement Marcel Dassault à Saint Jean de Védas	334
D2016-706	Décision relative à la signature du marché de prestations intellectuelles N°2127 S16.01 similaire au marché de prestations intellectuelles N°2127 S15.01	336
D2016-707	Décision relative à l'acquisition de la parcelle CT 452 auprès de l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault, rue des Frères Lumière - Commune de Montpellier	338
D2016-713	Décision relative au marché n°4553DE16 - Nettoyage des bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole CAP OMEGA, CAP ALPHA, MIBI	340
D2016-714	Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint Jean de Védas	342
D2016-716	Décision relative à un marché n°4517RI16 d'acquisition d'une infrastructure Wifi	344

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-717	Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Fabrègues	346
D2016-719	Décision relative à un contrat de prestation de réalisation de signature olfactive et de fourniture de consommables	348
D2016-720	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NADRA TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	350
D2016-721	Décision relative à la vente de la parcelle CT 453 au profit de l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault rue des Frères Lumière - Commune de Montpellier.	352
D2016-724	Décision relative à la signature d'un marché de prestations de service N°4594VD16 pour la collecte et le transport des déjections animales du complexe animalier NOE - Villeneuve-lès-Maguelone	354
D2016-725	Décision relative à la vente au profit de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole des emprises de terrain déclassées avenue Georges Frêche - Commune de Pérols	356
D2016-730	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	358
D2016-734	Décision d'ester en justice "GINESTOUX Didier - Requête n°1506363-8 TA"	360
D2016-735	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	361
D2016-741	Décision relative à l'agrément de candidature de la société RÉEL MÉDITERRANÉE dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec	363
D2016-746	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	365
D2016-747	Décision d'ester en justice "SOCRI GESTION - requête n°1604304-4 TA"	367
D2016-748	Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Parcelles cadastrées BN n° 50, 51 et 52 - Commune de Fabrègues	368
D2016-749	Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Parcelles cadastrées AW n° 1, 2, 6, 50 et 52 - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	370
D2016-756	Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle SM n°48 - 1950 route de Vauguières - Montpellier	372
D2016-778	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Parcelle CH n°116 - Commune de Lattes	374
D2016-779	Décision relative à la désignation du Président du Jury et des membres ayant la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats - Jury de maîtrise d'œuvre relatif à la construction du nouveau conservatoire à rayonnement régional de la Métropole	376
D2016-780	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Parcelle CR n° 43 - Commune de Lattes	378



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public
passée avec l'accélérateur de croissance SPRINT MONTPELLIER
pour des locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga**

VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,

VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,

VU la délibération n° 13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga,

VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,

VU la demande formulée par l'accélérateur de croissance dénommé SPRINT MONTPELLIER nouvellement créé sur le territoire de la Métropole pour la mise à disposition de locaux situés au sein de cap oméga afin d'y organiser des sessions d'accélération de croissance destinées aux startups préalablement sélectionnées,

CONSIDERANT que ce type d'action venant en complément de celles déjà menées par le BIC a déjà fait ses preuves dans d'autres régions et pourrait donc s'avérer très bénéfique pour les startups installées sur le territoire de la Métropole et particulièrement pour celles qui sont accompagnées par le BIC,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'accélérateur SPRINT MONTPELLIER pour une période de trois ans à compter de sa date de notification et jusqu'au 14 juillet 2019.

ARTICLE 2 : L'occupation porte sur les locaux répertoriés B004, B005, B006, d'une surface totale de 89,93 m² situés en rez de chaussée de la pépinière en zone orange. Ces locaux sont mis à disposition exempts de tout mobilier et équipements, SPRINT MONTPELLIER se chargeant de les aménager en fonction de leurs propres besoins.

ARTICLE 3 : L'accélérateur de croissance SPRINT MONTPELLIER occupera la totalité de la surface pendant la durée des sessions d'accélération soit pendant 4 mois (les sessions d'accélération sont prévues initialement pour se dérouler de mi-septembre à mi-janvier. Pendant les huit mois restants de l'année, SPRINT MONTPELLIER n'occupera que 29,99 m² de la surface et le reste de la surface pourra être utilisé par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour ses propres services.

ARTICLE 4 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SPRINT MONTPELLIER pour la surface de 89,93 m² qu'elle occupera pendant 4 mois de l'année dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 136,71 euros, soit 12,64 euros H.T le m²/mois, soit 4 546,84 euros pour quatre mois d'occupation. Pendant les huit mois restants et pour les 29,99 m² toujours occupés, la redevance d'occupation hors taxes sera de 379,07 euros par mois soit 3 032,58 euros. La totalité de la redevance à payer par an sera donc de 7 579,42 euros hors taxes et hors charges conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 5 : La recette résultant du présent contrat d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 6 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-346
Reçue en Préfecture le	07/09/16
Affichée le	07/09/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1129068-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 05/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant pour la co-utilisation et pour la restructuration du prix unitaire du marché d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations par la commune de Cournonterral et Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Cournonterral en date du 31 décembre 2015
- **VU** la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

CONSIDÉRANT la nécessité de modifier la structure du prix unitaire des prestations d'entretien et de maintenance de l'éclairage public de Cournonterral, permettant ainsi au prestataire d'établir des facturations conforme au partage des prestations, compte tenu de la conservation à la charge de la Commune des prestations de « pose, dépose et maintenance des illuminations »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant de co-utilisation ci-après est passé entre la commune de Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises suivantes :

BOUYGUES Energies et Services à Saint Gely du Fesc pour le marché n°4325AT16 relatif à « L'entretien et la maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations », à prix unitaires, d'un montant annuel estimé à 25 606, 50 € HT + option 1 estimée à 17 603, 55 € HT + option 2 s'élevant à 6 193, 20 € HT pour la durée totale du marché, et conclu jusqu'au 12/12/2016 pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

ARTICLE 2 : En application de cette co-utilisation, il convient de modifier la structure du prix unitaire au point lumineux, initialement fixé à 21,50 € HT, en ôtant les prestations de « pose, dépose et maintenance des illuminations » estimées à 5 145, 45 € HT par an.

En ramenant l'estimation des « illuminations » au nombre total de points lumineux égal à 1172 (1099 transférés à la Métropole et 73 conservés par la Commune), on obtient un prix annuel au point lumineux s'élevant à 4,39 € HT pour les prestations de « pose, dépose et maintenance des 40 illuminations ».

Ainsi, pour les prestations réalisées pour le compte de la Métropole, c'est-à-dire pour les 1099 points lumineux transférés, ôté de la part « illumination », le prix annuel au point lumineux restructuré s'élève à 17, 11 € HT.

ARTICLE 3 : Le présent avenant ne modifie pas le montant global du marché. En revanche, les montants appliqués à la Métropole sont modifiés comme suit :

Au lieu de lire :		Il convient de lire :	
<i>Prix annuel au point lumineux</i>		<i>Prix annuel au point lumineux</i>	
<i>Montant HT</i>	21, 50 €	Montant HT	17, 11 €
<i>TVA 20 %</i>	4, 21 €	TVA 20 %	3, 422 €
<i>Montant TTC</i>	25, 71 €	Montant TTC	22, 53 €
<i>Montant estimatif annuel pour 1099 points lumineux 3M</i>		<i>Montant estimatif annuel pour 1099 points lumineux 3M</i>	
<i>Montant HT</i>	23 628, 50 €	Montant HT	18 803, 89 €
<i>TVA 20 %</i>	4 725, 70 €	TVA 20 %	3 760, 78 €
<i>Montant TTC</i>	28 354, 20 €	Montant TTC	22 564, 67 €

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-419
Reçue en Préfecture le	23/09/16
Affichée le	23/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160923-lmc1126533-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 23/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 à la convention conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole concernant la location d'une ensemble immobilier situé au 391 rue de Fontfroide à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit louée ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- VU la décision D2015-699 du 22/12/2015 relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ont signé une convention d'occupation temporaire le 5 février 2016 portant sur la location d'un ensemble immobilier situé au 391 rue de Fontfroide à Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la livraison de modules bois; prévue dans la convention pour le 1^{er} juin 2016 est retardée pour une livraison en fin d'année,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de signer un avenant n°1 à la convention afin de prendre en compte les nouveaux délais et ses conséquences sur la redevance mensuelle versée par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole signent un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du 5 février 2016 qui concerne un ensemble immobilier situé au 391 rue de Fontfroide à Montpellier.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne les articles suivants de la convention :

- l'article 2 « Désignation » ;
- l'article 5.1 « Redevance ».

ARTICLE 3 : Les autres clauses et conditions de la convention initiale restent inchangées.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-500
Reçue en Préfecture le	23/09/16
Affichée le	23/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160923- lmc1128017-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché N°4248TV15 - travaux
"programme de voirie 2014/2017" sur la Commune de Restinclières**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics de 2006 et notamment ses articles 20 et 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « voirie et espace public »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant pour intégrer des prix nouveaux au Bordereau des Prix Unitaires du marché n°4248TV15,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au marché n°4248TV15 de travaux de voirie « programme 2014/2017 » sur la Commune de Restinclières est passé avec le Groupement GIRAUD (mandataire) sise à Alès (30100) / LAUTIER (co-traitant) sise à Moussac (30190).

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au Bordereau des Prix Unitaires.

ARTICLE 3 : Le présent avenant n'a pas d'incidence financière sur le marché.

ARTICLE 4 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-566
Reçue en Préfecture le	13/09/16
Affichée le	13/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160908- lmc1129276-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/09/2016

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de quatre pianos - Marché
n° 4607DC16 - Conservatoire à Rayonnement Régional**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords - cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT que dans le cadre de la rénovation du parc instrumental du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole il est nécessaire de faire l'achat de quatre nouveaux pianos,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n° 4607 DC 16 d'achat de pianos est passé avec la société Clavier's Concert domiciliée Z.I. Fréjorgues Ouest, 46 rue Roland Garros – 34130 -MAUGUIO

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'achat de quatre pianos : un piano ¼ de queue, deux pianos droits B1 et un piano droit U1, chacun avec leurs banquettes.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 29 226,28 € H.T., soit 35 071,54 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer les pièces du marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-577
Reçue en Préfecture le	13/09/16
Affichée le	13/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160913-lmc1129537-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/09/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'adaptation des jours d'ouverture
pendant l'exposition estivale de l'année 2016**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter ou de modifier le règlement intérieur des services publics,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine «Culture»,
- **CONSIDERANT** la très forte affluence attendue pour l'exposition « Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme », présentée au musée Fabre du 25 juin au 16 octobre 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le règlement intérieur du musée Fabre est modifié dans son article 4 concernant les horaires d'ouverture de ses collections. Il ouvrira exceptionnellement les cinq derniers lundis de la période de l'exposition « Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme », avec des horaires identiques à ceux pratiqués les autres jours de l'exposition, et pour les seuls espaces de présentation de l'exposition temporaire. Toutes les autres dispositions du règlement intérieur restent inchangées.

ARTICLE 2 : Le musée Fabre accueillera donc le public les 12, 19 et 26 septembre 2016, ainsi que les 3 et 10 octobre 2016, de 10h à 19h pour les espaces d'exposition temporaire du bâtiment principal, et de 14h à 18h pour l'hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-579
Reçue en Préfecture le	19/09/16
Affichée le	19/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160919- lmc1129646-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/09/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'achat d'une prestation d'animations autour de la culture Hip-Hop auprès des publics 11-17 ans pour la période du 22 au 26 août 2016

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°13448 du 16 décembre 2015 relative à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animations autour de la culture Hip-Hop à l'association pour la période du 22 au 26 août 2016.

ARTICLE 2 : Le montant de la prestation s'élève à 3 806,40 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-589
Reçue en Préfecture le	13/09/16
Affichée le	13/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160913- lmc1129824-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 13/09/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec l'Association SWELIA pour une extension de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 13808 en date du 14 avril 2016 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} mai 2013, prorogée par avenant en date du 1^{er} mai 2016, passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association SWELIA pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI pour une durée de 3 ans,
- **CONSIDERANT** que l'Association SWELIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association SWELIA pour une extension sur une surface de 14,60 m² constituée du module B0.24 à compter de sa date de notification jusqu'au terme de sa prorogation, soit jusqu'au 30 avril 2019.

ARTICLE 2: La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'Association SWELIA pour la surface totale de 36,60 m² constituée des modules B0.23 sur 22,00 m² et B0.24 sur 14,60 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 494,83 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-595
Reçue en Préfecture le	07/09/16
Affichée le	07/09/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1129868-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant la convention
d'occupation du domaine public conclue avec la société INCITIUS
SOFTWARE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13808 en date du 14 avril 2016 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} août 2013 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole et la société INCITIUS SOFTWARE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI pour une durée de 3 ans,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 juillet 2016 et que la société INCITIUS SOFTWARE a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire de 3 ans,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société INCITIUS SOFTWARE pour une période de trois ans à compter de sa signature, soit jusqu'au 31 juillet 2019.

ARTICLE 2: La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 13,52 euros/ m² conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-598
Reçue en Préfecture le	07/09/16
Affichée le	07/09/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1129881-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux fonds d'aide à la diffusion théâtrale
pour le spectacle "Rédemption ou l'oubli de la terre "**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Rédemption ou l'oubli de la terre » diffusé le 7 août 2016 à Montferrier.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie Ensemble E.L. et le festival Théâtre en Liberté, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 1200 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-622
Reçue en Préfecture le	13/09/16
Affichée le	13/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160913- lmc1130104-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/09/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant au contrat de maîtrise d'oeuvre
pour l'aménagement de la rue de Jasses destiné à la création
du pôle médical sur le site de Jasses à Saint Jean de Vedas**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'approuver et de conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat»,
- **CONSIDÉRANT**, que le programme de travaux prévoit la requalification de la rue des Jasses, et qu'il est apparu nécessaire de dévier une partie de la rue afin de la redresser et de dégager une assiette foncière plus cohérente pour l'implantation de la clinique Saint Jean au nord de la rue. En outre, ce remembrement foncier nécessite le déclassement de la partie de voirie abandonnée. A cette fin, il est apparu nécessaire de distinguer une première tranche de travaux consistant en la nouvelle assiette de voirie avant d'engager le reste des travaux prévus au marché. Aussi une étude du dévoiement est nécessaire en parallèle de l'AVP global, afin que cette tranche de travaux puisse être réalisée dans le délai imposé par le déclassement, et ceci en s'assurant que les travaux entrepris ne fasse pas l'objet de reprise dans le cadre du traitement global de la voirie. Ce phasage, non prévu initialement, implique un surcroît de travail pour l'équipe de maîtrise d'œuvre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°4295AT16 de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de la rue des Jasses est passé avec la société SERI, mandataire du groupement solidaire.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne un phasage des travaux non prévu initialement.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 6 000 € HT.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 86 587,50 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-627
Reçue en Préfecture le	15/09/16
Affichée le	15/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160915-lmc1130287-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/09/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un accord-cadre n°4473DM16 de prestations de télésurveillance des carrefours à feux sur les communes de la Métropole de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans le domaine « transports et mobilité »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité d'installer un dispositif de télésurveillance des carrefours à feux isolés sur les communes de la Métropole et de passer à cet effet un accord-cadre en application des articles 78 et 80 du décret 2016-230 du 25 mars 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un accord-cadre n°4473DM16 de prestations de télésurveillance des carrefours à feux est passé avec la société GERTRUDE SAEM, sise à Bordeaux.

ARTICLE 2 : Cet accord-cadre concerne l'acquisition et l'installation d'un dispositif de surveillance des carrefours à feux isolés situés dans les communes du territoire de la Métropole.

ARTICLE 3 : L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 31 décembre de la même année. Il peut être reconduit tacitement trois fois par période d'un an.

ARTICLE 4 : Le montant annuel maximum de l'accord-cadre s'élève à 50 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'accord-cadre visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-629
Reçue en Préfecture le	07/09/16
Affichée le	07/09/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160907- lmc1130380-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/09/2016

Mme I. GIANIEL

SIGNE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente de parcelles rue Marius Petipa à
Montpellier au profit de la société d'aménagement Territoire 34
dans la ZAC Pierres Vives**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75000 €,
- VU l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la demande de la Société d'Aménagement « Territoire 34 » d'acquérir plusieurs emprises de voirie issues de la rue Marius Petipa pour une superficie totale de 579 m², situées dans la ZAC Pierres Vives,
- VU la décision de déclassement du domaine public n°D2016-630 en date du 25 août 2016 incorporant plusieurs emprises de voirie situées rue Marius Petipa dans le domaine privé de la Métropole,
- VU l'estimation de France Domaine du 14 juin 2016,
- VU le courrier de la Société d'Aménagement « Territoire 34 » en date du 25 juillet 2016 acceptant l'acquisition d'une superficie totale de 579 m² au prix de 35 000 €,
- CONSIDERANT** que la vente de ce terrain est nécessaire pour réaliser l'aménagement foncier de la ZAC Pierres-Vives,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole propose de vendre à la Société d'Aménagement « Territoire 34 » les parcelles ci-après désignées :

- TV 142 d'une contenance de 51 m²
- TV 144 d'une contenance de 227 m²
- TV 145 d'une contenance de 293 m²

-TV 146 d'une contenance de 8 m²

rue Marius Petipa à Montpellier, au prix fixé par France Domaine, ce qui représente une recette de 35 000 € pour une superficie totale de 579 m².

ARTICLE 2 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-634
Reçue en Préfecture le	27/09/16
Affichée le	27/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160927- lmc1130429-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4397VD16 concernant la fourniture de sondes de télérelève et logiciel de suivi et d'optimisation, pour la mesure du taux de remplissage de conteneurs d'apport volontaire sur le centre-ville de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 27, relatif aux marchés passés en procédure adaptée,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur MEUNIER dans le domaine «Prévention et valorisation des déchets et la propreté de l'Espace public»,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour la fourniture de sondes de télé-relève et logiciel de suivi et d'optimisation, pour la mesure du taux de remplissage de conteneurs d'apport volontaire sur le centre-ville de Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un accord-cadre à bon de commande n°4397VD16 de fourniture est passé avec la société BH TECHNOLOGIES, située à Grenoble (38000).

ARTICLE 2 : Cet accord-cadre concerne la fourniture de sondes de télé relève et logiciel de suivi et d'optimisation, pour la mesure du taux de remplissage de conteneurs d'apport volontaire sur le centre-ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : L'accord-cadre est conclu pour une période de 4 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le montant total des commandes pour la durée de l'accord-cadre s'élève à 208 000,00€ HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 5 : Monsieur MEUNIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-641
Reçue en Préfecture le	04/10/16
Affichée le	04/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161004-lmc1130492-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/2016

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement d'une partie du Chemin
de la Paranasse sur la Commune de Saint Drézéry**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Drézéry n° 2015-091 en date du 7 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- VU la décision du Président n° 2015-819 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint-Drézéry dans le domaine public métropolitain
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.
- VU la demande de l'aménageur de la ZAC des Mazes d'acquérir la portion du chemin de la Paranasse situé dans l'emprise de cette ZAC.
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette emprise avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que ce terrain est intégré dans l'emprise de la ZAC, que les parcelles qu'il dessert appartiennent à l'aménageur, et que par conséquent il n'est affecté à aucun usage public.
- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 70 m² chemin de la Paranasse.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 70 m² à détacher du chemin de la Paranasse, et intègre ce terrain dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Décision n°	D2016-645
Reçue en Préfecture le	07/09/16
Affichée le	07/09/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1130510-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature de l'avenant N°1 au marché n°4244AT16 de mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du Quartier du Devois à Castelnau-le-Lez

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics 2006 et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ,
- VU l'arrêté n°A2016-161 du 27 avril 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans les domaines de la voirie et de l'espace public,
- VU le marché N°4224AT16 relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du quartier du Devois à Castelnau-le-lez conclu avec le bureau d'études SERI, sis à Montpellier (34080), notifié le 4 novembre 2015,

CONSIDÉRANT la validation de l'avant-projet qui fixe le coût prévisionnel des travaux à la somme de 1 194 194,00 € HT, et le taux de rémunération de la maîtrise d'œuvre à 2,80 %,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°4244AT16 est passé avec le bureau d'études SERI.

ARTICLE 2 : Cet avenant fixe le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre suite à la validation de l'avant-projet.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 3 628 € HT.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 33 437,43 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2016-161 du 27 avril 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-649
Reçue en Préfecture le	13/09/16
Affichée le	13/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160908- lmc1130621-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/09/2016

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature de la convention Hérault Énergies / Montpellier Méditerranée Métropole pour les travaux de renforcement sur le réseau de distribution publique d'électricité - Rue Croix de la Mission sur la Commune de Beaulieu

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et / ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et / ou à l'extension et / ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur aux seuils des marchés publics de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté n°A2016-161 du 27 avril 2016, portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans les domaines de la Voirie et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT** que par délibération N°CS20-2016 du 10 mars 2016, le Comité Syndical d'Hérault Energies a décidé de financer les opérations de renforcement des réseaux de distribution publique d'électricité des communes de moins de 2000 habitants, et l'opération projetée sur le réseau de la Commune de Beaulieu répondant à ces critères,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de renforcement sur le réseau de distribution publique d'électricité sur la rue Croix de la Mission à Beaulieu.

ARTICLE 2 : le Comité Syndical d'Hérault Energies s'engage à assurer le financement en totalité.

ARTICLE 3 : la convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 4 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27 avril 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-655
Reçue en Préfecture le	29/09/16
Affichée le	29/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160929- lmc1130713-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 96 m²
allée Jacques Halévy à Montpellier
auprès de la société Kaufman & Broad**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU l'accord de la société Kaufman & Broad en date du 15 juin 2016 sur la proposition faite par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir les parcelles cadastrées OC215 et OC216 allée Jacques Halévy à Montpellier pour aménager le trottoir et un cheminement piéton,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les deux parcelles cadastrées OC215 et OC216 allée Jacques Halévy à Montpellier pour une superficie totale de 96 m² auprès de la société Kaufman & Broad,

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu,

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-656
Reçue en Préfecture le	15/09/16
Affichée le	15/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160915- lmc1130797-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une nouvelle convention d'amodiation
du Parking Foch-Préfecture / Marché aux fleurs**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** l'arrêté n°A2015-5 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans le domaine des « Transport et de la Mobilité »,
- **CONSIDERANT :**
 - Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
 - Que la délibération de la Mairie de Montpellier n°2013/227, du 6 mai 2013, a fixé un montant de redevance de ces places amodiées à 7 470 € TTC par place pour une durée de 10 ans ;
 - Que la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°13782 en date du 14 avril 2016 reconduit les tarifs (abonnements et tarifications horaires) qui s'appliquaient fin 2015 dans les différents parkings qui ont fait l'objet d'un transfert des communes vers la Métropole ;
 - Que 88 places ont été affectées aux amodiations dans le parking Foch-Préfecture / Marché aux fleurs, dont 67 ont déjà été louées ;
 - Que 21 emplacements restent disponibles en amodiation au niveau -5 du parking ;
 - Que la société Albatros a manifesté expressément sa demande de location pour 3 emplacements.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la location de 3 emplacements à compter du 1 septembre 2016 à la société Albatros.

ARTICLE 2 : Cette location porte sur 3 emplacements situés dans le parking Foch-Préfecture / Marché aux fleurs.

ARTICLE 3 : Cette location est effective pour une durée de 10 ans.

ARTICLE 4 : En contrepartie, la société Albatros versera à Montpellier Méditerranée Métropole un montant de 22 410 € TTC.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer la convention d'amodiation relative au parking Foch – Préfecture / Marché aux fleurs conformément à l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-660
Reçue en Préfecture le	07/09/16
Affichée le	07/09/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1130881-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle D 931
située à Cournonsec pour élargir le chemin des Ormes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU l'accord de la SARL TON QUI NOISE pour céder la parcelle D 931 de 64 m² située sur la commune de Cournonsec à l'euro symbolique afin d'élargir la voie,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir la parcelle D 931 à Cournonsec pour élargir le chemin des Ormes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle D 931 de 64 m² située chemin des Ormes à Cournonsec auprès de la SARL TON QUI NOISE,

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu,

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-661
Reçue en Préfecture le	29/09/16
Affichée le	29/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160929- lmc1131609-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
ALTERNATIVE SHIFT dans l'ancien Hôtel de Ville de
Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société ALTERNATIVE SHIFT, représentée par Monsieur Frédéric LOPEZ est une SAS dont l'activité est la recherche, le développement, l'édition et la commercialisation de logiciels et de jeux vidéos. Elle est candidate à la location du lot 1.3 d'une surface de 35.84 m² pour une période de 5 ans et 4 mois. L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ALTERNATIVE SHIFT ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-663
Reçue en Préfecture le	07/09/16
Affichée le	07/09/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1131036-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée
EV 474 de 1 387 m² rue du Grand Saint Jean à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente déléguée,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la décision de mutabilité en date du 16 juin 2016 prise par la Direction Territoriale Languedoc-Roussillon de la société SNCF Réseau pour la parcelle EV474 leur appartenant,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir auprès de SNCF Réseau la totalité de la parcelle EV474 de 1 387 m² rue du Grand Saint Jean à Montpellier, pour régulariser la propriété foncière de la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle EV474 de 1 387 m² rue du Grand Saint Jean à Montpellier auprès de la société SNCF Réseau,

ARTICLE 2 : le montant de la transaction est basée sur un prix de 10 € TTC /m² soit un montant total de 13 870 € TTC,

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-665
Reçue en Préfecture le	15/09/16
Affichée le	15/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160915-lmc1130982-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AZ 259
sur la Commune Grabels appartenant à la SCI Ducoin**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'arrêté n° 2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'espace public »,
- **VU** l'accord de la SCI Ducoin représentée par Madame MENASSIER, pour la cession gratuite à la Commune de la parcelle AZ 259 d'une superficie de 8m², située rue des Ecoles à Grabels,
- **CONSIDERANT** que ce terrain est en nature de trottoir, dédié à la circulation publique, et que depuis le 1^{er} janvier 2015, cette compétence est exercée par Montpellier Méditerranée Métropole

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle cadastrée AZ 259 d'une contenance de 8 m² située rue des Ecoles à Grabels, auprès de la SCI Ducoin.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à titre gratuit. Les frais d'acte sont à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Décision n°	D2016-666
Reçue en Préfecture le	15/09/16
Affichée le	15/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160915- lmc1131061-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
CPA AVOCATS dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier : la société CPA AVOCATS, représentée par Maître Caroline PILONE, spécialisée dans le secteur des activités juridiques. Elle est candidate à la location du lot B11 de 65.61 m² pour une période de 72 mois. L'entreprise projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société CPA AVOCATS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-669
Reçue en Préfecture le	07/09/16
Affichée le	07/09/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1131082-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'instauration de servitudes d'ancrages pour les besoins du tramway

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération n° 12889 en date du 31 mars 2015 portant sur l'approbation d'ancrage d'équipements indispensable à la voirie, l'éclairage public ou les transports sur les façades d'immeubles nécessaire au bouclage de la ligne 4 du tramway,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics ou privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat,
- **CONSIDERANT** les accords donnés par les services de l'Etat sur la constitution de la restriction au droit de disposer, sur des propriétés lui appartenant,
- **CONSIDERANT** que ces restrictions au droit de disposer /ou servitudes, doivent faire l'objet de plusieurs actes à publier aux Hypothèques, pour garantir leur maintien dans le temps,
- **CONSIDERANT** que la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (en abrégé T.A.M.) intervient à l'acte en tant que Tiers Payeur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'une restriction au droit de disposer consentie par l'Etat sur ses propriétés cadastrées BV218, BW78, BY1 , HR205, HR 206, à Montpellier, pour installer des lignes aériennes de contact (LAC), pour ancrer un dispositif d'éclairage public ou un auvent, pour installer un dispositif de vidéo surveillance, ainsi que pour tout élément technique nécessaire au bon fonctionnement des dispositifs en place.

ARTICLE 2 : La restriction au droit de disposer est consentie à titre gratuit, pour la durée d'exploitation de la ligne de tramway ou de tout autre type de transport qui pourrait lui être substituée.

ARTICLE 3 : les restrictions au droit de disposer seront rédigées par Maître Andrieu notaire à Montpellier, aux frais de la TAM, qui interviendra en tant que Tiers Payeur.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-672
Reçue en Préfecture le	29/09/16
Affichée le	29/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160929-lmc1131111-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société VIRDYS dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société VIRDYS, représentée par Monsieur Thierry COTTENCEAU est une SAS dont l'activité est la conception et la réalisation de logiciels, de progiciels, de jeux-vidéos électroniques. Elle est candidate à la location du lot 1.2 d'une surface de 137.54 m² pour une période de 5 ans et 4 mois. L'entreprise projette un effectif de 15 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société VIRDYS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-674
Reçue en Préfecture le	07/09/16
Affichée le	07/09/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1131178-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société 458 STUDIO dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société 458 STUDIO, représentée par Monsieur Julien TISSEAU est une SARL dont l'activité est la création, la conception, la réalisation, la production artistique de dessins, maquettes, contenus graphiques, numériques et audiovisuels en tout genre et sur tous supports multimédias. Elle est candidate à la location du lot 3.1 d'une surface de 56.97 m² pour une période de 5 ans et 4 mois. L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société 458 STUDIO ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-675
Reçue en Préfecture le	07/09/16
Affichée le	07/09/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1131181-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Accueil d'une œuvre dans les ateliers de restauration du Centre Interrégional de Conservation et Restauration du Patrimoine (C.I.C.R.P) pour une étude préalable à sa restauration fondamentale

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT la nécessité de faire réaliser une étude scientifique et technique préalable à la restauration d'une œuvre majeure du musée Fabre par le Centre Interrégional de Conservation et Restauration du Patrimoine (CICRP), Groupement d'Intérêt Public Culturel qui dépend du Ministère de la Culture,

CONSIDERANT le droit exclusif au profit du CICRP pour l'accueil et le traitement matériel des formats d'œuvres monumentales conformément à l'avis scientifique de la commission experte en matière de restauration sous l'autorité de la Direction Régionale des Affaires Culturelles,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage est conclue avec le Centre Interrégional de Conservation et Restauration du Patrimoine (C.I.C.R.P) à Marseille.

ARTICLE 2 : Cette convention fixe les diverses modalités d'hébergement et le protocole d'interventions scientifique et technique pour l'étude d'une œuvre du musée Fabre.

ARTICLE 3 : La convention prend effet dès sa signature jusqu'au 31 décembre 2017.

ARTICLE 4 : Le montant de l'opération s'élève à 5 936,86 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-677
Reçue en Préfecture le	19/09/16
Affichée le	19/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160919-lmc1131208-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/09/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Association Collectif
Intercommunale de Déchets de Castries - ACIDC"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°16MA03331 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 11 août 2016 par l'Association Collectif Intercommunale de déchets de Castries (ACIDC) sollicitant l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 14 juin 2016 rejetant la demande de l'ACIDC tendant à l'annulation de l'arrêté préfectoral n°2013-I-2234 B du 25 novembre 2013 par lequel le Préfet de l'Hérault a accordé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier l'autorisation d'exploiter le casier n°2 du centre de stockage de déchets ultimes sur le territoire de la commune de Castries.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-679
Reçue en Préfecture le	07/09/16
Affichée le	07/09/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1131213-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AC 239 sur la commune de Baillargues appartenant à Monsieur et Madame MALAVAL

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- **VU** l'accord de Monsieur et Madame Malaval pour la cession de la parcelle AC 239 d'une superficie de 115 m², située rue du Contrôle à Baillargues, à l'euro symbolique, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que ce terrain est en nature de trottoir dédié à la circulation publique,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle cadastrée AC 239 d'une contenance de 115 m² située rue du Contrôle à Baillargues, auprès de Monsieur et Madame Malaval.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique pour tout prix, avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. Les frais d'acte sont à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Décision n°	D2016-680
Reçue en Préfecture le	03/10/16
Affichée le	03/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161003-lmc1131243-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente de la parcelle BY 592 située
rue de la Lavalette à Clapiers à Madame Magali PARTYKA**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 112-8, L 141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole «Montpellier Méditerranée Métropole» par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75000 €.
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la demande de Madame PARTYKA d'acquérir une emprise de 59 m² issue d'un délaissé de voirie cadastré BY 545.
- VU la décision n°2016-408 en date du 17 Juin 2016 prononçant le déclassement de cette emprise aujourd'hui cadastrée BY 592,
- VU l'estimation du service des domaines n°2016-077V0636 en date du 25 Avril 2016.

D E C I D E

ARTICLE 1 : de vendre la parcelle cadastrée BY 592 située rue de Lavalette à Clapiers, d'une superficie de 59 m², à Madame Magali PARTYKA au prix fixé par France Domaine, soit un montant total de 6 785 euros.

ARTICLE 2 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-681
Reçue en Préfecture le	03/10/16
Affichée le	03/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161003- lmc1131257-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NAMAÉ CONCEPT et une réduction de surface au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 28 mai 2010 passée entre la Métropole et la société NAMAÉ CONCEPT pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 3 juin 2013, 10 juin 2014, du 10 juillet 2015, du 30 novembre 2015 et 9 juin 2016,
- **CONSIDERANT** d'une part que la convention précitée arrive à échéance et que la société NAMAÉ CONCEPT n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,
- **CONSIDERANT** d'autre part que la société NAMAÉ CONCEPT a sollicité le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour réduire sa surface et transférer son activité sur une surface plus petite de 14,40 m², mieux adaptée à ses besoins,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NAMAÉ CONCEPT pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 28 février 2017.

ARTICLE 2: Conformément à l'article II.2 de la convention initiale prévoyant la réduction de surface au sein de la pépinière, la société est autorisée à compter de la date de notification de

l'avenant à restituer la surface de 29,80 m², partie du module B104, situé au premier étage de la pépinière en zone orange et transférée son activité sur une surface de 14,40 m², partie du module B105, situé au premier étage en zone orange.

A compter de cette date, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société passe de 29,80 m² à 14,40 m².

ARTICLE 3: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NMAE CONCEPT pour la surface de 14,40 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 209,66 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 4: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-683
Reçue en Préfecture le	15/09/16
Affichée le	15/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160915-lmc1131271-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché 4051TV15 d'assistance et délégation pour la gestion des DT/DICT sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur YOUSSEUS en qualité de Vice-président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2016-161 du 03 mai 2016 portant délégation de fonction à Monsieur, YOUSSEUS dans les domaines « de la Voirie et de l'Espace public »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour « l'Assistance et délégation pour la gestion des DT/DICT sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4051TV15 de services est passé avec la société SOGELINK, 131 chemin du BAC à Trailles, les portes du Rhône, 69647 CALUIRE Cedex.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Il est conclu pour une période de 3 ans.

ARTICLE 3 : Le montant maximum des commandes pour la durée totale du marché s'élève à 206 000 € H.T. soit 247 200 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur YOUSSEUS Vice-président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2016-161 du 03 mai 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-686
Reçue en Préfecture le	23/09/16
Affichée le	23/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160923-lmc1131402-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/09/2016

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise à disposition d'espaces du Centre
Bérenger de Fré dol par la commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que la médiathèque George Sand, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, est située au sein du Centre Bérenger de Fré dol à Villeneuve-lès-Maguelone,
- **CONSIDERANT** que la commune de Villeneuve-lès-Maguelone est compétente sur l'ensemble des autres espaces du Centre Bérenger de Fré dol,
- **CONSIDERANT** la volonté commune de la ville de Villeneuve-lès-Maguelone et de Montpellier Méditerranée Métropole de développer une meilleure coopération entre les équipements municipaux et la médiathèque métropolitaine George SAND,
- **CONSIDERANT** le souhait de la médiathèque George Sand d'y développer des manifestations : spectacles, ateliers, conférences, rencontres, projections, installations de type « la Métropole en jeux », en direction tant du jeune public que des adultes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La commune de Villeneuve-lès-Maguelone met à la disposition de la médiathèque George Sand certains espaces du Centre Culturel Bérenger de Fré dol : salle polyvalente Sophie DESMARETS et ses annexe, théâtre J. Savary, hall d'accueil, galerie d'exposition, salles de réunion.

ARTICLE 2 : La mise à disposition de la Métropole sera établie selon les besoins de la médiathèque George Sand, en fonction du calendrier des réservations, et après étude de la qualité du projet par l'équipe du Centre Culturel Bérenger de Fré dol, pour un ou plusieurs des espaces sus nommés.

ARTICLE 3 : La mise à disposition est consentie à titre gracieux, en vertu d'une convention établie pour une durée d'un an, renouvelable deux fois pour la même durée par tacite reconduction.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 3, conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-688
Reçue en Préfecture le	15/09/16
Affichée le	15/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160915-lmc1131401-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 15/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de droit d'utilisation du logiciel WEB
ACCUEIL de télégestion des aires d'accueil des Gens du Voyage en
ligne, d'hébergement, de maintenance et d'assistance technique associés**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'acquisition d'un concentrateur informatique pour la télégestion de l'aire d'accueil des Gens du Voyage de la commune de Castelnau-le-Lez auprès de la société ATYS CONCEPT,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'utiliser le logiciel de prépaiement et de télégestion des aires d'accueil WEB ACCUEIL et de confier la maintenance et l'assistance de ce logiciel à la société ATYS CONCEPT au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat SaaS (Software as a Service) « WEB ACCUEIL » de droit d'utilisation du logiciel WEB ACCUEIL de télégestion des aires d'accueil des Gens du Voyage en ligne, d'hébergement des données, de maintenance et d'assistance technique associés est conclu avec la société ATYS CONCEPT, 2 impasse des deux Crastes, Parc d'activités de Buch, 33260 LA TESTE DE BUCH.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne l'aire d'accueil des Gens du Voyage de la commune de Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera ensuite renouvelable par reconduction tacite par période de 1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à mille huit cent euros T.T.C. (1 800 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-689
Reçue en Préfecture le	15/09/16
Affichée le	15/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160915-lmc1131419-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/09/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4614DC16 de travaux de muséographie de l'exposition
"l'Art et la matière - Une galerie de sculptures à toucher" au musée Fabre**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché de travaux de muséographie de l'exposition «l'Art et la matière – Une galerie de sculptures à toucher» au musée Fabre,

CONSIDÉRANT la procédure de mise en concurrence à la suite de la parution d'un avis d'appel public à la concurrence en date du 1^{er} juillet 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4614DC16 de travaux de muséographie est passé avec la société VERSION BRONZE – 36, rue Léon Loiseau – 93100 MONTREUIL SOUS BOIS.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne les travaux de muséographie de l'exposition «l'Art et la matière – Une galerie de sculptures à toucher» au musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification et a une durée de 11 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 81 245 € H.T. (offre de base : 75 845 € H.T. ; prestation complémentaire : 5 400 € H.T.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-690
Reçue en Préfecture le	19/09/16
Affichée le	19/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160919- lmc1131447-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/09/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au mandat
d'études Cavalade - Hippocrate confié à la SA3M**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique, enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- VU l'Assemblée générale extraordinaire de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) en date du 24 mai 2016, qui a adopté une modification des statuts de la société devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),
- VU la décision n° D2014-63 du 20 février 2014 relative à l'attribution d'un mandat d'études à la SAAM devenue SA3M pour la réalisation des études préalables à l'aménagement du Secteur de la Cavalade.
- **CONSIDERANT** la nécessité d'intégrer ces études dans un périmètre élargi aux opérations ODYSSEUM, ODYSSEUM EST, HIPPOCRATE et MOGERE et de prendre en compte les évolutions programmatiques sur ces opérations, il apparaît nécessaire d'allonger la durée du mandat jusqu'au 31 décembre 2019.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur Cavalade/Hippocrate est passé avec la SA3M.

ARTICLE 2 : L'échéance du mandat est reportée au 31 décembre 2019.

ARTICLE 3 : Le montant du mandat est inchangé.

ARTICLE 4 : Toutes les autres clauses sont inchangées.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer l'avenant n°1 visé à l'article I conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-691
Reçue en Préfecture le	05/10/16
Affichée le	05/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161005-lmc1131463-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/10/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4138MG16, écoconstruction d'un Centre éco artisan et de locaux pour la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame I. GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame I. GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, du Contentieux et des Affaires Juridiques, Protocole »,
- CONSIDERANT l'avis d'appel public à la concurrence publié le 29 mars 2016 et l'analyse des offres découlant de la procédure de mise en concurrence,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour l'écoconstruction d'un Centre éco artisan et de locaux pour la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, lots 1 et 2,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de travaux est passé avec la société SELVEA sis à Vendargues pour le lot 1 et avec la société CMA sis à Vic La Gardiole pour le lot 2.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'écoconstruction d'un Centre éco artisan et de locaux pour la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, lot 1 - Modules tridimensionnels bois et lot 2 -Bâtiment industriel.

ARTICLE 3 : Le délai d'exécution de chaque lot part de la date fixée par ordre de service. Il est de 5 mois pour chacun des lots.

ARTICLE 4 : Le montant du lot 1 s'élève à 529 431,52 € H.T (offre variante). Le montant du lot 2 s'élève à 163 094 € H.T.

ARTICLE 5 : Madame I. GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer les contrats visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-692
Reçue en Préfecture le	03/10/16
Affichée le	03/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161003- lmc1131471-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2016

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Administration Générale, Contentieux
et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un Fonds d'Aide à la Diffusion
Théâtrale pour le spectacle « 1789 secondes »**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés Publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « 1789 secondes » diffusé le 24 septembre 2016 à Grabels.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie Internationale Alligator et la ville de Grabels, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 2 950 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-699
Reçue en Préfecture le	19/09/16
Affichée le	19/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160919- lmc1131603-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/09/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition des parcelles A 854, 857 et 858 sur la Commune de Saint-Brès appartenant à Monsieur Jacques Chabaud

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- **VU** le courrier de Monsieur Jacques CHABAUD en date du 28 Août 2016 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles A 854, 857, 858 d'une superficie respective de 32 m², 5 m² et 62 m², situées rue du Bérange et rue des Aires à Saint-Brès,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont en nature de voirie et dédiées à la circulation publique,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les parcelles cadastrées A 854, 857 et 858 d'une contenance respective de 32 m², 5 m² et 62 m² situées à Saint-Brès, auprès de Monsieur Jacques CHABAUD

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 1 € symbolique pour tout prix, avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

Décision n°	D2016-700
Reçue en Préfecture le	03/10/16
Affichée le	03/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161003- lmc1131673-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société 3S dans la ZAC DESCARTES à Lavérune

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente.
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la SCI 3S est candidate à l'acquisition du lot 8 de 1 186 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux et entrepôts de 517,15 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 600 m². L'utilisateur final sera la société DSL TELECOM pour une activité d'installation et de service après-vente de réseaux télécom. La société prévoit un effectif de 55 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI 3S ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-702
Reçue en Préfecture le	15/09/16
Affichée le	15/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160915- lmc1131682-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société SC
CARBON LAVERUNE dans la ZAC Descartes à Lavérune**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la société SC CARBON LAVERUNE est candidate à l'acquisition du lot 4 de 6 398 m² pour la réalisation d'un bâtiment de programme mixte de vente à la découpe (activités, bureaux, restaurant) de 3 150 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 3 199 m². Les sociétés utilisatrices prévoient 40 emplois à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SC CARBON LAVERUNE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-703
Reçue en Préfecture le	23/09/16
Affichée le	23/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160923- lmc1131685-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société PGP
dans le lotissement Marcel Dassault à Saint Jean de Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans le lotissement Marcel Dassault à Saint Jean de Védas : la SCI PGP est candidate à l'acquisition du lot 21 de 2 595 m² pour la réalisation d'un immeuble de bureaux, entrepôts et stockage de 418 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 298 m². Les utilisateurs finaux seront les sociétés SA SOLS (BTP) et LES JARDINS DE PROVENCE (aménagement d'espaces verts). Les sociétés prévoient 25 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI PGP ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame Chantal Marion, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-704
Reçue en Préfecture le	15/09/16
Affichée le	15/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160915- lmc1131689-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature du marché de prestations intellectuelles N°2127 S16.01 similaire au marché de prestations intellectuelles N°2127 S15.01

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public »,

CONSIDÉRANT la nécessité de lancer un marché pour une mission de modélisation 3D,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision D2016-580 est abrogée.

ARTICLE 2 : Un marché n°2127S1601 de prestations intellectuelles est passé avec le cabinet SIRAGUSA – Géomètres experts – 1025 rue Henri Becquerel – Parc Club du Millénaire – Bât 4 – 34000 Montpellier.

ARTICLE 3 : Ce marché concerne la réalisation d'une numérisation 3D de la structure de l'auvent de la zone 7 situé d'une part entre les digesteurs et d'autre part le hall 7, et les groupes électrogènes.

ARTICLE 4 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée d'exécution est de 2 semaines.

ARTICLE 5 : Le montant du marché s'élève à 2 925,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général de la SERM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-706
Reçue en Préfecture le	19/09/16
Affichée le	19/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160919- lmc1131707-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/09/2016

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle CT 452 auprès de
l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault,
rue des Frères Lumière - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le courrier de l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault (UDAF 34) en date du 4 juillet 2016 acceptant les modalités du transfert de propriété,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'UDAF 34 la parcelle CT 452 d'une superficie de 27 m², à l'euro symbolique, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Maître Jean-Philippe ANDRIEU, notaire à Montpellier, à la demande et aux frais de l'UDAF 34, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-707
Reçue en Préfecture le	03/10/16
Affichée le	03/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161003- lmc1131715-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4553DE16 - Nettoyage des bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole CAP OMEGA, CAP ALPHA, MIBI

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de fournitures courantes et services « Nettoyage des bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole : CAP OMEGA, CAP ALPHA et MIBI »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4553DE16 de services est passé avec la société KAROLA SERVICES sise à Montpellier (34 080).

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter du 18 septembre 2016 (ou de sa date de notification si elle est ultérieure) pour une durée d'un an ; il est reconductible une fois.

ARTICLE 3 : Le montant forfaitaire annuel est de 82 442, 46 € HT pour les prestations de base, des prestations ponctuelles rémunérées à prix unitaires sont limitées par un seuil maximum annuel de 10 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-713
Reçue en Préfecture le	26/09/16
Affichée le	26/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160926- lmc1131795-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint Jean de Védas

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13517 du 16 décembre 2015 relative aux conventions de mise à disposition et de gestion de services – autorisation de signature,
- VU la délibération n°2015-216 du 17 décembre 2015 du Conseil Municipal de la commune de Saint Jean de Védas autorisant la signature d'une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules ainsi que les annexes avec Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint Jean de Védas ont signé une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules le 30 décembre 2015,
- **CONSIDERANT** qu'il convient que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint Jean de Védas, établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la mise à disposition, ces listes étant annexées à la convention,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint Jean de Védas établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules faisant l'objet de la convention de mise à disposition signée le 30 décembre 2015.

ARTICLE 2 : Les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la convention de mise à disposition sont annexées à la convention.

ARTICLE 3 : La mise à disposition de l'ensemble des biens est à titre gracieux. Les frais de fonctionnement seront remboursés par les bénéficiaires de la mise à disposition.

ARTICLE 4 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer les documents visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-714
Reçue en Préfecture le	23/09/16
Affichée le	23/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160923-lmc1131781-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4517RI16 d'acquisition d'une infrastructure Wifi

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** le souhait de Montpellier Méditerranée Métropole d'acquérir une infrastructure Wifi centralisé pour l'ensemble de ses salles de réunion,
- **VU** les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 27 du décret 2016-360 lancée le 29 avril 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4517RI16 d'acquisition d'une infrastructure Wifi est conclu avec la société APICAL TECHNOLOGIES, 14 avenue Jean Jaurès, Synergie Parc n°6, ZAC de l'Agavon, 13170 Les Pennes Mirabeau.

ARTICLE 2 : Le présent marché à bons de commande concerne une infrastructure Wifi centralisé pour l'ensemble des salles de réunions de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Ce marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le montant du marché est sans minimum et avec un maximum de quatre-vingt mille euros HT (80 000 € HT). Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-716
Reçue en Préfecture le	23/09/16
Affichée le	23/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160923- lmc1131869-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/09/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Fabrègues

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules avec Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que les avenants à ses conventions,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13517 du 16 décembre 2015 relative aux conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- VU la délibération n°2015-041 du 17 décembre 2015 du Conseil Municipal de Fabrègues,
- VU l'arrêté n° 2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Fabrègues ont signé une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules le 29 décembre 2015,
- CONSIDERANT** qu'il convient que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Fabrègues établissent les listes de locaux, matériels et véhicules concernés par la mise à disposition,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Fabrègues établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules faisant l'objet de la convention de mise à disposition signée le 29 décembre 2015.

ARTICLE 2 : Les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la convention de mise à disposition sont annexées à la convention.

ARTICLE 3 : La mise à disposition de l'ensemble des biens est à titre gracieux. Les frais de fonctionnement seront remboursés par les bénéficiaires de la mise à disposition.

ARTICLE 4 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer les documents visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-717
Reçue en Préfecture le	23/09/16
Affichée le	23/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160923-lmc1131872-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de prestation de réalisation
de signature olfactive et de fourniture de consommables**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 Janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,

CONSIDÉRANT l'opportunité de la création d'une signature olfactive pour la Métropole, haut lieu de la parfumerie française au 18^{ème} siècle,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat est conclu avec la société Arthur Dupuy dont le siège est IBMM Université de Montpellier CC 17-03, Place Eugène Bataillon, 34095 Montpellier Cedex 5.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne la réalisation d'une signature olfactive et la fourniture de consommables.

ARTICLE 3 : Le contrat prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 ans.

ARTICLE 4 : Le contrat sera d'un montant annuel maximum de 5 000 € H.T., soit 6 000 € T.T.C. (soit pour les 3 années : 15 000 € H.T et 18 000 T.T.C.) Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitres 930 et 936.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 Janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-719
Reçue en Préfecture le	09/09/16
Affichée le	09/09/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160909- lmc1131876-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/09/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société
NADRA TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n° 13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 11 octobre 2011 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole et la société Nadra Technologies pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 27 avril 2012, 4 avril 2013, 4 novembre 2014 et 12 novembre 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 30 septembre 2016, que la société Nadra Technologies n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société Nadra Technologies pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2017.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société Nadra Technologies pour la surface de 58,35 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 849,57 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-720
Reçue en Préfecture le	19/09/16
Affichée le	19/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160919- lmc1131887-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente de la parcelle CT 453 au profit de
l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault
rue des Frères Lumière - Commune de Montpellier.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU la décision du Président n° D2016-593 en date du 2 août 2016 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée CT 383, aujourd'hui cadastrée CT 453 et CT 454,
- VU le courrier de l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault (UDAF 34) en date du 4 juillet 2016 acceptant les modalités de transfert de propriété,
- VU l'avis de France Domaine du 15 avril 2016, référence 2016.172 V0524,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend la parcelle cadastrée CT 453 d'une superficie de 336 m², préalablement désaffectée et déclassée, à l'UDAF 34, domiciliée 160 rue des Frères Lumière à Montpellier, au prix fixé par France Domaine, soit un montant total de 55 000 €.

ARTICLE 2 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Maître Jean-Philippe ANDRIEU, notaire à Montpellier, à la demande et aux frais de l'UDAF 34, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-721
Reçue en Préfecture le	27/09/16
Affichée le	27/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160927- lmc1131890-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'un marché de prestations de service N°4594VD16 pour la collecte et le transport des déjections animales du complexe animalier NOE - Villeneuve-lès-Maguelone

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Jean Francois AUDRIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2016-125 du 25 mars 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de la culture scientifique et technique, notamment,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de conclure un marché de prestations de service pour la collecte et le transport des déjections animales du complexe animalier NOE situé sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone,

CONSIDERANT la procédure de mise en concurrence et l'analyse des offres afférentes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4594VD16 de prestations de service est passé avec la société BALSALOBRE SUD RECYCLAGE sise 361 avenue Justin Bec – 34680 Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne les prestations de collecte et de transport des déjections animales du complexe animalier NOE situé sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter du 1^{er} décembre 2016. Sa durée est de 3 ans.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 25 230 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-125 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-724
Reçue en Préfecture le	19/09/16
Affichée le	19/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160919- lmc1131927-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/09/2016

M. J.-F. AUDRIN

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Biodiversité et la Culture Scientifique et
Technique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente au profit de la Société d'Aménagement
de Montpellier Méditerranée Métropole des emprises de
terrain déclassées avenue Georges Frêche - Commune de Pérols**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la commune de Pérols n°2015-12-17/6 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- **VU** la décision du Président n°D2015-842 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Pérols dans le domaine public métropolitain,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- VU** la délibération du Conseil n°11982 en date du 27 novembre 2013 relative à l'approbation du dossier de création de la ZAC ODE ACTE 2,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°13010 en date du 28 mai 2015 relative à la désaffectation et déclassement d'un délaissé de voirie – carrefour entre la RD 172 et l'avenue Georges Frêche – Commune de Pérols
- **VU** la décision du Président n°D2016-436 en date du 4 juillet 2016 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un délaissé de voirie de 156 m², section AH, situé au lieu-dit La Pailletrice – Commune de Pérols,
- **VU** le courrier de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en date du 7 juin 2016 acceptant les modalités de transferts de propriétés,
- **VU** les avis de France Domaine en date du 1^{er} juin 2015, 30 novembre 2015 et 12 mai 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SA3M, représentée par son Directeur Général, domiciliée Étoile Richter, 45 place Ernest Granier à Montpellier, les parcelles cadastrées AH 226 (1 388 m²), AH 227 (571 m²), AH 228 (701 m²), au prix fixé par France Domaine soit 10€/m², ce qui représente un montant de 26 600 €.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole cède ensuite à la SA3M, les parcelles cadastrées AH 229 (37 m²), AH 230 (44 m²), au prix fixé par France Domaine soit 50€/m², ce qui représente un montant de 4 050 €.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole cède enfin à la SA3M, les parcelles cadastrées AH 224 (86 m²), AH 225 (70 m²), au prix fixé par France Domaine à savoir l'euro symbolique.

ARTICLE 4 : Les recettes relatives à cette affaire seront versées au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, à la demande et aux frais de la SA3M, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

ARTICLE 6 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-725
Reçue en Préfecture le	03/10/16
Affichée le	03/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161003-lmc1131975-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 1er octobre 2011 passée entre la Métropole et la société imaGeau pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 09 septembre 2011, 28 octobre 2014 et 21 septembre 2015,
- **CONSIDERANT** d'une part que la convention précitée arrive à échéance le 30 septembre 2016 et que la société imaGeau n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,
- **CONSIDERANT** d'autre part que la société imaGeau a sollicité le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour étendre sa surface et transférer une partie de son activité sur une surface plus grande de 66,85 m² libre de toute occupation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société imaGeau pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2017.

ARTICLE 2 : Conformément à l'article II.2 de la convention initiale prévoyant l'extension de surface au sein de la pépinière, la société est autorisée à compter de la date de notification de l'avenant à restituer la surface de 40,71 m² du module PT9, situé au premier étage de la pépinière

en zone jaune et transférer et étendre son activité sur une surface de 66,85 m² constituant le module PT14, situé au premier étage de la pépinière en zone rouge.

A compter de cette date, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société imaGeau passe de 135,41 m² à 161,55 m².

ARTICLE 3: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société imaGeau pour la surface de 161,55 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 256,97 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 4: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice – Présidente, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-730
Reçue en Préfecture le	27/09/16
Affichée le	27/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160927- lmc1132028-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "GINESTOUX Didier - Requête n°1506363-8 TA"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1506363-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Didier GINESTOUX consécutivement à une chute en véhicule motorisé à deux roues dont il a été victime rue Doscares en limite des communes de Castelnau-le-Lez et de Saint Aunès.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-734
Reçue en Préfecture le	23/09/16
Affichée le	23/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160923- Imc1132077-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux
par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 passée la Métropole et la société ITK pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 29 mai 2007, 30 août 2007, 19 février 2008, 17 novembre 2008, 20 mars 2009, 07 mai 2010, 19 mai 2011, 16 septembre 2011, 02 mai 2012, 17 octobre 2012, 19 avril 2013, 20 juillet 2013, 20 septembre 2013, 23 septembre 2013, 28 novembre 2013, 06 octobre 2014, 15 septembre 2015, 29 septembre 2015 et 18 avril 2016,
- **CONSIDERANT** d'une part que la convention précitée arrive à échéance le 30 septembre 2016 et que la société ITK n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,
- **CONSIDERANT** d'autre part que la société ITK a sollicité le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour étendre sa surface et transférer une partie de son activité sur une surface plus grande de 91.94 m² libre de toute occupation,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ITK pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2017.

ARTICLE 2: Conformément à l'article II.2 de la convention initiale prévoyant l'extension et le transfert des entreprises sur des surfaces libres au sein de la pépinière, la société est autorisée à

compter de la date de notification de l'avenant à restituer la surface de 48 m² des modules répertoriés B9 et B10 situés au rez-de-chaussée de la pépinière en zone jaune et transférer et étendre une partie de son activité sur la surface de 45.97 m² constituant le module PT13 situé au premier étage de la pépinière en zone rouge et la surface de 45.97 m² constituant le module PT12 situé au premier étage en zone jaune.

A compter de cette date, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société ITK passe de 388,07 m² à 432,01 m².

ARTICLE 3: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ITK pour la surface de 432.01 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 5 197,57 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 4: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice – Présidente, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-735
Reçue en Préfecture le	27/09/16
Affichée le	27/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160927- lmc1132092-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société RÉEL
MÉDITERRANÉE dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : la société REEL MEDITERRANÉE, représentée par Monsieur Philippe THERON est une SAS dont l'activité est la maintenance des réseaux secs.
Actuellement locataire des lots A03 et B03 représentant 197.67 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société REEL MEDITERRANÉE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-741
Reçue en Préfecture le	29/09/16
Affichée le	29/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160929- lmc1132146-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 13 avril 2010 passée entre la Métropole et la société QUALTERA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 20 décembre 2010, 21 juillet 2011, 17 octobre 2011, 23 janvier 2012, 21 mars 2013, 11 avril 2014, 20 mai 2014, 24 juin 2015, 12 novembre 2015 du 1^{er} mars 2016 et 17 mars 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 30 septembre 2016 et que la société QUALTERA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALTERA pour une période de trois mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 décembre 2016.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALTERA pour la surface de 176,01 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 2 562,70 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-746
Reçue en Préfecture le	27/09/16
Affichée le	27/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160927- lmc1132184-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "SOCRI GESTION - requête n°1604304-4 TA"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1604304-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 août 2016 par la Société Socri Gestion tendant à l'annulation du contrat conclu le 15 décembre 2014 entre la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SA3M) et la société IF Ecopole du groupe Frey, désignant cette dernière opérateur en charge de la construction et la gestion future du nouveau programme commercial d'ODE ACTE1.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-747
Reçue en Préfecture le	23/09/16
Affichée le	23/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160923-lmc1132190-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Parcelles cadastrées BN n° 50, 51 et 52 - Commune de Fabrègues

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- **VU** le droit de priorité daté du 3 août 2016, envoyé par l'ETAT (Division du Domaine), reçue en Mairie de Fabrègues le 8 août 2016, concernant les parcelles cadastrées BN n° 50, 51 et 52 situées lieudit Moulin de la Resse à Fabrègues, d'une superficie totale de 26 621 m², à usage d'un ancien champ de manœuvres (armée) au prix de 26 600 euros,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 10 juin 2015,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réhabiliter le stand de tir et constituer une réserve foncière à long terme,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par exercice du droit de priorité des parcelles cadastrées BN n° 50, 51 et 52 situées lieudit Moulin de la Resse à Fabrègues, d'une superficie totale de 26 621 m² auprès de l'ETAT (Division du Domaine).

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 26 600 euros toutes indemnités confondues, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-748
Reçue en Préfecture le	27/09/16
Affichée le	27/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160927-lmc1132213-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Parcelles cadastrées
AW n° 1, 2, 6, 50 et 52 - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- **VU** le droit de priorité daté du 3 août 2016, envoyé par l'ETAT (Division du Domaine), reçue en Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone le 5 août 2016, concernant les parcelles cadastrées AWn°1, 2, 6, 50 et 52 situées lieudit Le Carré du Roi à Villeneuve-lès-Maguelone, d'une superficie totale de 254 065 m², à usage d'un ancien champ de manœuvres (armée) au prix de 394 400 euros,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 10 juin 2015,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réhabiliter le stand de tir et constituer une réserve foncière à long terme,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par exercice du droit de priorité des parcelles cadastrées AW n° 1, 2, 6, 50 et 52 situées lieudit Le Carré du Roi à Villeneuve-lès-Maguelone, d'une superficie totale de 254 065 m² auprès de l'ETAT (Division du Domaine).

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 394 400 euros toutes indemnités confondues, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer

Décision n° D2016-749
l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-749
Reçue en Préfecture le	27/09/16
Affichée le	27/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160927- lmc1132234-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir -
Parcelle SM n°48 - 1950 route de Vauguières - Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,,
- **VU** l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction et de signature à Madame Catherine DARDE en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, dans le cadre des délégations qui lui sont attribuées aux articles 2 et 3 dudit arrêté,
- **VU** le courrier en date du 29 avril 2016 par lequel l'Etablissement Public Foncier Languedoc Roussillon (EPF LR) autorise Montpellier Méditerranée Métropole à démolir la parcelle cadastrée SM n°48, sise commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la parcelle cadastrée SM n°48, sise commune de Montpellier, acquise par l'EPF LR par acte authentique en date des 12 et 13 août 2014 dans le cadre de la convention opérationnelle signée le 31 juillet 2013 en vue de l'aménagement du quartier de la Mogère, supporte une maison d'habitation qu'il convient de démolir avant toute occupation illégale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le bâtiment situé sur la parcelle cadastrée section SM n° 48, d'une contenance de 5 239 m² située 1950 route de Vauguières à Montpellier

ARTICLE 2 : Madame Catherine DARDE, 1^{ère} Vice-Présidente, est autorisée à signer la demande et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-756
Reçue en Préfecture le	27/09/16
Affichée le	27/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160927- lmc1132333-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption
urbain - Parcelle CH n°116 - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lattes approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 12 mars 2009,
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2009 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Lattes,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 28 juillet 2016, envoyée par Maître CANTONI Jérôme, Notaire à Paris (75008), mandataire de la Société KLEMURS, reçue en Mairie de Lattes le 1er août 2016 et transmise à Montpellier Méditerranée Métropole le 14 septembre 2016, concernant la parcelle cadastrée CH n°116, d'une superficie totale de 5 307 m², à usage de commerce située sur la Commune de Lattes, au lieudit 9116 F Les Commandeurs, au prix de 2 522 622 euros en valeur occupé,
- VU le projet urbain d'ensemble consistant au renouvellement urbain et environnemental dénommé ODE A LA MER, approuvé par Montpellier Méditerranée Métropole sur le territoire d'environ 250 ha dit de la Route de la Mer sur les communes de Lattes et de Pérols,
- VU la concession d'aménagement de la Route de la Mer (renommée ODE A LA MER) signée le 5 décembre 2011, par la Métropole au profit de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),
- VU l'avis de France Domaine,

- **CONSIDERANT**, qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain,

- **CONSIDERANT**, que ce bien se situe en limite immédiate du périmètre du projet urbain ODE A LA MER et de la concession d'aménagement dont la SA3M est titulaire, que l'acquisition de ce bien est nécessaire pour mettre en œuvre l'opération de renouvellement urbain et assurer le maillage urbain dans le prolongement de l'opération d'ensemble du projet ODE à la Mer, tel que défini aux objectifs de la ZAC ODE ACTE 1 et concourir notamment par ce biais au maillage viaire de la ZAC avec les quartiers voisins,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la parcelle cadastrée CH n°116, d'une superficie totale de 5 307 m², à usage de commerce située sur la Commune de Lattes, au lieudit 9116 F Les Commandeurs auprès de la Société KLEMURS dont le siège est 26 Boulevard des Capucines 75009 Paris.

ARTICLE 2 : La SA3M intervient à l'acte d'achat en signant une convention de tiers payeur avec Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La SA3M assure le portage financier de l'acquisition du bien. Celui-ci est fixé à 894 474 euros en valeur occupé au vu de l'avis de France Domaine, plus les frais inhérents à l'acquisition en ce compris les frais d'acte d'acquisition.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer l'acte d'acquisition, la convention de tiers payeur et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-778
Reçue en Préfecture le	30/09/16
Affichée le	30/09/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160930-lmc1132632-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la désignation du Président du Jury et des membres ayant la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats - Jury de maîtrise d'œuvre relatif à la construction du nouveau conservatoire à rayonnement régional de la Métropole

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 89,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération relative aux délégations permanentes du Conseil au Président, notamment celle de prendre toute décision concernant la désignation des Présidents des jurys de concours ainsi que des « personnes qualifiées » nécessaires dans chacun des dits jurys,
- **CONSIDERANT** l'obligation pour le Président du jury de veiller à ce qu'un tiers des membres du jury ait la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats,

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, est désigné comme Président du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur les travaux de construction du conservatoire régional de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Sont désignés pour siéger au sein de ce jury de maîtrise d'œuvre au titre des membres ayant la même qualification ou une qualification équivalente que celle exigée des candidats :

- Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Monsieur Gabriel JONQUERES D'ORIOLO, Architecte des Bâtiments de France,
- Madame Christine TORRES, Chef de projet aménagement des parcs d'activités au sein de la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-779
Reçue en Préfecture le	05/10/16
Affichée le	05/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161005- lmc1132631-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 05/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption
urbain - Parcelle CR n° 43 - Commune de Lattes**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'Urbanisme, ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lattes approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 12 mars 2009,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2009 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Lattes,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 27 juillet 2016, envoyée par Maître REYNOLD DE SERESIN Bertrand, Notaire à SENNECEY LE GRAND (71240), mandataire de la SCI DE LATTES, reçue en Mairie de Lattes le 4 août 2016, concernant la parcelle cadastrée CR n° 43, d'une superficie totale de 8 231 m², à usage de commerce située sur la Commune de Lattes, au lieudit Boirargues, au prix de 4 150 000 euros plus une commission d'agence de 115 200 euros TTC à la charge de l'acquéreur, en valeur occupé,
- **VU** l'arrêté Préfectoral en date du 29 septembre 2016 portant délégation de l'exercice du droit de préemption urbain de la parcelle CR n° 43 situé au lieudit Boirargues à Lattes au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** le projet urbain d'ensemble consistant au renouvellement urbain et environnemental dénommé ODE A LA MER, approuvé par Montpellier Méditerranée Métropole sur le territoire d'environ 250 ha dit de la Route de la Mer sur les communes de Lattes et de Pérols,

- **VU** la concession d'aménagement de la Route de la Mer (renommée ODE A LA MER) signée le 5 décembre 2011, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier (devenue depuis le 26 décembre 2014 Montpellier Méditerranée Métropole) au profit de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier -SAAM (devenue depuis la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole- SA3M),

- **VU** l'avis de France Domaine,

- **CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain,

- **CONSIDERANT** le projet urbain Ode à la Mer, consistant au renouvellement urbain et environnemental de l'ensemble du périmètre, correspondant au site stratégique d'enjeu métropolitain inscrit dans le SCoT,

- **CONSIDERANT** les objectifs du projet urbain portant à la fois, sur le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, et l'introduction de logements autour des stations de transport pour générer une véritable mixité fonctionnelle et sociale,

- **CONSIDERANT** que le bien, objet de la DIA est situé dans le périmètre du projet urbain Ode à la Mer et dont l'acquisition permettra de répondre aux objectifs du projet urbain,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la délégation du Droit de préemption urbain de l'Etat sur la parcelle cadastrée CR n° 43 situé au lieudit Boirargues à Lattes.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la parcelle cadastrée CR n° 43, d'une superficie totale de 8 231 m², à usage de commerce située sur la Commune de Lattes, au lieudit Boirargues auprès de la SCI DE LATTES dont le siège est 30 Rue de la Paix 71100 CHALON SUR SAONE.

ARTICLE 3 : La SA3M intervient à l'acte d'achat en signant une convention de tiers payeur avec Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : La SA3M assure le portage financier de l'acquisition du bien. Celui-ci est fixé à 2 150 000 euros plus la commission d'agence d'un montant de 115 200 euros ttc à la charge de l'acquéreur, en valeur occupé au vu de l'avis de France Domaine, plus les frais inhérents à l'acquisition en ce compris les frais d'acte d'acquisition.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer l'acte d'acquisition, la convention de tiers payeur et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-780
Reçue en Préfecture le	30/09/16
Affichée le	30/09/16
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 30/09/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Identifiant	034-243400017-20160930- lmc1132665-AU-1-1
-------------	--

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES OCTOBRE 2016

N° ARRETES	TITRES	PAGES
A2016-323	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Lattes - Autorisation n°1 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	383
A2016-327	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement WAPY dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	385
A2016-328	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement URBASER ENVIRONNEMENT Site de Portaly dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2023	391
A2016-330	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Pérols "changement de véhicule". Autorisation N°7	397
A2016-331	Délégation de fonction à Mme Lloret	399
A2016-332	Délégation de fonction à Monsieur RICO	401
A2016-333	Délégation de fonction à Mme CASSAR	403
A2016-334	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Brès	405
A2016-335	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de GRABELS "Changement de véhicule" - Autorisation n°2	407
A2016-336	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Murviel-lès-Montpellier	409
A2016-337	Représentation du Président au sein de la Commission territoriale Occitanie et Nouvelle-Aquitaine, Commission territoriale de Voies Navigables de France (VNF)	412
A2016-338	Représentation de l'autorité territoriale pour un tirage au sort	413
A2016-355	Délégation de signature en l'absence du Directeur Général des Services	414



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Lattes - Autorisation n°1 - Présentation d'un successeur à titre onéreux

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté **20141393** du **10 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté de la Commune de Lattes n°**20130018** en date du **14 janvier 2013** relatif à un changement de véhicule ;

- VU la faculté donnée à Monsieur **Sylvain BIOSCA** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;

- VU la demande présentée par la société **SASU Aider Santé Transports**, représentée par sa Directrice générale, Madame Anne-Valérie BOULET, pour la succession de cette autorisation ;

- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 02/09/2016 au terme duquel, Monsieur **Sylvain BIOSCA** consent la présentation à titre onéreux de la société **SASU Aider Santé Transports** en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de Lattes délivrée sous le n°01.

A la lecture de l'acte précédemment cité il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 65 000 €.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté de la Commune de Lattes du **14 janvier 2013**, n°**20130018** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : La Société **SASU Aider Santé Transport**, représentée par sa Directrice générale, Madame Anne-Valérie BOULET, et dont le siège social est situé au **787 rue de la Valsière à Grabels (34 790)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **Citroën** type **C4 Picasso** immatriculé **DY-092-XF**, sur le territoire de la commune de **Lattes** ans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **01**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Lattes** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-323
Transmis en Préfecture le	11/10/2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	IRC 1131588-AR-1-1.

Fait à Montpellier, le **11 OCT. 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement WAPY dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1331-10 et L.1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L.2224-7 à L.2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement WAPY ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement WAPY,

- dont le siège social est situé au 570 Route de Nîmes, Le Crés 34920,
- représenté par Monsieur CHALEYSSIN Pierre-Yves, en qualité de Gérant,
est situé au 570 Route de Nîmes, Le Crés 34920,
et implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : BC 67,
ci-après désigné « l'Établissement »,

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre de lavage de Véhicules Légers, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 570 Route de Nîmes, Le Crés 34920.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Pistes de lavages couvertes (x6),
- Local technique.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 792 153 298 00015
- Code NAF ou APE : 4520 A

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement WAPY doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement WAPY, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Métropole du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement WAPY désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement WAPY devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement WAPY et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement WAPY s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

d'en avvertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement WAPY, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Établissement WAPY de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement WAPY sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux

dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article-L.1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7. C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan

24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

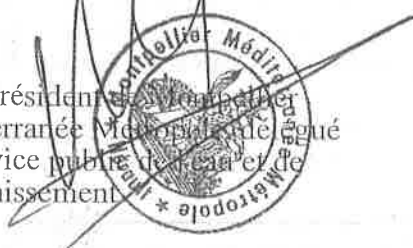
Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-327
Transmis en Préfecture le	19 / 10 / 2016
Affiché le	12 / 10 / 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc M32095-Ar.1-1

Fait à Montpellier, le 11 / 10 / 2016
M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques
de l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT Site
de Portaly dans le système de collecte et de traitement
de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions
décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2023**

- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement URBASER ENVIRONNEMENT reçue le 18 Août 2015 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Raison sociale de l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT société par actions simplifiée au capital de 5 040 800 euros,

- dont le siège social est situé à 1140 Avenue Albert Einstein, 34935 Montpellier,
- représenté par Monsieur Claude SAINT-JOLY, en qualité de Président – Directeur Général,

est situé à 288 Rue du Mas de Portaly à 34070 Montpellier,

- implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : OM 32,
- représenté par Monsieur Michael RIME, en qualité de Responsable d'exploitation ci-après désigné «l'Etablissement»,

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Collecte des déchets ménagers, pour une période de 7 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 288 Rue du Mas de Portaly à 34070 Montpellier

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Lavage des véhicules de collecte des ordures ménagères et assimilés

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : B 484 595 574
- N° SIRET : 484 595 574 00159
- Code NAF : 3811 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Métropole du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 7 (sept) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6. A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT sera engagée (selon l'article L .216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen

commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :
de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :
informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L.1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article-L.1331-10 **Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.** ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan

24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

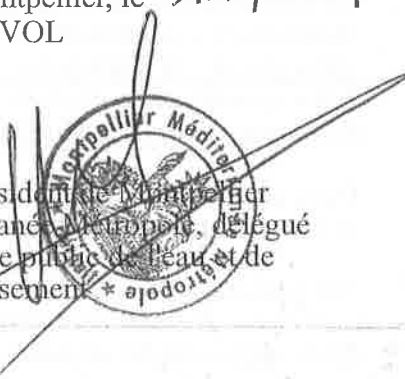
En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-328
Transmis en Préfecture le	12 / 10 / 2016
Affiché le	12 / 10 / 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc 1132112-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 11 / 10 / 2016
M. R. REVOL


Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Pérols "changement de véhicule". Autorisation N°7.

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté N°2014-373 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 25 juillet 2016, n°A2016-292 relatif à un changement de véhicule ;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Samuel ROUZEL** titulaire d'une autorisation de taxi à **Pérois**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du **25 juillet 2016**, n° **A2016-292** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Samuel ROUZEL**, né le **7 octobre 1983** à **Toulouse**, domicilié au **45, rue de l'Etrier à Saint-Just (34 400)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **FORD** type **FOCUS** immatriculé **DR-566-MH**, sur le territoire de la commune de **Pérois** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **7**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Pérois** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-330
Transmis en Préfecture le	11/10/2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 1132233-AI-1.1

Fait à Montpellier, le **11 OCT. 2016**
M. Philippe SAUREL



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de fonction à Mme Lloret

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2015-7 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-7 du 21 janvier 2015 est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Eliane LLORET dans les domaines de l'Energie et la transition énergétique. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Eliane LLORET est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 2, Madame Eliane LLORET est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

La délégation de fonction mentionnée aux articles 2 et 3 ne s'opère pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,

- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 25 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Eliane LLORET, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDE.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Eliane LLORET et de Madame Catherine DARDE, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-331
Transmis en Préfecture le	05 OCT. 2016
Affiché le	05 OCT. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc 113 2393 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

05 OCT. 2016

Président de la Commission d'Appel d'Offres
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de fonction à Monsieur RICO

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines de la Participation citoyenne, la performance et l'évaluation des politiques publiques. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Jean-Pierre RICO est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 1, Monsieur Jean-Pierre RICO est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

La délégation de fonction mentionnée aux articles 1 et 2 ne s'opère pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

2.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

2.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 25 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :
- aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre RICO, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Pierre RICO et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-332
Transmis en Préfecture le	05 OCT. 2016
Affiché le	05 OCT. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1132396-AR

Fait à Montpellier, le 05 OCT. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de fonction à Mme CASSAR

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Michelle CASSAR en qualité de Vice-Présidente,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU l'arrêté n°A2015-130 du 15 juillet 2015 portant délégation de fonction et de signature à Madame Michelle CASSAR,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-130 du 15 juillet 2015 est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Michelle CASSAR dans le domaine de la Sécurité. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Michelle CASSAR est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 2, Madame Michelle CASSAR est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,

- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 25 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Michelle CASSAR, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Michelle CASSAR et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-333
Transmis en Préfecture le	05 OCT. 2016
Affiché le	05 OCT. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1132582-AR

Fait à Montpellier, le 05 OCT. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Brès

- VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Brès approuvé le 27 septembre 2012 ;
- VU les mises à jour du PLU en dates du 18 décembre 2012, du 23 août 2013 et du 01 juillet 2014 ;
- VU la modification simplifiée n°1 du PLU approuvée le 28 avril 2015 ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 ;
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU de la Commune de Saint-Brès, en vue notamment d'ouvrir à l'urbanisation la zone AU0 située à l'entrée du village afin de conforter le pôle économique de la ZAC Cantausse ;
 - **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet : de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
 - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
 - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
 - d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

ARRETE

ARTICLE 1 : La procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Brès est engagée.

ARTICLE 2 : Conformément à l'article L.153-38 du Code de l'urbanisme, l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà

urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones sera justifiée par délibération motivée du Conseil Métropolitain.

ARTICLE 3 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de la Commune de Saint-Brès préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.132-7 du Code de l'urbanisme et à Monsieur le Maire de la Commune de Saint-Brès.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'urbanisme, le projet de modification sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement. A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera présenté au Conseil de Métropole pour approbation.

Arrêté n°	A2016-334
Transmis en Préfecture le	05 OCT. 2016
Affiché le	05 OCT. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1132591-AR

Fait à Montpellier, le
Mme S. JANNIN

04 OCT. 2016

Vice-Présidente du Conseil de
Méditerranée Montpellier déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de GRABELS "Changement de véhicule" - Autorisation n°2

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté **257/R/14** du **13/10/2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté de la commune de Grabels du **30 avril 2014, n°131/R/14** ;

- **CONSIDERANT** que la **SARL PRESENCE (RCS Montpellier 380 430 900)** titulaire d'une autorisation de taxi à **Grabels**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du 30 avril 2014, n°131/R/14 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : La **SARL PRESENCE (RCS Montpellier 380 430 900)**, domiciliée au **16 rue Bertrand de Born à MONTPELLIER (34 000)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **MEGANE SCENIC** immatriculé **EF-634-LJ**, sur le territoire de la commune de **GRABELS** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **2**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Grabels** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-335
Transmis en Préfecture le	20 OCT. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc 1132622-AI

Fait à Montpellier, le 20 OCT. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Murviel-lès-Montpellier

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;
- VU le Code de l'environnement et notamment les articles R. 123-1 à R. 123-27 ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 ;
- VU l'arrêté n° A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;
- VU l'arrêté n°A2016-285 en date du 20 juillet 2016 engageant la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, en vue notamment d'ouvrir à l'urbanisation le secteur dit « La Morte » ;
- VU la délibération motivée n°13982 du 21 juillet 2016 justifiant l'ouverture à l'urbanisation du secteur dit « La Morte » au regard des objectifs fixés par le Programme Local de l'Habitat 2013-2018 et de l'absence de capacités équivalentes au sein des zones déjà urbanisées pour répondre aux besoins de production de logements et relocaliser la maison de retraite ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 30 août 2016 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative à la modification n°2 du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier ;
- VU la décision n°E16000144/34 en date du 26 septembre 2016 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Pierre ALFONSI en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Georges RIVIECCIO en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;
- VU la délibération n°20/2016 du Conseil Municipal de Murviel-lès-Montpellier en date du 09 septembre 2016 émettant un avis favorable au projet de modification n°2 du PLU ;
- VU la notification du projet de modification n°2 du PLU aux personnes publiques associées en date du 22 septembre 2016 ;
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Murviel-lès-Montpellier, pour une durée de 31 jours consécutifs, du mercredi 02 novembre 2016 au vendredi 02 décembre 2016 inclus, afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, en vue notamment d'ouvrir à l'urbanisation le secteur dit « La Morte » ;

ARTICLE 2 : Par décision n°E16000144/34 en date du 26 septembre 2016, Monsieur Pierre ALFONSI, Colonel de l'armée de l'air retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire par le Président du Tribunal Administratif de Montpellier, et Monsieur Georges RIVIECCIO, Colonel de l'armée de terre retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie de Murviel-lès-Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole. Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet :

- à la mairie de Murviel-lès-Montpellier, aux heures habituelles d'ouverture, à savoir les lundi, mardi, jeudi, vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 17h30, et les mercredi et samedi de 8h à 12h.
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : « *Monsieur le commissaire enquêteur – projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Murviel-lès-Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus - CS 39556- 34961 Montpellier cedex 2* », qui les annexera au registre après les avoir visées. Le public ne pourra pas communiquer ses observations, propositions et contre-propositions par voie électronique.

ARTICLE 4 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public en mairie de Murviel-lès-Montpellier les :

- Mercredi 02 novembre 2016 de 9 h à 12 h
- Samedi 19 novembre 2016 de 9 h à 12 h
- Vendredi 02 décembre 2016 de 14 h à 17 h.

ARTICLE 5 : Au vu des articles L.104-2, R.104-1 à R.104-2 et R.104-8 à R.104-14 du Code de l'urbanisme et de la nature des évolutions projetées, le projet de modification n°2 du PLU de Murviel-lès-Montpellier n'est pas soumis à évaluation environnementale. Le rapport de présentation comporte cependant une analyse de l'état initial du site et des incidences du projet sur l'environnement.

ARTICLE 6 : La personne responsable du projet est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification du PLU auprès de Madame DUCATEZ (n.ducatez@montpellier3m.fr / 04.67.13.48.12) à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (DUH) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, à l'adresse suivante :

Montpellier Méditerranée Métropole
Direction de l'urbanisme et de l'Habitat
50 place Zeus CS 39556
34961 MONTPELLIER CEDEX 2

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier convoquera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi que son rapport, ses conclusions et avis motivés.

Le rapport, les conclusions et avis motivés seront tenus à la disposition du public, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Murviel-lès-Montpellier aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport, les conclusions et avis motivés du commissaire enquêteur seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr>).

L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur transmet simultanément une copie du rapport, des conclusions et avis motivés au Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 8 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault.

L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, en commune de Murviel-lès-Montpellier, sur les secteurs géographiques suivants :

- Mairie de Murviel-lès-Montpellier
- Croisement route de Bel Air, route de Montpellier, route des Platanes
- Rond-point de la Rouvière longue, route de Cournonterral (D27E5)
- Entrée de ville, route de Saint Paul et Valmalle (D27)
- Entrée de ville, route de Bel Air (D102)
- Entrée de ville, route de Pignan (D27)
- Entrée de ville, route de Saint Georges d'Orques (D27E)
- Route de Saint Georges d'Orques (D27E), au niveau de la déchetterie
- Route de Saint Georges d'Orques (D27E), à l'entrée du secteur concerné

Il sera, en outre, mis en ligne sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de la ville de Murviel-lès-Montpellier (à l'adresse : <http://murviel.fr/>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Murviel-lès-Montpellier, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique auprès de Madame DUCATEZ (n.ducatez@montpellier3m.fr / 04.67.13.48.12) dès la parution de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 11 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°2 du PLU de Murviel-lès-Montpellier sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

ARTICLE 12 : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Murviel-lès-Montpellier, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-336
Transmis en Préfecture le	05 OCT. 2016
Affiché le	05 OCT. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1132674AR

Fait à Montpellier, le
Mme S. JANNIN

04 OCT. 2016

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, chargée au Développement et à l'Aménagement Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Représentation du Président au sein de la Commission territoriale Occitanie et Nouvelle-Aquitaine, Commission territoriale de Voies Navigables de France (VNF)

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- **VU** le Code des transports, notamment les articles R.4312-11 et D.4312-19 et suivants,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil d'administration de Voies Navigables de France (VNF) du 23 juin 2016 n°02/2016/1.1 relative aux commissions territoriales des voies navigables,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit de la Commission territoriale des voies navigables dénommée 'Commission territoriale Occitanie et Nouvelle-Aquitaine', peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1: Délégation de fonction est attribuée à Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la territoriale Occitanie et Nouvelle-Aquitaine de Voies Navigables de France (VNF). Dans ce cadre, Madame Stéphanie JANNIN est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2: Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 3 Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2016-337
Transmis en Préfecture le	07 OCT. 2016
Affiché le	07 OCT. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc 1132908-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

07 OCT. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Représentation de l'autorité territoriale pour un tirage au sort

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU le Décret n°89-677 du 18 septembre relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **CONSIDERANT** que la présence d'un représentant de l'autorité territoriale est nécessaire lors du tirage au sort désignant les représentants de la collectivité au Conseil de discipline,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Chef de Service de la Gestion Administrative au sein de la Direction des Ressources Humaines de Montpellier Méditerranée Métropole pour représenter l'autorité territoriale lors du tirage au sort, qui se déroulera le lundi 10 octobre 2016, désignant les représentants de la collectivité au Conseil de discipline d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-338
Transmis en Préfecture le	10/10/2016
Affiché le	10/10/2016
Notifié le	10/10/2016
Identifiant	Im 1133068-AR-11

Fait à Montpellier, le 10/10/2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature en l'absence du Directeur Général des Services

- **VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Département des Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- **VU** la note de service n°2016-04-516 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Philippe BOULET sur l'emploi de Directeur du Département Développement Economique, Emploi et Insertion,
- **CONSIDERANT** que M. Christian Fina sera absent du 28 octobre 2016 au 1^{er} novembre 2016 inclus et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de M. Christian FINA, le 28 octobre 2016, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 2 : En l'absence de M. Christian FINA, du 29 octobre 2016 au 1^{er} novembre 2016 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Philippe BOULET.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-355
Transmis en Préfecture le	2 6 OCT. 2016
Affiché le	2 6 OCT. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc 1133957-MR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

2 5 OCT. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

